

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/05/2018

N° : 2018/075

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 13
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 21
Transports, déplacements et accessibilité	page 24
Urbanisme et aménagement	page 45
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 59
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 78
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 88
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 92

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 100
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 148
Transports, déplacements et accessibilité	page 168
Urbanisme et aménagement	page 186
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 212
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 214
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 222
Voirie, Espaces publics et grands équipements métropolitains	page 229
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 231

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 22 MARS 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

22 MARS 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 23 mars 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - Roland BLUM - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

ETAIENT ABSENTS REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ représenté par Christophe AMALRIC - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Eric LE DISSÈS.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-3517/18/BM

■ **Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage**
MET 18/6315/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et

réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de

l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvés sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

De manière spécifique, certaines conventions de TTMO présentées pour approbation portent sur des opérations de travaux menées dans le cadre des engagements pris au titre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclues par les communes avec des partenaires privés.

Dans ce cas, les conventions de TTMO ont donc pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de

l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, à l'occasion de la séance du Bureau de la Métropole qui s'est tenue le 14 décembre 2017, des conventions de transfert Temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 16 communes et 63 opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été approuvées.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de trois nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées et de huit nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant 8 Communes et 18 opérations au titre de la compétence eau et assainissement.

Par ailleurs, en raison du transfert à la métropole de la compétence portant sur l'aménagement, l'entretien, et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage, l'opération de travaux d'extension et d'aménagement de l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de Miramas avait fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue entre la Métropole et la commune de Miramas, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole le 14 décembre 2017, N° DEVT 017-2976/17/BM.

Cette convention doit être modifiée afin de substituer la commune de Miramas à la Métropole dans la charge du paiement des factures entreprises (moyennant compensation par la Métropole) et d'adapter les stipulations à l'avancement réel de l'opération. A cet effet, une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée annule et remplace la convention précédemment approuvée le 14 décembre 2017.

Les conventions concernées sont présentées dans un tableau récapitulatif joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Bouc Bel Air, portant sur les opérations suivantes :

- Reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches
- Démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage

Article 2 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Bouc Bel Air, portant sur les opérations suivantes :

- Aménagement de réseaux humides
- Rénovation du collecteur d'assainissement dans le quartier La Salle
- Rénovation du réseau d'eau dans le secteur Pin Porte Rouge
- Renforcement du réseau d'eau et réhabilitation et extension du réseau d'assainissement

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à

conclure avec la Commune de Cabriès, portant sur les opérations suivantes :

- Extension du réseau d'eau et d'assainissement pour le lotissement du Lac Bleu

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Fuveau, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de réseaux humides-site de l'Ouvière, chemin de St François

Article 5 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de La Roque d'Anthéron, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de réseaux humides pour la liaison Sud / Boulevard de la Paix / Rue de la Libération

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Meyreuil, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation des équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales et de DECI relatifs au Projet Urbain Partenarial de l'écoquartier "BALLON"

Article 7 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Meyreuil, portant sur les opérations suivantes :

- Désodorisation du poste de refoulement des effluents du Canet vers le Pontet

Article 8 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peynier, portant sur les opérations suivantes :

- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial rue du Jaillet et Traverse des Marseillais
- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial du centre ancien et avenue du Verdélai
- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et pluvial rues Bergers, Ecoles, Longue et avenues Garenne, St Eloi et Badarusse
- Extension des réseaux d'eau, d'assainissement et pluvial pour le lotissement de La Treille

Article 9 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la

Commune de Peynier, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de deux bassins d'eau potable

Article 10 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Ventabren portant sur les opérations suivantes :

- Extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD 10

Article 11 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Vitrolles portant sur les opérations suivantes :

- Réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement de l'Avenue de Marseille

Article 12 :

Est approuvée la convention de de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Miramas portant sur les opérations suivantes :

- Travaux d'extension et d'aménagement de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Article 13 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

FAG 002-3518/18/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/6685/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a

décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 14 mars 2018, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'aucune demande d'indemnisation:
- 2) Les montants des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

VIEUX-PORT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP11-2017/10/21	LE CAFE DES ARTS	35 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	29 482 €	17 689 €
TOTAL				29 482,00€	17 689,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	391 976,00 €
Total général Vieux-Port II	409 665,00 €

RUE PARADIS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
PRD-2017/10/02	FAUBOURG 56	56 Rue Paradis 13006 Marseille	06/02/17 au 06/11/17	6 046 €	3 628 €
PRD-2017/10/03	VEDI VINI OPTICIENS	30 Rue Paradis 13001 Marseille	06/02/17 au 06/11/17	10 943 €	6 566 €
PRD-2017/11/04	LE DIPLOMATE	32 Rue Paradis 13001 Marseille	06/02/17 au 06/11/17	4 256 €	2 554 €

TOTAL	21 245,00€	12 748,00€
Montant des indemnisations déjà accordées	0,00 €	
Total général Rue PARADIS	12 748,00 €	

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen des montants d'indemnisations retenues pour 04 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 24 juin 2016 ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des dossiers précités pour un montant total de 30 437,00 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3519/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'institut de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) et paiement de la cotisation pour l'année 2018 MET 18/6524/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondé en 1965 sous le statut associatif, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI), affilié à l'Institute of Internal Auditors (IIA), est une institution dédiée à la promotion des normes internationales d'audit interne et exerce un rôle majeur en matière de formation, d'information et de certification.

L'IFACI est l'institut de référence du métier de l'audit interne en France et fédère 4 000 auditeurs issus de 900 entreprises et institutions publiques.

Ses missions consistent notamment à :

- Rechercher et promouvoir auprès des professionnels de l'audit des connaissances en matière d'audit et de contrôle internes, de gestion des risques et de gouvernance d'entreprise, au travers de réunions mensuelles, de colloques, d'unités de recherche et de groupes professionnels,
- Professionnaliser les acteurs et les organisations en proposant des programmes de formation et de certification (individuelle et collective),
- Diffuser et partager les normes professionnelles et les règles de bonne pratique.

L'Inspection Générale de la Métropole Aix-Marseille Provence, exerce ses missions dans le respect des normes internationales recommandées par l'IFACI. Au-delà du respect des normes et du Code de Déontologie, les membres de l'Inspection Générale utilisent régulièrement le fonds documentaire de l'IFACI, participent à des conférences et groupes professionnels et participent à des stages de formation proposés par cet organisme.

Leur adhésion à cet institut leur permet de :

- Bénéficier de tarifs préférentiels sur les séminaires et formations,
- Accéder aux publications, aux contenus multimédias, au centre de documentation et à la bibliothèque en ligne,
- Participer ou accéder aux retransmissions en différé des différents travaux, colloques et réunions.

Le montant de la cotisation pour l'année 2018 s'élève, pour 10 personnes, à 1305 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 039-838/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion à l'IFACI.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'IFACI ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2018, d'un montant de 1305 euros hors taxes pour l'accès de 10 agents aux prestations réalisées par l'association.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille Provence Sous Politique A 340 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3520/18/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues MET 18/6759/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code ». Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur le soutien accordé au programme d'études de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues en approuvant et signant le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Pays de Martigues le 25 novembre 2016.

L'animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance sont confiés au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Le Protocole de Préfiguration prévoyait une date d'échéance au 31 décembre 2017 pour l'engagement de l'ensemble du programme de travail. Le contexte particulier d'exécution du protocole, évoqué lors du Comité de Pilotage du 13 novembre 2017, n'a pas permis de respecter ces délais.

C'est la raison pour laquelle l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a rédigé un avenant au protocole qui va permettre de repousser la date d'engagement des études qui ne l'auraient pas encore été, du 2^{ème} semestre 2017 au 2^{ème} semestre 2018 afin de permettre le bon versement des subventions programmées. Cet avenant technique prend effet au 22 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération n°007-875/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation du programme de renouvellement urbain et autorisant la signature du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme du Pays de Martigues ;
- Le Comité de Pilotage du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine du Pays de Martigues du 13 novembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de proroger l'échéance du Protocole de Préfiguration du NPNRU du Pays de Martigues afin de permettre la réalisation des études prévues au protocole

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3664/18/BM

**■ Approbation de la dotation 2018 à la Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas
FAG 005-22/03/18 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a créé la Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas, établissement public à caractère administratif, dont l'objet est d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans le stade couvert d'athlétisme de Miramas et les équipements qui lui sont associés.

Par cette même délibération, le Conseil de la Métropole a approuvé ses statuts et fixé, conformément à son article 10, le montant de sa dotation initiale à 235 000 euros.

L'article R. 2221-53 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que le régime applicable aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière et chargées de l'exploitation d'un service public à caractère administratif est celui de la collectivité qui les a créées, sous réserve des dispositions qui leur sont propres.

Le budget prévisionnel de la Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas, pour 2018, est d'un montant de 520 000 euros (cinq cent vingt mille euros).

Dès lors, il est proposé au Bureau de la Métropole de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une dotation de 285 000 euros (deux cent quatre-vingt-cinq mille euros) pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 657363.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole créant la Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas, approuvant ses statuts et fixant sa dotation initiale ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargée de l'exploitation d'un service public à caractère administratif dénommée « Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas » ;
- Que le CGCT prévoit que le régime applicable aux dites régies est celui de la collectivité qui les a créées, sous réserve des dispositions qui leur sont propres.
- Que le budget prévisionnel de la Régie, pour 2018, est d'un montant de 520 000 euros ;
- Qu'il convient d'approuver la dotation pour l'exercice budgétaire 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une dotation de 285 000 euros au profit de la Régie personnalisée de la Halle d'Athlétisme de Miramas, pour l'année 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657363.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-3521/18/BM

**■ Approbation d'une convention relative au projet d'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY par l'Institut Paoli-Calmettes
MET 18/6625/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En mars 2017, la Métropole a voté son Agenda du Développement Economique dans lequel sont définies six filières d'excellence dont la santé. Cet écosystème représente en effet près de 76 000 emplois et Marseille héberge le 2nd réseau hospitalier de France. La Métropole a souhaité ainsi renforcer le rôle de leader de Marseille dans le domaine de la Recherche en Santé.

Parmi les secteurs de pointe, Marseille est pionnière en matière de la lutte contre le cancer : en effet, le « centre anticancéreux » de Marseille voit le jour suite à un arrêté de novembre 1925. Cette entité qui fonctionnait en partie à l'Hôtel Dieu et en partie à l'hôpital de la Conception, est à l'origine du futur Institut Paoli-Calmettes (IPC). Quarante-trois ans après sa création, l'IPC est mondialement reconnu pour ses activités de lutte contre le cancer, de soin et de recherche et compte aujourd'hui pas moins de 1 523 salariés dont 186 praticiens et 94 internes et étudiants. En région PACA, chaque année 223 000 patients sont pris en charge au titre du cancer et 30% des décès sont liés à cette maladie.

La lutte contre les cancers fait appel à plusieurs thérapies : la chirurgie, le traitement médicamenteux et la radiothérapie qui vise à détruire les tumeurs cancéreuses par des radiations. La radiothérapie peut être prodiguée soit au contact direct de la tumeur, qualifiée dans ce cas de radiothérapie interne, soit à distance de celle-ci, qualifiée dans ce cas de radiothérapie externe.

Aujourd'hui encore, les oncologues considèrent la radiothérapie externe comme une composante tout à fait essentielle des traitements mis en œuvre contre le cancer car elle permet de mieux cibler les tumeurs. La principale difficulté reste dans la précision du ciblage de la tumeur qui peut affecter d'autres cellules « saines ». Toutefois, les dernières évolutions technologiques combinant un accélérateur de particules et imagerie par résonance magnétique (IRM), constituent une révolution thérapeutique majeure. En effet, ce type de technologie permet d'irradier les tumeurs plus précisément tout en limitant les séquelles et effets secondaires.

Actuellement, seul l'accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY permet ce type de technologie novatrice et a un coût de 8,5 millions d'euros TTC.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 1 000 000 euros TTC à l'Institut Paoli-Calmettes pour l'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu majeur et différenciant pour la Métropole de conforter la filière Santé et de miser sur le segment des thérapies innovantes,
- La valeur ajoutée pour le territoire, en termes de positionnement et de renommée, conférée par le déploiement d'une technologie de pointe et peu répandue.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 000 000 euros TTC à l'Institut Paoli Calmettes relative au projet d'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Institut Paoli Calmettes relative au projet d'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence -
– Sous-politique B360 - Chapitre 204 – Nature 204182
– Fonction 67 Opération 2017100405.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-3522/18/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la mise en place du dispositif "Pacte PME" sur le territoire métropolitain
MET 18/6249/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L.710-1 du Code de Commerce, les Chambres de Commerce et d'Industrie ont une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics ou des autorités étrangères. Elles contribuent au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant, toute mission de service public et toute mission d'intérêt général nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

A cet effet, les Chambres de Commerce et d'Industrie peuvent assurer notamment des missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des entreprises, notamment pour le développement international, ainsi que des missions de développement de la formation professionnelle.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) a notamment initié le « Métropolitain Business Act » qui a pour ambition de mettre en place une démarche partagée en matière d'achats afin de renforcer la création de business entre entreprises locales, et d'aider les acheteurs et les PME à mieux travailler ensemble.

Pour sa part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017, adopté son agenda du développement économique. L'une de ses orientations stratégiques, « Construire une Métropole de proximité facilitant la vie des entreprises », entend proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de l'entreprise.

Dans le cadre de cet axe stratégique, la deuxième action retenue est de faciliter la relation entre les grands donneurs d'ordre et les TPE /PME/Start Up afin de les aider à se développer sur leur marché. Pour ce faire, deux priorités doivent être mises en place :

- Instaurer sur le territoire un Pacte PME dont l'objectif est d'associer les grands donneurs d'ordre locaux au service des PME pour les aider à grandir et se développer ;
- Favoriser l'accès des TPE/PME/Start Up aux marchés publics métropolitains.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont signé en début d'année 2017 une convention cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire et comprenant un axe de travail sur le développement du Business des entreprises sur le territoire.

Ainsi, en déclinaison et dans une perspective de développement économique du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP souhaitent mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » en s'appuyant sur la démarche menée par l'association Pacte PME au niveau national.

L'objectif de ce dispositif est de faire grandir les entreprises (Start Up, TPE, PME) du territoire et de les aider à développer leur business, par l'apport des grands comptes sur les TPE PME locales mais également entre TPE/PME.

Concrètement la mission du Pacte PME vise ainsi à faciliter la mise en relation entre TPE/PME/Start Up du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois.

Le Pacte PME permettra de coordonner l'ensemble des actions déjà existantes sur le territoire tout en favorisant le jeu collectif au bénéfice de l'ensemble des entreprises de notre territoire avec une marque territoriale forte « Pacte PME ».

Il conviendra de mobiliser dans la démarche les fédérations patronales (UPE 13 CPME), l'AMU, le Centre National des Achats, les fédérations professionnelles (UIMM, UIC,...) et les grandes entreprises des territoires.

Le programme des actions du dispositif « Pacte PME » sera le suivant :

1. Développer les achats locaux

L'objectif est de développer l'achat local et responsable par la mise en place d'une démarche co-construite et partagée avec les grands donneurs d'ordres et les TPE/PME en matière d'achats afin de

renforcer la création de business entre les entreprises du territoire.

Cette démarche, animée par la CCIMP et soutenue par la Métropole, est le « Métropolitain Business Act ».

2. Favoriser l'Innovation pour rendre plus compétitives les entreprises du territoire

L'objectif est ici d'encourager les grands comptes à s'impliquer dans une démarche d'open innovation pour s'ouvrir aux entreprises locales sur des domaines d'innovation et d'accélérer ainsi le processus d'innovation des TPE/PME/Start-up de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'accroître leur performance et d'améliorer leur compétitivité.

Dans cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP identifieront les initiatives et dispositifs existants afin de les fédérer au sein de la démarche Pacte PME et œuvreront pour la constitution d'une plateforme partenariale.

3. Plateforme d'échanges de compétences - Pacte PME

Les TPE/PME/Start Up ont besoin pour réussir leur développement de l'apport de compétences (stratégiques, organisationnelles, commerciales, juridiques, financières, ...). Les grandes entreprises, dans le cadre d'un mécénat de compétences, peuvent répondre à ces besoins en mettant à disposition, à titre gracieux et sous forme de missions courtes, des collaborateurs (cadres ou technicien) afin de permettre aux TPE/PME/Start Up de la métropole de se structurer et de passer un cap de croissance.

L'objectif est d'irriguer le tissu économique Start-up / TPE /PME avec des personnes formées ou travaillant dans des Grands Comptes.

A cette fin, l'association Pacte PME met à disposition notamment deux plateformes :

- « Pacte Compétences » (mécénat experts ponctuels) qui est une plateforme de partage de compétences entre grandes entreprises et Start-up/TPE/PME. Un expert d'une grande entreprise apporte son expertise/expérience à l'entreprise durant une période déterminée (entre 1 et 5 jours) ;
- « Engagement Jeunes » qui permet aux stagiaires des grands comptes de trouver un 1^{er} emploi dans une TPE/PME/Start-up ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP assureront, auprès des entreprises du territoire, la diffusion des informations liées aux services proposés par l'association Pacte PME dans ce cadre.

Le budget prévisionnel pour la mise en place du dispositif « Pacte PME » s'élève à 119 000 €. Son plan de financement s'établit comme suit :

Actions	Porteur de l'action	Budget
Communication liée au dispositif Pacte PME (charte, logo, actions de communication papier et digitales...)	AMP/CCIMP	10 000 €
Déploiement du Métropolitain Business Act : <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une Plateforme de Mise en Relation : 15 000 € - Organisation de 3 Formations pour des TPE/PME/Start-up pour une montée en compétences afin de répondre aux appels d'offres : 15 000€ - Organisation de 5 rencontres DO/TPE/PME/Start-up et d'1 salon inversé : 60 000€ - Animation du Club Acheteurs (4 Sessions de travail) : 7 000 € 	CCIMP	97 000 €
Accélérer l'Innovation des TPE/PME/Start-up : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de 2 rencontres qualifiées Grandes entreprises / TPE/PME/Start-up (pitch de TPE/PME/Start-up et de grands comptes et mise en relation) : 4 000 € - Organisation de 1 Formation / action des TPE/PME/Start-up (formation technique de pitch, réalisation de vidéos, pitch en condition réelle face à des DO, atelier à l'international, worshop tech de Co) : 8 000 € 	AMP/CCIMP	12 000 €
Budget Total		119 000 €

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera à la somme de 50 000 € au titre de l'année 2018 soit près de 42% des dépenses.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, jointe en annexe, relative à la mise en place du dispositif « Pacte PME » sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'agenda du développement économique métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, par la conclusion d'une convention cadre en début d'année 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire ;
- Que l'un des axes de leurs interventions communes porte sur le développement du Business des entreprises sur le territoire ;
- Que, dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP souhaitent mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » dont l'objectif est de faciliter la mise en relation entre TPE/PME/Start Up du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement, au profit de la CCIMP, d'une participation financière d'un montant de 50 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) relative à la mise en place du dispositif « Pacte PME » sur le territoire métropolitain.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 657381 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-3523/18/BM

■ Vente d'un terrain sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon de Provence à la société Reflets du Sud MET 18/6323/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société Reflets du Sud a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 8 d'une surface d'environ 3 077 m² sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement basée à Mallemort, cette société est spécialisée dans la menuiserie aluminium avec :

- Une partie ingénierie et bureau d'études (service administratif 2 personnes – bureau d'études 3 personnes)
- Un atelier de fabrication (3 personnes – 4 personnes travaillant en extérieur)

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 1 830 723 € hors taxes, envisage le transfert de 12 de ses salariés et la création de 3 emplois.

Reflets du Sud doit faire face à un accroissement d'activité et à un manque de place corrélatif dans les locaux actuels et souhaite donc se porter acquéreur du lot 8 afin de construire un bâtiment de 1 000 m² (200 m² de bureaux, 350 m² d'atelier, 450 m² de

stockage intérieur et VL) avec une extension possible de 500 m² à l'avenir.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 20 février 2018, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m².

Il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 8, d'une surface d'environ 3 077 m² (sous réserve du document d'arpentage), à la société Reflets du Sud au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des domaines des services fiscaux de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain d'une superficie de 3 077 m² (sous réserve du document d'arpentage), comprenant le lot 8 sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon de Provence au prix de 276 930 euros HT à la société Reflets du Sud ou à toute autre société pouvant s'y substituer.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable ou de caution bancaire en garantissant le paiement.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 12 septembre 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 31 mars 2019 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la société Reflets du Sud sont irrecevables.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 5 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 6 :

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

ECO 004-3524/18/BM

■ Attribution d'une subvention en faveur du projet immobilier porté par la société Vermillon à Aix-en-Provence MET 18/6495/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction,

d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Implantée sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, la société VERMILLON développe et fabrique des peintures et matières décoratives (chaux, béton ciré...). Elle assure également de la formation qualifiante. La S.A.R.L. VERMILLON fait partie du groupe MERCADIER qui emploie 25 personnes au total : 8 pour VERMILLON, 7 au sein de la holding BEES et 10 pour la S.A.R.L. ANTRACITE dédiée à la distribution et à l'animation des boutiques. Créé à Aix-en-Provence en 2003 par Marie et Xavier GRINDEL, ce groupe familial réalise un chiffre d'affaires de 2,8 M€ (dont 1,64 M€ pour VERMILLON). 30 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La stratégie d'entreprise de VERMILLON est orientée vers l'innovation et la modernisation. Des investissements de R&D sont réalisés sans cesse pour mettre au point de nouvelles gammes de produits. L'entreprise bénéficie en effet d'un Crédit Impôt Recherche, et elle adhère au Centre Régional d'Innovation de Transfert de Technologie (CRITT) « Novachim » dédié au secteur Chimie, Plastique et Matériaux. Soucieuse de développer ses outils numériques, VERMILLON est membre de la French Tech Aix-Marseille depuis 2016.

2. Le projet immobilier

Dans le cadre de son projet de développement, le groupe Mercadier a prévu d'investir dans son propre bâtiment. Le projet est porté par la SARL VERMILLON, à travers la SCI NORMAIX. Il s'agit de faire l'acquisition d'un terrain de 3.087 m² sur la ZAC de l'Enfant, au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en vue d'y construire un bâtiment d'une surface de 1.500 m² répartie sur deux niveaux.

Ce bâtiment a vocation à regrouper un laboratoire de R&D, l'atelier de fabrication, le centre de formation professionnelle, une plate-forme logistique et des bureaux. Cet investissement permettra d'internaliser en totalité la fabrication et le conditionnement de produits, d'optimiser l'organisation logistique et d'accélérer le développement à l'international.

Conçu à l'aide d'un architecte, le bâtiment est à ossature bois, il répond aux normes de qualité environnementale. Le permis de construire a été accordé.

La construction du bâtiment a été chiffrée à 1.804.589 € dont 1.575.468 € éligibles répartis comme suit :

VRD	157.893 €
Locaux de stockage	456.062 €
Création d'un atelier	445.199 €
Bureaux	513.314 €
Contrôle SPS	3.000 €
TOTAL	1.575.468 €

Concernant les modalités de financement de cette opération, VERMILLON a engagé des négociations avec ses partenaires bancaires. Il a finalement été décidé le montage sous forme de crédit-bail. Le contrat va être signé avec CMCIC LEASE qui procédera à la signature de l'acte authentique dans le courant du 1^{er} trimestre 2018.

Des fonds propres compléteront le plan de financement.

L'emménagement dans les nouveaux locaux est prévu pour la fin de l'année 2018.

Ce projet immobilier va de pair avec une évolution de l'activité et un plan de recrutement. VERMILLON devrait en effet doubler ses effectifs d'ici 2020.

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération à hauteur de 120.000 € soit 7,16 % de l'assiette éligible de 1.575.468 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant

notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI;

- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 120.000 € au bénéfice de la société VERMILLON basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la société CMCIC LEASE, Crédit-bailleur).

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3525/18/BM

**■ Attribution d'une subvention à Réseau
Entreprendre Provence - Approbation d'une
convention d'objectifs
MET 18/6574/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, afin de développer sur les territoires l'emploi et la compétitivité. Son objectif est de financer, mais surtout de valider et accompagner des projets à fort potentiel de création d'emplois et ce, en s'appuyant sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Depuis 2013, Réseau Entreprendre Provence c'est ainsi plus de 80 lauréats avec des projets de création, reprise ou fort développement.

Les résultats sont toujours très prometteurs : 92 % des entreprises accompagnées sont toujours en activité au terme de 3 ans, 30.000 emplois créés en 5 ans et un effet de levier des prêts d'honneur du réseau multipliés par 13.

L'offre Réseau Entreprendre ne cesse de se développer avec aujourd'hui 3 programmes complémentaires : START, BOOSTER et AMBITION CROISSANCE.

En 2018, l'association souhaite renforcer et pérenniser son ancrage territorial sur le Pays d'Aix et sur le Pays d'Aubagne et de l'Étoile. Son objectif est de labelliser une vingtaine d'entreprises des territoires.

L'association compte enfin reconduire en 2018 les manifestations organisées sur le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne et de l'Étoile : clubs des lauréats, clubs des repreneurs, petits déjeuners, déjeuners, séminaires.

Elle continuera également à participer activement aux événements locaux : Comités du Dispositif d'Amorçage de Provence, Énergies de la Victoire, Talents du Pays d'Aix, Nocturnes de la Transmission, comité du DRM Lafarge, French Tech...

Elle planifiera enfin de grandes opérations de communication, afin de diffuser son action à un maximum de porteurs de projet susceptibles de bénéficier de son accompagnement.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, Réseau Entreprendre Provence sollicite une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 27 000 €.

La dépense en résultant serait imputée sur l'État Spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 21 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Réseau Entreprendre Provence une subvention de 27 000 € au titre de l'exercice 2018, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 12 000 €
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 15 000 €

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur la ligne 65/6574
- L'État Spécial de territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-3526/18/BM

**■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord 2015-2019 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Ouest Provence - Abrogation de la délibération n° EMP 005-2897/17/BM du 14 décembre 2017
MET 18/6654/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° EMP 005-2897/17/BM en date du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant au protocole d'accord 2015-2019 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) Ouest Provence.

Or, l'annexe de la délibération, constituant ledit avenant est entachée dans son préambule d'erreurs matérielles.

En conséquence, il convient d'abroger la délibération n° EMP 005-2897/17/BM et d'approuver à nouveau l'avenant au protocole d'accord 2015-2019 du PLIE Ouest Provence.

Pour rappel, depuis sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente dans le domaine, développe une stratégie en matière d'Insertion, d'Emploi et d'Économie Sociale et Solidaire.

Le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence est compétent pour l'animation des dispositifs d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, cette intervention repose entre autre sur le Plan local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) dont le protocole d'accord a été conclu pour la période 2015-2019.

Le PLIE poursuit l'objectif de favoriser, par la mise en œuvre de parcours d'insertion individualisés, l'accès à l'emploi ou la qualification des personnes les plus en difficultés.

La Métropole soutient les structures associatives d'animation des PLIE, tel que prévu au protocole d'accord définissant le contexte, les enjeux et les objectifs, ainsi que les engagements financiers de chacun des partenaires (Etat, Région, Département, Métropole).

Le cadre européen est marqué par le nouveau Programme Opérationnel National Fonds Social Européen, pour les années 2014-2020 (PON FSE 2014-2020) et l'accréditation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'organisme intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE).

En tant qu'organisme intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, la Métropole est chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, telles que le contrôle des opérations au niveau du suivi de l'exécution des opérations, le recueil et le renseignement des indicateurs d'évaluation, le contrôle du service fait et le paiement mais également des obligations en matière de respect des critères d'éligibilité et de communication, définis par la réglementation européenne.

Dans ce contexte, sur proposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les signataires du protocole d'accord conviennent de la signature du présent avenant afin de prendre en compte le rôle de la Métropole dans les nouvelles modalités de financement du PLIE Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 002-2472/17/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 relative au Programme Opérationnel National Fonds Social Européen ;
- Le protocole d'accord du PLIE Ouest Provence signé par les partenaires pour la période 2015-2019 ;
- La décision du Comité de pilotage du PLIE Ouest Provence réunit le 12 mai 2017 de procéder à l'élaboration d'un avenant au protocole 2015-2019 ;
- La délibération n° EMP 005-2897/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'un avenant au protocole d'accord du PLI du Territoire Istres-Ouest Provence 2015-2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° EMP 005-2897/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'un avenant au protocole d'accord 2015-2019 du PLIE Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant, ci-annexé, au protocole d'accord 2015-2019 du PLIE Ouest Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

EMP 002-3527/18/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'association La Cité des Métiers pour la mission d'organisation d'un forum emploi et découverte des métiers dans le cadre du Salon Nautique Les Nauticales de La Ciotat en 2018
MET 18/6845/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Cependant, à ce jour la métropole Aix-Marseille-Provence compte environ 60 000 emplois de moins que d'autres métropoles similaires et le nombre de chômeurs y demeure supérieur à la moyenne nationale. Pourtant, le nombre d'emplois créés au cours des dix dernières années (6 000 par an), augmente plus vite qu'ailleurs. Mais cela ne suffit pas.

Ainsi, soutenir et accélérer le développement des filières d'excellence historiques et émergentes pour réduire le déficit d'emplois. En effet, le dynamisme de l'économie métropolitaine repose en grande partie sur la présence de six filières historique en expansion (aéronautique-mécanique, maritime et logistique, santé, industries numériques et créatives, énergie-environnement, art de vivre et tourisme). Leur développement est une priorité métropolitaine. Des travaux récents estiment que ces six filières représentent un potentiel de 20 000 créations d'ici 2030.

Partie intégrante de ces 6 filières d'excellence, les activités maritimes regroupent de nombreux secteurs économiques générateurs d'emplois, des plus traditionnels aux plus innovants : pêche, port commercial et industriel, réparation navale et grande plaisance, nautisme, tourisme,...

Consciente de ce potentiel et des enjeux qui s'exercent sur son littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est d'ailleurs engagée dans l'élaboration d'un Livre bleu afin de définir la stratégie de développement et d'action pour les prochaines années. L'emploi et la formation dans ces secteurs à forts potentiels de développement est un des axes majeurs de l'ambition métropolitaine.

Au regard de ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite organiser en 2018, dans le cadre

du Salon Nautique Les Nauticales, une manifestation dédiée à l'emploi, la formation et à la découverte des métiers permettant d'améliorer la visibilité et l'attractivité de ce secteur

Le concept de Cité des Métiers, né en 1993, au sein de la Cité des Sciences et de l'Industrie la Villette a pour vocation de rendre accessible à tous l'information sur l'évolution des professions, des métiers, de la vie professionnelle.

Organisée autour de pôles, chaque Cité accueille le public de façon anonyme et gratuite, avec des espaces de conseil, de documentation et de cyber-info.

Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers : un espace œuvrant dans l'esprit du service public ; des services centrés sur les besoins des usagers ; une autonomisation de l'usager, acteur de sa vie professionnelle ; l'interaction du conseil et d'espaces ressources ; un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire. La Cité des Métiers de Marseille et de PACA a obtenu en 2005 le Label fonctionnement Cité des métiers, certifiant la conformité du système existant et la qualité des prestations fournies (après avoir obtenu le Label projet en 2002).

Pour réaliser ses missions, la Cité des Métiers s'appuie sur une synergie de compétences et de ressources apportées par des partenaires aux vocations complémentaires. Ceux-ci conjuguent ainsi leurs efforts pour accueillir le public, l'informer et l'aider à construire leur parcours professionnel.

Ces éléments font ainsi de la Cité des Métiers de Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'opérateur idoine dans l'organisation et le pilotage d'un salon emploi sur les métiers de la mer à la Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de développer l'attractivité des métiers d'une filière économique importante pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et de faciliter l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi.
- L'intérêt à soutenir une filière économique présentant de fortes perspectives d'évolution sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière de 15.000 euros TTC à l'association Cité des Métiers de Marseille et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'organisation d'un forum emploi et découverte des métiers dans le cadre du Salon Nautique Les Nauticales de La Ciotat.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux conditions d'attribution de cette participation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6185 du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes les dispositions concourant à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-3528/18/BM

■ **Maitrise d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux dans le cadre du BHNS l'Aixpress - Rectificatif de la délibération n° TRA 004-2908/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017
MET 18/6756/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, il a été adopté une délibération TRA 004-2908/17/BM approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux dans le cadre du BHNS l'Aixpress.

La présente délibération vise à corriger une incohérence entre le texte de la délibération TRA 004-2908/17/BM et la convention qui a été annexée : celle-ci se rapportait à la délibération TRA 005-2909/17/BM approuvant une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société publique Locale d'Aménagement "Pays d'Aix Territoires" relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017
- La délibération du Conseil municipal d'Aix-en-Provence n°DL.2018-43 en date du 1^{er} février 2018 relative à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Projet de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix – Ligne B
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article 1 :

Les termes de la délibération n° TRA 004-2908/17/BM restent inchangés.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 2172 et 2317.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3529/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative au volet "Smart Mobilité" dans la cadre du programme d'innovation numérique ICAR MET 18/6706/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Le programme ICAR est un ensemble ambitieux de projets visant à doter la Métropole à échéance 2020 :

- de systèmes d'information transport harmonisés, billettiques, système d'aide à l'exploitation, information voyageurs, site de vente ;
- d'outils numériques d'information et de vente autour de la mobilité : application smartphone et site web Le pilote modernisé ;
- de partenariats publics et privés permettant de compléter l'offre de transport en commun pour obtenir plus de solutions de mobilité ;
- de concentrateurs de données (HUB) favorisant la création d'un écosystème open data autour de la mobilité.

Le programme ICAR a fait l'objet d'une délibération de création d'opération d'investissement n°2018103800 d'un montant de 28 M€ HT inscrite au budget annexe Transport lors du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017.

Le volet « Smart Mobilité » comprend la réalisation :

- d'outils numériques d'information et de vente autour de la mobilité : application smartphone et site web Le pilote modernisé ;
- de concentrateurs de données (HUB) favorisant la création d'un écosystème open data autour de la mobilité.

Le volet « Smart Mobilité » peut faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de l'appel à projet du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur « Bâtir la Smart Région : développer les services numériques au service des territoires et des citoyens » du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 (Appel à Projet PI2c-2017).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Union Européenne, dans le cadre du dispositif du Fonds européen de développement économique et régional (FEDER), sur l'appel à projet cité plus haut, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cet volet « SMART Mobilité » est estimé à 2 551 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce volet de l'opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 006-3244/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'opération d'investissement ICAR n° 2018103800 ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget annexe Transport de la métropole Aix-Marseille-Provence – section investissement - nature 1311-1312-1313-1317 – sous politique : C210, code opération 181070TP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3530/18/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération BHNS Aixpress et au parking relais Lieutenant Colonel Jeanpierre**
MET 18/6159/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des

transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

L'Aixpress est une ligne de bus à haut niveau de service qui reliera les quartiers nord-ouest et sud d'Aix en Provence. Cette ligne de 7.2km dessert les quartiers d'habitats sociaux (Jas de Bouffan, Encagnane) ainsi que bon nombre des principaux pôles générateurs de trafic de la ville (facultés, centre-ville, centre commercial, ...). Le tracé relie également deux importants parcs relais au centre-ville (P+R Colonel Jeanpierre 600 places, Krypton, 900 places).

La ligne de l'Aixpress bénéficiera sur 80% de son tracé de sites propres permettant de garantir temps de parcours et régularité aux usagers, avec une fréquence d'au moins 7mn aux heures de pointe.

La mise en place de cette ligne structurante entraîne la refonte du réseau urbain mais aussi celle de certaines lignes interurbaines en correspondance.

Le parc relais Colonel Jeanpierre (600 places) sera réalisé concomitamment aux travaux du BHNS permettant un report modal aisé depuis l'entrée ouest de la ville, de la voiture vers le BHNS. Ce lieu servira également de rabattement pour les lignes interurbaines venant de l'ouest d'Aix, afin de limiter le nombre de celles-ci sur la gare routière centrale en limite de capacité.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération N° 2015 _A204 votée au Conseil de la Communauté du Pays d'Aix le 8 octobre 2015. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2017 266 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci vient remplacer les délibérations TRA 014-2487/17/BM et TRA 015-1937/17/BM approuvées au Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 et du 19 octobre 2017 dont le plan de financement du Pôle d'Echange Colonel Jeanpierre n'intégrait pas l'ensemble des co-financeurs du projet.

Le coût prévisionnel de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service Aixpress intégrant le Pôle d'échanges Colonel Jeanpierre est estimé à 84,2 M€ HT, dont 77,2M€ de travaux (hors coût d'acquisition du matériel roulant).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2015_A204 du Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 créant l'opération d'investissement 2017 266 300 ;
- La délibération TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : BHNS Aixpress et Pôle d'échange Colonel Jeanpierre

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - section Investissements - Nature 1311- 1312-1313-1317- Sous politique : C210 - code opération 2017266302 et 2017266303

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3531/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement du pôle d'échanges de Trets
MET 18/6172/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La programmation de pôles d'échanges multimodaux et le développement de l'inter-modalité sont au premier rang des préoccupations de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, le pôle d'échanges de Trets est au cœur de ces enjeux. Celui-ci est situé à un emplacement stratégique pour l'optimisation et le développement du réseau de transports en commun de la haute vallée de l'Arc.

Il permettra de mieux articuler les réseaux de transport de la Métropole avec ceux de l'ouest du Var et d'organiser dans de bonnes conditions de sécurité et de confort les lignes vers et depuis Trets, qui ne bénéficient d'aucune infrastructure de ce type malgré la présence d'une ligne inter urbaine très fréquentée allant vers le pôle d'activités de Rousset et Aix en Provence, et de lignes scolaires à destination d'Aix en Provence.

L'aménagement de ce pôle d'échanges prévoit : la création de 7 quais bus, l'aménagement d'un parking arboré d'une capacité de 110 places, la création d'un local de repos pour les chauffeurs ; l'aménagement d'un accès sécurisé depuis la route de la Burlière et une sortie sur la rue Cassin.

Ce pôle d'échanges routier, situé à proximité de la voie ferrée Gardanne-Carnoules pourrait, à terme, évoluer vers un pôle multimodal intégrant le ferré.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération N° 2015_A136 votée au Conseil de la Communauté du Pays d'Aix le 10 juillet 2015. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2017253000.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de l'opération d'aménagement du pôle d'échange de Trets est estimé à 1,7 M€ HT dont 1,5 M€ de travaux réalisés sur une durée de 12 mois.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2015_A136 du Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015 créant l'opération d'aménagement du Pôle d'échange de Trets n° 2017253000
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement du Pôle d'échanges de Trets

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissements- Nature 1311- 1312-1313-1317- Sous politique : C210 - code opération 2017253000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3532/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Pôle d'échanges multimodal de transport de Miramas" MET 18/6168/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre

2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Miramas.

Le Pôle d'échanges de Miramas est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate de la gare SNCF qui présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service du réseau de transport urbain. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Cette opération a fait l'objet d'une autorisation de programme par délibération N°2015-73 du Conseil syndical du 12 novembre 2015 du SMGETU, Syndicat mixte en charge des transports urbains créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2015 700 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci annule et remplace la délibération TRA 023-2496/17/BM approuvée au Bureau Métropolitain du 19 octobre 2017 dont le plan de financement n'intégrait pas l'ensemble des co-financeurs du projet.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 800 000 € HT dont 625 000 € HT de travaux réalisés sur une durée de 7 mois.

Le nouveau plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 21 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation du pôle d'échanges de transport de Miramas

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311-1312-1313-1317 – Sous Politique C210, code opération 2015700300

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3533/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Pôle d'échanges multimodal de transport de Fos-sur-Mer" MET 18/6255/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Dans ce cadre, la Métropole a approuvé en décembre 2016 son Agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble".

Le pôle d'échanges de Fos-sur-Mer est un pôle routier bien établi mais très peu lisible, avec une importante fonction de transport scolaire. L'organisation des transports urbains et scolaires présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrues depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service et l'augmentation du nombre de passage de bus en heure de pointe. De fait, une rationalisation et une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Par ailleurs, le projet d'amélioration de l'infrastructure s'accompagne d'un projet de bâtiment regroupant les fonctions d'accueil du public (attente, billetterie), d'antenne locale du service transport et de locaux d'exploitation pour les conducteurs.

Cette opération a fait l'objet de l'autorisation de programme N° AP 2015-2 par délibération du conseil syndical du SMGETU N°2015-73 en séance du 12 novembre 2015. Le numéro d'opération correspondante porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2015 700 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci annule et remplace la délibération TRA 012-1934/17/BM approuvée au Bureau Métropolitain du 18

mai 2017 dont le plan de financement n'intégrait pas l'ensemble des co-financeurs du projet.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 1 713 424 € HT dont 1 357 460 € HT de travaux réalisés sur une période de 36 mois.

Le nouveau plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 21 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : création du Pôle

d'échanges multimodal de transport de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature 1311-1312-1313-1317 - Sous politique C210, code opération 2015700300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-3534/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Pôle d'échanges multimodal de transport d'Istres" MET 18/6187/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Dans ce cadre, La Métropole a approuvé en décembre 2016 son Agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui d'Istres.

Le Pôle d'échanges d'Istres est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate du centre-ville et doté d'un bâtiment ayant une fonction de gare routière. Il présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service du réseau de transport urbain. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables. Par ailleurs, le projet d'amélioration de l'infrastructure s'accompagne d'un projet d'extension et de réhabilitation du rez-de-chaussée de la gare routière existante.

Cette opération a fait l'objet d'une autorisation de programme par délibération N°2015-73 du Conseil syndical du 12 novembre 2015 du SMGETU, Syndicat mixte en charge des transports urbains créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2015 700 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci annule et remplace la délibération TRA 022-2495/17/BM approuvée au Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 dont le plan de financement n'intégrait pas l'ensemble des co-financeurs du projet.

Le coût prévisionnel de l'opération est de 1 700 k€ HT dont 1 260 k€ HT de travaux réalisés sur une période de 12 mois.

Le nouveau plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant

délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 21 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation du pôle d'échanges de transport d'Istres

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311-1312-1313-1317- Sous Politique C210 – Code opération 2015700300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-3535/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement de la Gare Routière de Salon de Provence
MET 18/6226/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Conformément à l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, la Métropole va engager un vaste programme visant à faciliter l'accès aux pôles d'échanges notamment afin d'assurer un rabattement confortable et surtout sécurisé des piétons. Le projet d'aménagement et de sécurisation de la gare routière scolaire de Salon s'inscrit dans cet objectif. Il est localisé à proximité des lycées de la ville sur l'emprise de la gare routière scolaire actuelle (Place des Trophées) qui accueille près de 1 500 élèves simultanément.

Le projet vise à réaménager le site et étendre sa capacité sur la zone de la Gandonne de façon à organiser les flux, améliorer la lisibilité des quais et rationaliser les mouvements des différents usagers, principalement des élèves.

La reconfiguration limitera les besoins en personnel et donc les coûts d'exploitation. Une étude de faisabilité a été réalisée et a évalué le montant des travaux à 650 000 € HT pour la réalisation de 11 quais sur la place des trophées et 3 quais dans la zone de la Gandonne.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération votée au Conseil de la Métropole du 15 février 2018. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2017399300

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de l'opération d'aménagement de la Gare Routière Scolaire de Salon de Provence est estimé à 650 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du 15 février 2018 approuvant le programme, la revalorisation et l'affectation d'une opération d'aménagement de la Gare routière scolaire de Salon de Provence dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays Salonais du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement de la Gare Routière Scolaire de Salon ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible

d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération

Article 2 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissement - Nature 1311- 1312-1313-1317- Sous politique : C210 - code opération 2017399300

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-3536/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint-Charles
MET 18/6475/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion de la gare routière de Marseille Saint-Charles. Elle s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, qui était en charge de la gestion de l'équipement depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans ce cadre, une convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière Saint- Charles a été conclue le 11 avril 2013 avec Gares et Connexions. Elle définit les locaux mis à disposition ainsi que le montant de la redevance annuelle due par la Métropole.

Cette convention d'une durée de 5 ans, s'achève le 10 avril 2018.

Un premier avenant, sans incidence financière, a eu pour objet de mettre à la disposition un espace supplémentaire en positionnant un automate à l'extérieur du kiosque, accolé à la façade.

Dans un contexte de restructuration de la gare routière de Marseille Saint-Charles et de modification des conditions d'exploitation du site par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des discussions avec les différents partenaires doivent être menées afin d'optimiser l'utilisation du local loué.

Dans l'attente il est proposé de prolonger cette convention pour une durée d'un an, soit jusqu'au 10 avril 2019.

Toutes les autres clauses, notamment financières sont inchangées.

Pour 2018, la somme prévisionnelle totale due par la Métropole Aix-Marseille-Provence, incluant le loyer et les charges associées s'élève à environ 190 000 € HT ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 002-014/13/BC du 22 mars 2013 ayant pour objet l'approbation d'une convention avec Gares et Connexions relative à la location d'emplacements pour l'exploitation de la Gare Routière Saint-Charles ;
- La délibération DTM 002-1203/15/BC du 28 septembre 2015 approuvant l'avenant n° 1 à la convention n° 13/1308 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention de location d'emplacements pour l'exploitation de la gare routière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Gares et Connexions s'achèvera le 10 avril 2018.
- Que les besoins d'occupation ont évolué et qu'une réflexion sur l'optimisation des emplacements loués doit être menée ;
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger d'un an cette convention..

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Marseille Saint-Charles ci-annexé afin de prolonger pour une durée d'un an la convention à compter du 11 avril 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-3537/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM Sud - Sogea Provence concernant le marché n° 12-096 relatif à la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées et mise en provisoire du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération de prolongement du Tramway de Marseille Canebière jusqu'à Castellane
MET 18/6745/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°12-096 ayant pour objet l'exécution des travaux préparatoires de dévoiement du réseau d'eaux usées et de mise en provisoire du réseau d'eau potable sur le tronçon Cours Saint Louis – Place Davso dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant le cours Saint Louis et la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises constitué des sociétés Chantiers Modernes et Sogea Sud Est TP le 10 août 2012, pour un montant de 1 897 254,90 euros HT résultant du Détail estimatif.

Le marché a démarré le 13 septembre 2012, pour un délai global de 10 mois, soit une fin initialement fixée au 13 juillet 2013. Les travaux comprenaient un délai partiel de 7 mois pour la pose du collecteur principal et le raccordement provisoire de l'ensemble des branchements riverains.

Le marché a été réceptionné le 11 juillet 2013.

En cours de travaux, des aléas de chantier, imprévisibles au moment des études, des adaptations de projet ainsi que des prestations complémentaires indispensables au bon déroulement des travaux ont nécessité la création de prix nouveaux provisoires permettant de rémunérer le groupement d'entreprises pour les prestations réalisées. Ces prix nouveaux n'ont pas eu d'incidence sur la masse initiale du

marché mais, faute d'accord entre les parties, ces prix nouveaux n'ont pas été rendus définitifs lors de l'établissement du projet de décompte final.

Par courrier du 16 décembre 2013, le groupement a présenté son projet de décompte final pour un montant de 2 350 263,86 euros hors taxes, comprenant les travaux exécutés et acceptés par la maîtrise d'œuvre à hauteur de 1 657 855,24 euros et une demande de rémunération supplémentaire de 692 408,62 euros hors taxes (150 930,00 euros au titre de quantités supplémentaires et 541 478,62 euros au titre d'indemnisation). Ce projet est assorti d'un mémoire en réclamation.

Après discussions, les parties se sont rapprochées et ont finalement accepté de faire chacune des concessions réciproques, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, dont les conditions et modalités font l'objet d'un protocole transactionnel.

Après analyse de la réclamation et négociation, le maître d'ouvrage accepte un complément de rémunération à verser au groupement à hauteur de 239 240,04 euros HT, sur les postes suivants :

- Décalage de démarrage des travaux : 38 688 euros
- Modifications du projet : 21 622,04 euros
- Renforcement encadrement de chantier : 28 000 euros
- Litiges sur quantités : 150 930 euros

Par ailleurs, le protocole transactionnel a également pour objet de fixer le caractère définitif de l'ensemble des prix nouveaux provisoires produits pendant l'exécution du marché. La somme des prix nouveaux définitifs établis sur le marché s'élève ainsi à 208 959,07 euros hors taxes. Il en résulte une rémunération supplémentaire pour le groupement de 16 443,55 euros hors taxes, résultant de l'écart entre les prix nouveaux provisoires et les prix nouveaux définitifs arrêtés. Cette rémunération supplémentaire est accordée au titre de l'indemnisation pour réduction des quantités prévues au marché et est incluse dans l'indemnité globale versée au Groupement.

Le montant total base marché des sommes dues au Groupement au titre de l'exécution du marché s'élève donc à 1 897 095,28 euros hors taxes (soit 1 657 855,24 euros hors taxes auquel s'ajoute l'indemnité de 239 240,04 euros hors taxes), soit une évolution de – 0,01 % du montant initial du marché.

Par décision du 31 octobre 2017, la société VINCI CONSTRUCTION France a approuvé le projet de fusion de la société CHANTIERS MODERNES SUD ainsi que sa dissolution sans liquidation, au profit de la société GTM SUD. La société GTM SUD se substitue donc à la société CHANTIERS MODERNES SUD pour les droits et obligations découlant du présent protocole. A cette même date, a été acté le changement de dénomination de la société SOGEA SUD-EST TP devenue SOGEA PROVENCE.

Il est ainsi proposé d'approuver un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE ayant pour objet d'accorder au groupement une rémunération supplémentaire globale de 239 240,04 euros HT, de rendre définitif les prix nouveaux provisoires notifiés dans le cadre de l'exécution du marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 12-096 relatif à la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eaux usées et mise en provisoire du réseau d'eau potable dans le cadre de l'opération de prolongement du Tramway de Marseille Canebière – Cours saint Louis – Rome – Castellane.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'exécution du marché n° 12-096 a conduit à conduire le groupement titulaire du marché à présenter un projet de décompte final assorti d'une réclamation ;
- Que le litige né de l'exécution du marché n'a pu permettre d'aboutir à la signature du décompte général du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Qu'il convient d'approuver un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE, relatif au marché n°12-096, mettant fin aux litiges nés de

l'exécution du marché et permettant d'arrêter le décompte général et définitif du marché.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 12-096.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel au marché 12-096 avec le groupement GTM SUD – SOGEA PROVENCE ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 239 240,04 euros HT et arrêtant les prix définitifs ainsi que le décompte général et définitif du marché.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Principal - Nature : 2315 - Fonction : 815 - Numéro d'opération : 2009120700 – Sous-politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-3538/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Architopia/Alma pour des prestations de maîtrise d'œuvre, et des missions d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la construction du dépôt de bus à Vitrolles dans la Zone d'Activités de l'Anjoly MET 18/6707/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

L'ex-SMITEEB a conclu un marché nommé "Mission de maîtrise d'œuvre et mission d'ordonnancement,

pilotage et coordination pour la construction du dépôt de bus du Smiteeb à Vitrolles dans la zone d'activité de l'Anjoly » notifié le 4 novembre 2015 au groupement ARCHITOPIA/ALMA Provence pour une durée approximative de 33 mois y compris la période de garantie de parfait achèvement. Un avenant n° 1 en date du 3 février 2016 a arrêté le forfait définitif de rémunération à 262 410,31 € HT.

Après la conclusion dudit avenant, la procédure de consultation pour les marchés de travaux convenue avec le Smiteeb a été modifiée par la Métropole AMP passant d'une consultation de 8 lots, telle que ARCHITOPIA/ALMA l'envisageait dans sa réponse à la consultation d'AMO au regard de dossier similaire, à 15 lots.

Arhitopia/Alma indique dans son rapport en réclamation en date du 15 décembre 2017 que cette décision a allongé la phase ACT et a nécessité 38 jours d'études supplémentaires par rapport à la charge de travail estimée initialement à 43 jours, conformément à l'avenant n° 1.

De plus, au cours de la procédure, la Métropole a entériné par délibération en date du 19 octobre 2017 la décision de construire une station GNV sur le terrain mitoyen de celui du futur dépôt. Cette station GNV permettra au réseau les Bus de l'Etang de s'inscrire dans la transition énergétique par un fonctionnement des véhicules au GNV sans surcoût d'exploitation pour leur avitaillement. Des éléments complémentaires ont ainsi été demandés par la Métropole en décembre 2016 afin d'évaluer les incidences en termes de travaux et de coût sur les marchés de construction du dépôt. Architopia/Alma indique dans son mémoire technique que ce travail a nécessité 48 jours d'études supplémentaires.

Enfin, la Métropole Aix-Marseille-Provence a déclaré sans suite la procédure de consultation des marchés de travaux, au motif d'un dépassement du délai de validité des offres, certaines entreprises n'ayant pas prolongé leur offre. La Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Architopia/alma lors d'une réunion le 12 septembre 2017 de préparer une nouvelle consultation et d'apporter des modifications au DCE, ce qui a représenté 22 jours d'étude supplémentaires.

Conformément à l'article 33 du CCAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide, de résilier le marché conclu avec Architopia/Alma pour motif d'intérêt général.

Afin d'éviter tout contentieux et de transiger sur leurs obligations réciproques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement Architopia/Alma ont décidé de se rapprocher et de conclure un protocole transactionnel.

C'est dans cette perspective que le Bureau de la Métropole est invité, par la présente délibération, à

adopter le protocole transactionnel entre le groupement Architopia/Alma et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre le groupement Architopia/Alma et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relatif aux concessions réciproques suivantes :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte le versement de :

- 10 428 € correspondant à 24 jours de travail supplémentaire rémunérés à 434,50 € HT la journée pour l'étude concernant le projet GNV

- 8 255,50 € correspondant à 19 jours de travail rémunérés à 434,50 € HT la journée pour l'écriture d'un second dossier de consultation

Le groupement Architopia/Alma renonce :

- au nombre de jours supplémentaires d'analyse lié au nombre de lots et d'offres soit 17 100 € HT
- à 24 jours de travail supplémentaire d'étude pour le projet GNV soit 11 172 € HT
- à 3 jours de travail supplémentaire pour l'écriture d'un second dossier de consultation pour relancer une nouvelle procédure soit 1644,50 € HT

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants : section investissement opération 2016800400 - sous politique C 210 - nature 2031

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-3539/18/BM

■ Approbation d'une convention avec l'office du tourisme d'Aix-en-Provence pour la mise en oeuvre d'un City Pass Aix-en-Provence MET 18/6385/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, comme celui de Marseille, a commercialisé en 2016 et 2017 une offre nommée City Pass qui permet de coupler à l'offre touristique de la ville le transport urbain.

La convention liant l'office de Tourisme d'Aix et la Métropole venant à expiration, il convient d'en établir une nouvelle, d'autant plus qu'un nouveau City Pass a été voté en 2017 réunissant les offres touristiques de Marseille et Aix, ainsi qu'un aller-retour entre les deux villes sur le réseau interurbain.

Il existe ainsi aujourd'hui un City Pass Aix pour des forfaits de 24h à 72h.

Pour chaque validation effectuée avec un City Pass, l'office de tourisme versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence un montant égal au prix du trajet au tarif réduit. Cette base est similaire à celle du

réseau marseillais. A la date de la signature de la convention, ce tarif réduit est de 0,90 €, basé sur le prix du trajet unitaire acheté avec une carte 10 voyages.

Ce titre permet de voyager de manière illimitée par tranche de 24h00.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières pour la commercialisation de ces nouveaux City Pass.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération 2015 A314 de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération TRA 006-2062/17 CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer avec l'office du tourisme d'Aix-en-Provence pour l'offre de City Pass.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en œuvre d'un City Pass Aix-en-Provence.

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3:

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ligne budgétaire sous-politiques C210 – Sens R1- Nature 7061- Chapitre 70 – Gestion 4 DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-3540/18/BM

■ **Projet de navette électrique modulaire (projet Demoiselle), inscrit au Pacte Innovation État Métropole, entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV**
MET 18/5798/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole et thecamp ont conclu une convention de partenariat qui a fait l'objet d'une délibération au Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, portant sur un cadre général de collaboration.

Cette convention, qui précise les grands domaines de coopération et/ou d'intervention renvoi à des conventions spécifiques pour des opérations particulières, venant préciser les contenus opérationnels et les modalités financières, notamment sur l'expérimentation de solutions de mobilité innovantes.

Cette convention de partenariat constitue tout à la fois le cadre général des expérimentations à venir dans le domaine des solutions de mobilité innovante et vaut également reconnaissance de celui de certains projets menés préalablement par la Métropole et thecamp.

C'est notamment le cas du projet dit « Demoiselle », porté conjointement par la Métropole et thecamp.

Ce projet avait été retenu par l'Etat pour un soutien financier acté au travers du « *Pacte Innovation Etat – Métropole Aix-Marseille-Provence* », signé le 27 janvier 2017, pour un montant de subvention de 500 000 euros conjointement alloué à la Métropole et à thecamp et à solliciter auprès du FSIL.

Ce projet consiste en l'expérimentation d'une navette modulaire autonome à énergie propre, qui doit apporter des solutions innovantes, Eco-durables, mais surtout utiles et adaptables, sur un territoire présentant une mixité d'usages : zone d'activité,

résidentielle et commerciale. Le territoire de test choisi pour cette expérimentation est un itinéraire empruntant des voies revêtues et non revêtues entre la gare d'Aix TGV et le Technopôle de l'Arbois.

Ce projet de navette a vocation à se déployer plus largement sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en connexion avec les PEM de Plan d'Aillane et de l'Arena.

L'appellation « Demoiselle » retenue pour désigner la navette expérimentale fait référence à une famille de libellules présente sur le site d'expérimentation.

Les solutions innovantes qui ont vocation à être dégagées au travers de cette expérimentation concernent autant les technologies relatives au matériel roulant que l'interface entre l'utilisateur et les différents volets de la solution de mobilité, c'est-à-dire le système de réservation à destination des usagers de la navette et le dispositif d'exploitation associé.

Afin de faire entrer cette expérimentation dans sa phase opérationnelle, la Métropole et thecamp ont conclu conformément aux règles dégagées par la convention de partenariat précédemment délibérée, une convention spécifique précisant le cadre juridique, financier et les modalités de pilotage du projet.

Cette dernière relève du cadre des « marchés publics de services relatifs à la recherche et développement pour lesquels l'acheteur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation », conformément aux dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Ce cadre juridique permet à la métropole de contractualiser, sans mise en concurrence et selon un mode de financement partagé, son partenariat avec thecamp pour l'expérimentation du projet « Demoiselle », conçu comme une démonstrateur technologique d'une solution expérimentale de mobilité.

Du point de vue de la réglementation applicable en matière de transports de personnes, le service qui sera opéré dans le cadre de l'expérimentation « Demoiselle » prend ainsi la forme d'un service privé de transport dégagé des règles applicables aux services de transports publics de personnes, car effectué à titre gratuit auprès d'un public déterminé.

De point de vue financier, la convention prévoit que :

- La Métropole et the Camp se répartissent pour moitié chacun le montant de subvention de 500 000 euros acté par le Pacte Innovation Etat-Métropole lequel sera –dans un premier temps et avec l'accord des services de l'Etat - versé en totalité à la Métropole.
- Le budget prévisionnel d'investissement relatif à l'expérimentation est fixé à 1 450 000 euros, mis pour moitié à la charge de chacune des parties selon le

détail présenté en annexe 2 de la convention, lequel précise également la nature des investissements pris en charge par chacune des parties.

Du point de vue du pilotage du projet, la convention prévoit que :

- thecamp sera à brefs délais substituée dans les droits et obligations tirés de la convention par une association dédiée à la mise en œuvre du projet et dénommée, thecamp Demoiselle. Cette association, dont thecamp conservera le contrôle, pourra accueillir en tant que membre tous partenaires privés intéressés par le développement du projet.

- Un Comité de pilotage composé de 3 représentants de la Métropole et de 3 représentants de The camp ou, le cas échéant, de l'association thecamp Demoiselle sera en charge du suivi de l'expérimentation.

A ce titre, ce comité de pilotage discutera de l'orientation et de la mise en œuvre de l'expérimentation, validera l'exécution du programme d'expérimentation, validera et entérinera le Planning détaillé d'exécution de l'expérimentation et émettra un avis sur les rapports d'avancement de l'expérimentation.

C'est dans ce cadre qu'il est également proposé au Bureau de désigner les représentants de la Métropole au sein de ce Comité de Pilotage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la demande de financement dans le cadre du pacte innovation État Métropole pour un montant de 500 000 euros sur un budget global du projet évalué à 1.45 millions d'euros.

Article 2 :

La participation de la Métropole à hauteur de 50% du montant global, se décompose en dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement, ventilées sur 3 ans, suivant le tableau en annexe.

Les crédits d'investissement de l'exercice 2018 sont inscrits au Budget Annexe métropolitain, en AP/CP n°2018300700 chapitre 20, nature 2031.

Les crédits de fonctionnement de l'exercice 2018 sont inscrits au Budget Annexe métropolitain, chapitre 65 nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-3541/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6528/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1989, l'association le Club des Villes et Territoires Cyclables rassemble plus de 1500 collectivités territoriales autour des enjeux de développement de l'usage du vélo. Force de propositions, le Club est un acteur national et européen majeur. Il participe à tous les grands débats, en France et à l'étranger, pour un meilleur partage de la rue, pour l'aménagement de zones apaisées, pour la sécurité des cyclistes et des piétons et pour encourager les mobilités durables.

Ainsi, les objectifs du club sont :

- pouvoir échanger entre collectivités territoriales et établissements publics sur des problématiques communes ou dans des contextes comparables,
- bénéficier de retours d'expériences sur des réalisations et des initiatives,

- accéder à un centre de ressources avec accès réservé aux adhérents sur le site Internet,
- participer aux travaux du Club dans le cadre de démarches nationales comme le "Code de la rue", la sécurité des cyclistes, la promotion de l'usage du vélo, la mise en œuvre d'un Plan national vélo...

Les modes actifs sont une thématique centrale au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine et constitue un enjeu d'importance pour le territoire métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix d'adhérer et de participer à ce réseau national. Monsieur Christophe Amalric a été désigné représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cet organisme par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016. La collectivité a même accueilli le 21ème congrès du Club des villes et territoires cyclables à Marseille du 10 au 12 octobre 2017 et a pu réaffirmer ses objectifs en la matière.

L'adhésion au Club est soumise à une cotisation annuelle fixée pour les métropoles à 16 500 € TTC. Au vu de l'importance de ce réseau, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 désignant un représentant au sein du Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération TRA 015-2339/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017

portant adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les statuts de l'association en date du 5 octobre 2011.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 16 500 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section de Fonctionnement : nature 6281- Sous Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-3542/18/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association Collectif Vélos en Ville (CVV) - Approbation d'une convention MET 18/6686/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Collectif Vélos en Ville (CVV) a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). Elle est agréée par l'éducation nationale pour ses activités en milieu scolaire et pour la protection de l'environnement sur la commune de Marseille.

L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents. Elle dispose d'un local sur Marseille centre-ville.

Les activités de l'association Collectif Vélos en Ville sont :

- La gestion d'un atelier de réparation de vélo ouvert 6J/7 permettant l'apprentissage de la mécanique vélo, le réemploi de vélos hors d'usage et une activité de marquage.
- Des activités de vélo-école adulte, de stage de cyclisme urbain, des sorties vélos mensuels.
- L'organisation d'événementiels vélos.
- Des actions de communication et de promotion.
- Un travail de concertation et de remontée d'information sur les projets et les aménagements cyclables existants.

L'agenda de la mobilité métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en terme d'intermodalité avec les transports en commun.

Au vu des objectifs de l'association Collectif Vélos en Ville et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif pour l'année 2018.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le projet de « convention annuelle d'objectifs » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Collectif Vélos en Ville pour l'année 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association Collectif Vélos en Ville s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 € à l'association Collectif Vélos en Ville.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Collectifs Vélos en Ville accordant une subvention d'un montant de 20 000€ pour l'année 2018.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-3543/18/BM

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association ACTION VELO- AV
MET 18/6688/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Action Vélo, AV, a pour objet la promotion de la pratique du vélo. Son siège social est situé à Aubagne.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers participatifs pour apprendre à entretenir son vélo.
- L'organisation de balades à vélo.
- La récupération, la réparation et la vente de

vieux vélos.

- La participation aux événements locaux.
- Des rencontres avec le réseau associatif local et la remontée de problématiques vélos.

L'agenda de la mobilité métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en terme d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Au vu des objectifs de l'association Action Vélo et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif pour l'année 2018.

La subvention, initialement envisagée, au titre de l'année 2017, n'a pas pu être versée. Eu égard à la continuité des actions de l'association pour les années 2017 et 2018, par dérogation au règlement budgétaire et financier, la présente délibération couvre les actions effectuées et prévues sur les deux exercices, 2017 et 2018.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 1 500 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le projet de « convention annuelle d'objectifs » entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association ACTION VELO pour l'année 2018 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association ACTION VELO s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1 500 € à l'association ACTION VELO.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-3544/18/BM

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association Adava Pays d'Aix
MET 18/6687/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association ADAVA PAYS D'AIX a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 345 adhérents et 45 bénévoles.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs.
- L'école vélo en ville pour adultes
-

L'agenda de la mobilité métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en terme d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Pour l'année 2018, l'association ADAVA a déposé une demande de subvention pour développer les actions suivantes :

- Atelier vélos Participatif
- Ecole Vélo en Ville pour adulte
- Actions de sensibilisation à l'éco-mobilité lors des manifestations
- Réalisation d'une carte des itinéraires cyclables du pays d'Aix

Au vu des objectifs de l'association ADAVA PAYS D'AIX et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 6000 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association ADAVA PAYS D'AIX s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6000 € à l'association ADAVA PAYS D'AIX.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-3545/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2018 - Approbation d'une convention MET 18/6763/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association WIMO OV, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée depuis 2007, de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité "Bougez vers l'emploi" dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de La Ciotat.

Afin d'aider les usagers, la Centrale de mobilité durable animée au sein de WIMO OV, l'association propose de développer, à court et moyen terme, des solutions de mobilités durables, adaptées aux problématiques des acteurs économiques, des salariés ou futurs salariés et des habitants.

Pour ce faire, WIMO OV a démarré en 2017 un programme d'actions complémentaires sur son secteur géographique d'intervention autour de trois axes :

- Un conseil en mobilité : qui consiste à l'analyse et au diagnostic de la mobilité d'une personne sur son trajet quotidien afin de l'orienter au mieux vers des modes de déplacements adaptés, en identifiant ses attentes en lien avec la recherche d'emploi.

- L'animation et sensibilisation à une mobilité durable et responsable : qui se traduit par des animations sur la mobilité durable (par exemple ateliers de sensibilisation et promotion de la mobilité durable à travers des stands et des ateliers d'information avec découverte de modes doux tels que Vélos et Vélos à assistance électrique, déploiement d'ateliers Prévention et sécurité routière, ou d'ateliers « sensibilisation à la conduite en deux-roues », des ateliers de) et par des événements locaux tels que les Villages Mobilité Métropolitain
- Un travail de coordination des partenaires sur la thématique de la mobilité durable, complété par un travail d'enquête et d'analyse des pratiques de mobilité des habitants des quartiers du territoire de la Ciotat, permettant de comprendre au mieux les leviers d'actions.

A ce titre, l'association avait sollicité un soutien de la Métropole Aix Marseille Provence à hauteur de 30 000 €. Au regard du dossier de demande de subvention déposé pour l'exercice 2017, la Métropole envisageait un soutien de 30 000 € qui n'a pu être approuvé.

En 2018, l'Association sollicite le soutien de la Métropole pour la mise en œuvre de plusieurs actions dont deux axées sur la Mobilité Durable :

Action n°5 Consolidation des actions d'accompagnement à la mobilité durable et responsable sur la Ville de la Ciotat.

Action n°6 Développement des actions de mobilité durable et responsable sur le conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Compte tenu des objectifs de l'association, par dérogation au Règlement budgétaire et Financier, il est proposé d'octroyer une subvention de 60 000 € permettant la réalisation des actions sus mentionnées pour les années 2017 et 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi de son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association Wimoov

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3546/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'emprises foncières appartenant à la société Adoma en vue de l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jolie Manon à Marseille 3ème arrondissement
MET 18/6636/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La rue Jolie Manon est une voie ouverte à la circulation publique qui permet la liaison entre la rue Loubon et le boulevard Boues à Marseille 3^{ème} arrondissement- quartier Belle de Mai.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la rue Jolie Manon, la société Adoma accepte de céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence 4 emprises foncières constituant une partie de l'assiette foncière de la rue Jolie Manon.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Adoma, cette dernière accepte de céder les terrains en cause moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la société ADOMA de quatre emprises foncières pour une superficie totale de 1 750 m² environ permettra d'intégrer dans le domaine public routier métropolitain l'assiette foncière d'une partie de la rue Jolie Manon sise à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la société ADOMA s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'intégration dans le domaine public routier métropolitain d'une partie de la rue Jolie Manon, les emprises foncières suivantes sises à Marseille 3^{ème} arrondissement :

- une emprise de 27 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 811 L n°160
- une emprise de 291 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 811 L n°142
- une emprise de 348 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 811 L n°161
- la parcelle cadastrée Section 811 L n°165 d'une contenance de 1 084 m²

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-3547/18/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès du Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé "ESSENCIA" d'une parcelle de terrain sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain à Marseille 13ème arrondissement
MET 18/6570/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier du 12 juillet 2011, la société URBAT Promotion agissant en qualité de Gérante de la SNC ESSENCIA, propriétaire des biens et droits immobiliers sis à Marseille 13^{ème} arrondissement 10/14 chemin Notre Dame de Consolation, s'est rapprochée de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de confirmer sa volonté de procéder au plus vite à la régularisation d'une partie de la parcelle cadastrée 889 E 218 (192p) d'une superficie d'environ 25 m² destinée à intégrer le domaine métropolitain pour aménagement de voirie. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'accepter ladite cession.

En conséquence, les parties ont convenu de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette transaction s'effectuera moyennant la somme de 1 euro (un euro) après consultation des services de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation à Marseille 13^{ème} arrondissement, cadastrée 889 E 218 d'une superficie de 25 m², permettra son intégration dans le domaine public métropolitain pour aménagement de voirie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier dénommé « ESSENCIA », représenté par

la SNC ESSENCIA elle-même représentée par sa gérante la société URBAT, s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 25 m² cadastrée 889 E 218 sise 10/14 chemin Notre Dame de Consolation à Marseille 13^{ème} arrondissement, à l'euro symbolique après consultation des services de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3548/18/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (Tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Société TRE Acquisition III, sise 11 bd Romain Rolland, à Marseille 10^{ème} arrondissement
MET 18/6613/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon, s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 287 m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 84, sise 11 boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, pour un montant de 31 497,00 euros (trente et un mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric Jariel, sise 11 boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric Jariel, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain de 287 m² à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 84, pour un montant de 31 497,00 euros (trente et un mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3549/18/BM

■ **Acquisition de deux parcelles de terrain à l'euro symbolique appartenant à la SNC France Construction, nécessaire à la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret**
MET 18/6631/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la régularisation foncière de l'avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux parcelles cadastrées AA243 et 271 d'une surface de 755 m² et 43 m² propriété de la SNC France Construction.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SNC France Construction accepte de céder les deux parcelles de terrain moyennant la somme d'un euro symbolique.

Il convient que la Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-102V2790 du 10 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue Jacques Prévert sur la commune de Saint-Victoret seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SNC France Construction afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC France Construction cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux parcelles cadastrées section AA n° 243 et 271 situées avenue Jacques Prévert à Saint-Victoret, moyennant la somme de 1 euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Métropole – Sous Politique C 130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3550/18/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SCI Saincour nécessaire à la réalisation de l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste**
MET 18/6637/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux d'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SCI Saincour d'une emprise foncière de 150m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 123.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Saincour, cette dernière accepte de céder le terrain en cause moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Saincour d'une emprise foncière de 150m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n°123 permettra de réaliser l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Saincour s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 150 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n°123 afin de réaliser l'aménagement du chemin de la Grand Pièce à Ceyreste.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3551/18/BM

■ Approbation d'une convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2017-2018

MET 18/6642/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Université Aix-Marseille créée par le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 est un établissement public national d'enseignement supérieur à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Elle a pour missions la formation initiale et continue, la recherche scientifique et technologique ainsi que la diffusion et la valorisation de ses résultats, l'orientation et l'insertion professionnelle, la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique, la participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et la coopération internationale.

Dans le cadre de sa mission de recherche, l'université développe des ateliers pour les étudiants encadrés par un enseignant, sur des thématiques liées au territoire et portées par les collectivités ou structures intercommunales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite encourager cette démarche et s'y associer au travers d'ateliers propres à ses problématiques.

Pour l'année universitaire 2017/2018, l'université et les services de l'urbanisme de la Métropole propose un atelier d'urbanisme.

L'étude portera sur l'identification de trames vertes et bleues et leurs mises en œuvre par des principes d'aménagement et de composition urbaine, à l'échelle du bassin ouest du Conseil de Territoire de Marseille-Provence, à travers des secteurs AU identifiés sur les territoires des communes.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal.

Une première phase de diagnostic sera réalisée à l'échelle du bassin Ouest, et permettra d'identifier des secteurs plus précis de propositions pour la phase projet. Par la suite, les secteurs identifiés feront l'objet de projets urbains, qui pourront aller jusqu'à la traduction réglementaire.

Les résultats pourront alimenter les réflexions en cours relatives à l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme intercommunal du Territoire de Marseille-Provence et les outils réglementaires qui pourraient être utilisés.

Pour soutenir les frais techniques engagés par les étudiants dans le cadre de l'atelier, une participation financière de 7 500 euros est prévue.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté d'encourager et de favoriser la recherche sur des thématiques de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La valorisation par ces ateliers de l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès d'un public étudiant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Université Aix-Marseille relative à l'organisation d'ateliers d'urbanisme pour un montant de 7500 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole Etat spécial du Territoire Marseille-Provence - Sous politique C110 - Nature 6574 - Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3552/18/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée MET 18/6641/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de ses compétences et de l'ambition qu'elle souhaite donner à son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence considère que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour son développement.

L'opération d'intérêt national Euroméditerranée constitue un vecteur fondamental du développement de la Métropole.

Ainsi, par délibération du 15 décembre 2016, et dans la continuité de l'ingénierie foncière engagée sur ce secteur depuis 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'intervention foncière en phase anticipation - impulsion sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Ville de Marseille dont l'échéance est prévue en décembre 2022.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire à l'ensemble des partenaires de redéfinir les priorités d'intervention de l'EPF PACA, tant en termes de secteurs géographiques que de moyens d'action.

Dans un contexte de pression foncière, et face à des durées de portage moyen/long terme, la recherche d'optimisation de la gestion transitoire des biens, notamment économiques, est un moyen d'accompagner le recyclage foncier.

A cet effet, la récente délibération n°2017/54 du 30 novembre 2017 du conseil d'administration de l'EPF PACA ouvre la possibilité de déduire du prix de cession des biens acquis par l'EPF PACA, les éventuelles recettes locatives perçues par l'Etablissement pendant la durée de portage. Cette nouvelle facilité proposée vient s'ajouter à l'exonération de l'imputation du montant des taxes foncières sur le coût de cession de l'opération. La

nouvelle convention vient consacrer cette modalité de cession.

Par ailleurs, le rôle des quatre partenaires est clarifié et les modalités de pilotage précisées.

Aussi, un ajustement du calendrier de cession des biens acquis par l'EPF PACA est réalisé afin de garantir un écoulement régulier du stock foncier permettant d'assurer un roulement entre les cessions et les acquisitions et par conséquent, une meilleure exécution de la convention.

Enfin, des précisions sont également apportées sur le périmètre d'intervention, décomposé en cinq sous-secteurs en phase d'impulsion.

Ainsi il est proposé d'approuver cette nouvelle convention qui annule et remplace la précédente convention quadripartite, avec un réengagement du montant financier autorisé de 90 millions d'euros, une reprise des dépenses du stock foncier et une échéance prévue pour décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-122/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension méditerranée
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Qu'il est nécessaire de clarifier le rôle des partenaires et ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée, ci-annexée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents nécessaires y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3553/18/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en phase impulsion/réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, dans le cadre du projet de développement économique du site "Les Molières" à Miramas
MET 18/6732/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie foncière, la Métropole Aix-Marseille-Provence engage des actions visant les grands enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus prioritairement, les thématiques de développement des activités économiques et de l'habitat.

L'action économique présente un enjeu fort de développement du territoire. Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence considère comme prioritaire la production de foncier économique dans des conditions adaptées aux enjeux des secteurs et des filières.

La commune de Miramas dispose au Nord de son territoire, de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Molières, interface entre le village des marques et la plateforme logistique européenne Clésud. La ZAC des Molières présente des disponibilités importantes en sa partie Nord et, à ce titre, une opportunité foncière d'environ 5,6 hectares fait l'objet de démarches de négociation engagées en vue d'une acquisition de ce tènement foncier.

Le projet de la Métropole Aix-Marseille-Provence consiste en la réalisation d'une opération de développement économique structurante sur le site «Les Molières» qui s'étend sur 29 hectares, avec un accompagnement des activités déjà présentes dans le périmètre de la ZAC des Molières.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas souhaitent confier à l'EPF PACA une mission d'intervention foncière en phase impulsion/réalisation pour partie sur le périmètre du site «Les Molières» susvisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 21 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion/réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA dans le cadre du projet de développement économique du site «Les Molières» à Miramas.

Article 2 :

La présente convention prendra effet à compter de sa date de notification et prendra fin le 31 décembre 2023.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3554/18/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupe Kinobe
MET 18/6559/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 42 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles les compétences en matière de marchés d'intérêt national précise que la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit les compétences en matière de Marchés d'intérêt National (MIN).

Par ailleurs, l'Etat a contractualisé un contrat de Partenariat Public Privé (PPP) pour la construction de la rocade L2 qui est une voirie autoroutière de contournement du centre-ville de Marseille.

Le tronçon Nord du projet L2, relie l'Autoroute A7 à Frais Vallon, en longeant la voie ferrée Paris Lyon Marseille à l'ouest du MIN.

Cette solution a nécessité la démolition d'une rangée de hangars du MIN, ce qui a conduit à restructurer une partie du site et construire des nouveaux bâtiments pour accueillir deux entreprises à relocaliser : OPA Distribution et Kissao / groupe Kinobe.

Le contrat de PPP prévoit que la bande L2 au droit du MIN devait être libérée au plus tard le 7 janvier 2017, pour que la date de livraison contractuelle de la L2 soit maintenue.

Le groupe Kinobe est spécialisé dans le secteur d'activité du commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes exotiques.

Le groupe KINOBE, préside de l'entreprise Kissao, comprend également les entreprises Nosibe, N&K et Nosao.

Le pic d'activité de l'entreprise se situe pour les fêtes de fin d'année, principalement à partir du 15 novembre.

Dès lors, pour ne pas entraîner une perte d'exploitation insupportable avec des conséquences commerciales particulièrement néfastes, l'entreprise a expressément demandé à ne pas déménager entre le 15 novembre 2016 et début janvier 2017.

Compte tenu des contraintes de calendrier du contrat de PPP et de fonctionnement de l'entreprise, le déménagement de cette dernière devait impérativement intervenir au plus tard début novembre 2016.

Le projet de construction des nouveaux bâtiments a fait l'objet d'un programme finalisé en novembre 2012, puis d'un concours d'architecte dont le lauréat a été désigné en octobre 2013.

Les marchés de travaux ont été notifiés le 17 juillet 2015.

A compter du 1er janvier 2016, la compétence MIN a été transférée de la Communauté Urbaine Marseille Provence à la Métropole Aix Marseille Provence.

Le calendrier imposé par les procédures et les travaux a conduit à mettre à disposition les futurs locaux de l'entreprise à compter du 2 novembre 2016, au lieu du 30 juin 2016 tel que prévu initialement.

Ainsi la libération effective de la bande L2 a pu être constatée le 7 novembre 2016, avec 2 mois d'avance sur la date limite prévue au contrat de PPP.

Pour être installée et fonctionnelle le 2 novembre 2016, l'entreprise a dû faire réaliser des travaux spécifiques à leur activités. Ils ont formulé après coup, une demande d'indemnisation globale de 106.315,95 € correspondant à une perte d'exploitation estimée à 42.000 € et 61.314,95 € de travaux d'adaptations.

Après analyse de la demande et discussions avec le groupe Kinobe, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas pris en compte la perte d'exploitation et n'a retenu que la portion seule des travaux pouvant relever de la charge du propriétaire ou inscrits dans la convention d'occupation des locaux.

Ainsi, il est proposé d'indemniser l'entreprise Kinobe d'un montant de 61.314,95 € au travers d'un protocole transactionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV 009-911/08/CC, du 19 décembre 2008, approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement Concerté des Florides ;
- La délibération DEV 004-1152/09/CC, du 26 mars 2009, approuvant la réalisation des travaux d'équipements de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à

Marignane et Gignac-la-Nerthe – déclaration de projet ;

- La délibération DEV 004-1570/09/CC du 02 octobre 2009 approuvant la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille de rejet des eaux pluviales de la ZAC des Florides dans le canal du Rove ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de Marché d'Intérêt National ;
- Que la prise en compte du projet de passage de la L2 Nord dans la zone du Marché d'Intérêt National a nécessité la démolition d'une rangée de hangars du MIN, ce qui conduit à restructurer une partie du site et construire des nouveaux bâtiments pour relocaliser deux entreprises, dont l'entreprise Kissao / groupe Kinobe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec l'entreprise Kissao / groupe Kinobe afin de régler définitivement le différend portant sur les travaux supplémentaires commandés directement par l'entreprise pour permettre d'exercer son activité dans le nouveau bâtiment dont elle est locataire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole. Sous-Politique C14 – Nature 6227 – Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3555/18/BM

**■ Projet Urbain Partenarial de Laure à
Châteauneuf les Martigues - Approbation de
l'avenant de clôture avec European Homes
Promotion 2 - Abrogation de la délibération URB
018/633/16/CM du 30 juin 2016
MET 18/6563/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L332-11-3 et L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme et afin d'accompagner le développement du secteur, conformément à l'orientation d'aménagement inscrite au PLU, la commune de Châteauneuf-les-Martigues, MPM et deux opérateurs immobiliers, Cogedim Provence et Européan Homes se sont rapprochés aux fins de conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial.

Par délibération AEC 011-144/12/CC du 22 mars 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention de projet urbain partenarial avec Européan Homes Promotion 2 pour le secteur de Charité-Frascati-Bastide Neuve situé sur la commune de Châteauneuf les Martigues.

Le programme des équipements publics était fixé à 993 600 € HT. Conformément aux termes de la convention, les participations aux couts de réalisation des équipements publics mis à la charge des promoteurs étaient fixées à 84 %. En conséquence, le montant total des participations à percevoir des promoteurs était fixé à 835 100 € HT.

La surface de plancher à développer dans le périmètre du PUP s'élève à 11 108,44 m². Européan Homes Promotion 2 a réalisé, conformément à son programme, 104 logements dont 52 à caractère social, pour une surface de plancher réalisée de 7390.44m².

La participation financière des opérateurs est calculée selon le cout des équipements publics à mettre à leur charge sur la totalité de la surface de plancher réalisable dans la zone. La participation a été fixée à 75 €/m² de surface plancher réalisée.

Européan Homes Promotion 2 a donc, conformément aux termes de la convention, versé une participation de 554 283 €.

L'article 7 de la convention initiale prévoit un ajustement des participations en fonction du cout effectif de la réalisation des équipements. L'ensemble des travaux prévus dans le PUP a été réalisé pour un montant de 863 213,37 €.

Lors du conseil du 30 juin 2016 la Métropole a approuvé l'avenant 1. Cet avenant comporte une

erreur matérielle sur le montant de remboursement d'Européan Homes et il convient de l'abroger et d'enrôler ce nouvel avenant.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve la clôture de l'opération de PUP et le remboursement du trop-perçu auprès des promoteurs, soit la somme de 73 034,13 € pour Européan Homes Promotion 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération AEC 011-144/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la convention de PUP avec Européan Homes Promotion 2
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'acter la clôture de l'opération de PUP de Laure
- Que conformément aux termes de la convention il convient de rembourser le trop-perçu auprès des promoteurs

Délibère

Article 1 :

La délibération n° URB 018-633-16/CM du 30 juin 2016 est abrogée.

Article 2 :

Est approuvé le nouvel avenant de clôture ci-annexé de l'opération de PUP conclu avec Européan Homes Promotion 2.

Article 3 :

Est approuvé le remboursement du trop-perçu auprès d'Européan Homes Promotion 2, soit un montant de 73 034,13 €.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 – Sous Politique C140 – Fonction 515 – Chapitre 13.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3556/18/BM

■ Travaux de reconstruction du Marché d'Intérêt National liés à la réalisation de la L2 Nord - Attribution d'une subvention à la SOMIMAR pour le financement de l'étude d'élaboration du programme fonctionnel phase 2 par SJ Casanelles MET 18/6561/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a confié la création la construction du MIN et l'exploitation du Marché implanté sur le site des Arnavaux à la SOMIMAR par convention 73/53 en date du 18 décembre 1972 pour une durée de 30 ans.

L'avenant n°6 du 5 octobre 1987, a reporté la fin de la convention au 4 avril 2037 pour permettre la réalisation et l'amortissement d'une nouvelle unité industrielle sur le site.

Le marché d'intérêt national (MIN) a été transféré de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2001.

L'avenant n°8 pris par délibération du Conseil de Communauté du 20 novembre 2015 permet à la

SOMIMAR de réaliser les actions nécessaires au développement du site, conformément à la convention dont elle est titulaire, et à la Métropole de l'indemniser des dépenses correspondantes.

L'avenant n°8 a institué un article 3 intitulé « Etudes » sous la Section I « Conditions générales » du Cahier des charges annexé à la Convention du 18 Décembre 1972 dont la rédaction est la suivante :

« La réalisation des travaux de la rocade L2 conduit à l'exécution d'études nécessaires à la restructuration du MIN. La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des études a été confiée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par une convention avec l'Etat.

Il est convenu qu'en cas de nécessité, certaines de ces études, liées à l'exploitation et au fonctionnement des installations édifiées dans le cadre de la restructuration induite par les travaux de la L2, pourront être portées par la société. MPM prendra en charge le financement de ces études par le versement d'une subvention.

Lorsque la société se chargera de faire réaliser de telles études, elle s'engage à consulter la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant de prendre un quelconque engagement de ce chef vis-à-vis d'un tiers. »

Par avenant n°9 approuvé par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole Aix Marseille Provence a été substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans les droits et obligations de la convention relative à la gestion et à l'extension du MIN, et de ses avenants.

La Métropole et la SOMIMAR se sont engagées dans un processus de positionnement du MIN permettant la diversification et la densification de ses filières.

Dans ce contexte, la SOMIMAR a confié l'étude d'élaboration du programme fonctionnel phase 2 à la SJ CASANELLES.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission de Délégation de Service Public du 5 novembre 2015 ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'avenant n°8 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 ;
- La lettre de Monsieur le Directeur général de la SOMIMAR à la Métropole, du 14 novembre 2017 ;
- L'avenant n°9 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de Marseille.
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.
- Qu'il est opportun de soutenir la SOMIMAR dans le cadre des travaux de restructuration actuelle liés à la réalisation de la L2 Nord.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a un intérêt à participer à cette étude au titre de sa compétence pour la gestion du marché d'Intérêt National.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 24.225 euros à la SOMIMAR pour le financement de l'étude d'élaboration du programme fonctionnel phase 2 de la restructuration du MIN, par SJ CASANELLES.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Sous politique F 330 – Nature 23318 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-3557/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°3 au compromis de vente des parcelles de terrains comprises dans la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la société CJW Développement
MET 18/6353/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 19 septembre 2016 N°URB 008-866/16/CM a approuvé la vente des parcelles de terrain à la société CJW Développement - société civile de construction vente représentée par Monsieur Guillaume PELATAN de la SAS WHITESTONE - du lot 50 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts. Ce lot comprend les parcelles cadastrées AO 53, AO 58, AO 59, AO 62, AO 63, AO 64, AO 69, AO 70 à AO 73, AO 75 à AO 77, AO 238, AO 243, AO 244, AO 250 et AO 253 d'une superficie totale de 11 574 m² et d'une surface de plancher maximum fixée à 4 500 m² au prix de 902 772 euros TTC soit 65 euros/m² HT.

Par les délibérations du 9 février 2017 N°URB 003-1570/17/BM et du 19 octobre 2017 N°URB 011-2510/17/BM, la Métropole avait approuvé par les avenants N°1 et N°2 le report de la date de validité du compromis du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 puis au 31 décembre 2017 pour permettre la finalisation des accords avec les enseignes désireuses de s'implanter dans la zone et la délivrance du permis de construire modificatif .

Depuis, la société CJW Développement a obtenu son permis de construire modificatif en date du 8 décembre 2017. Afin de purger les délais de recours pouvant être engagés contre l'arrêté de permis de construire, il a été décidé en accord entre les parties d'établir un avenant N°3 au compromis de vente du 20 octobre 2016 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 31 décembre 2017 au 30 avril 2018.

Les autres conditions du compromis de vente non visées par le présent avenant N°2 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette cession du lot 50 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la Société CJW Développement d'implanter un projet de construction de six locaux commerciaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 au compromis de vente du 20 octobre 2016 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 30 décembre 2017 au 30 avril 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente ainsi que l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"

ENV 001-3558/18/BM

■ Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation "Sirius"

MET 18/6659/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme d'actions «Sirius» conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille-Provence sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13^e arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) «Ville durable et solidaire» lancé par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) via le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) «Villes et Territoires Durables».

Il s'agit d'une expérimentation réalisée sur le périmètre d'une opération de renouvellement urbain de

1 500 logements d'un quartier prioritaire (ANRU).

Par le champ de ses actions (maîtrise des dépenses énergétiques, développement des énergies renouvelables, développement de la mobilité durable, d'une agriculture locale en circuit court etc.), cette expérimentation peut être considérée comme le «pendant», pour une opération de rénovation, du projet de construction neuve d'Ecocité portée par l'EPAEM.

L'AMI et le projet SIRIUS se déroulent en deux phases :

- Phase 1 dite de «maturation des projets» : phase d'études complémentaires permettant de préciser les éléments du dossier de candidature de 2015
- Phase 2 dite de «mise en œuvre des projets» : phase de lancement des investissements validés lors de la phase précédente.

Pour chaque phase, un dispositif contractuel avec l'ANRU doit être mis en place.

Ce processus est à deux niveaux :

1. La signature par AMP, en tant que pilote, d'une «convention cadre»,

Cette convention permet d'acter, entre la Métropole, l'ANRU et le SGPI (ex CGI), les objectifs, le contenu et échéances des actions qui vont être réalisées.

La Métropole signe cette convention avec l'ANRU au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage du programme d'actions « Sirius ».

2. La signature par chaque maître d'ouvrage d'une «*Convention Attributive de Subvention*» (CAS),

Ces CAS permettent d'acter le montant des subventions allouées par l'ANRU à chaque maître d'ouvrage.

Ainsi, la Métropole signe les CAS correspondant aux actions qu'elle porte et HMP signe les CAS pour les actions qu'il porte lui-même.

La présente délibération concerne la phase 2 du dispositif. La phase 2 est appelée «phase de mise en œuvre» des projets.

Elle va donner lieu au même processus de contractualisation avec l'ANRU.

En effet, après présentation d'un nouveau dossier, faisant état des conclusions des études de la phase 1, la Métropole et son partenaire HMP, ont obtenu, via un comité de pilotage en octobre 2017, des nouveaux financements de la part du SGPI.

Sur une enveloppe totale de 2 370 960 € de financements demandés pour démarrer les actions, le SGPI contribuera à hauteur de 35 % soit 821 370 €.Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Montant de la subvention PIA demandée par la Métropole	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA sollicité	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA
AMO pour le suivi opérationnel du projet d'innovation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	190 000 €	152 000 € soit 80%	190 000 €	80 %	152 000 €
Poste chargée de mission Environnement et Ecologie urbaine (1 ETP sur 3 ans)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	300 000 €	240 000 € soit 80 %	300 000 €	50 %	150 000 €
Création d'une centrale PV en autoproduction autoconsommation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	1 587 000 €	1 269 600 € soit 80 %	529 000 €	45 %	238 050 €
Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Montant de la subvention PIA demandée par HMP	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA sollicité	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA
Création de nudges techniques et comportementaux pour les logements	Habitat Marseille Provence (HMP)	606 700 €	485 360 € soit 80 %	122 650 €	80 %	98 120 €
Etude d'opportunité de la monnaie vertueuse	Habitat Marseille Provence (HMP)	50 000 €	40 000 € soit 80 %	50 000 €	80 %	40 000 €
Etude de faisabilité de la monnaie vertueuse	Habitat Marseille Provence (HMP)	40 000 €	32 000 € soit 80%	40 000 €	80 %	32 000 €

Etude pour le lancement d'une démarche de commissionning sur le patrimoine de HMP	Habitat Marseille Provence (HMP)	139 000 €	111 200 € soit 80%	139 000 €	80 %	111 200 €
TOTAUX :			2 330 160 €	/	35 %	821 370 €

Il s'agit donc de délibérer la «convention cadre» de la phase 2 permettant d'acter le contenu de ces actions et de décliner ensuite les Conventions Attributives de Subventions (CAS) pour chaque maître d'ouvrage.

Les actions définies lors de cette phase 2 «mise en œuvre» s'articuleront avec celles financées dans le même quartier au titre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°15/001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 016-425/16/BM : appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme

d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables

- La délibération HN 049-092/16/CT Avis sur le rapport du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de Frais Vallon et la signature de cette convention, permettront d'intensifier les études sur ce quartier offrant ainsi à la Métropole, dans le domaine de la rénovation et du développement des énergies renouvelables, un secteur d'expérimentation équivalent à celui que représente l'Ecocité, portée par l'Etablissement Public d'Aménagement d'Euroméditerranée, dans le domaine de la construction neuve.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la «convention cadre de mise en œuvre» ci-annexée, fixant les modalités de financements de la phase 2 du projet « Sirius » par le SGPI par le biais de l'ANRU, gestionnaire de l'enveloppe PIA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-3559/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille Provence et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6521/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la Métropole et celles ayant un périmètre d'actions sur un ou plusieurs territoires de la Métropole. Il est, ainsi, proposé un renouvellement d'adhésion à l'initiative des Conseils des Territoires et financé par le budget qu'ils pilotent.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association suivante :

- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille Provence, dont l'objet est d'assurer une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique communale, production d'énergie décentralisée, pour un montant de cotisation de 100.452,61 euros pour 2018 correspondant à la répartition suivante : 83.207,61 euros pour Marseille-Provence et 17.245 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

ORGANISME (nom de la structure)	Objet	Modalités de calcul de la cotisation ou de la participation	Cotisation 2017	Cotisation 2018
ALEC Marseille Pprovence	L'ALEC assure une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique communale, production d'énergie décentralisée,	Une partie forfaitaire et une partie au prorata de la population des territoires de la Métropole adhérentes au sein de l'intercommunalité	104.582€	100.452,61 € (Soit 83,207,61 € pour Marseille Provence et 17.245 € pour le Pays d'Aubagne)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ENV 010-1973/17/BM portant renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille Provence présentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement des cotisations au titre de l'exercice 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille Provence, ainsi que le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 100.452,61 euros correspondant à la répartition suivante : 83.207,61 euros pour Marseille Provence et 17.245 euros pour le Pays d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – affecté

aux territoires Marseille-Provence et du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, au chapitre 011 - nature 6281 des dépenses de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-3560/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Prévigrêle pour l'année 2018
MET 18/6682/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Prévigrêle est une association Loi 1901, dont l'objet est d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle. Son aire d'action s'étend sur 6 départements (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Gard, Ardèche et Hautes-Alpes) limitrophes. Elle adhère à l'ANELFA (Association Nationale d'Etude et de Lutte contre les Fléaux Atmosphériques) qui regroupe 15 associations départementales. Ainsi, huit-cent-quarante-trois générateurs au sol en fonctionnement et plus de 1 200 stations de mesures (grêlimètres) sont implantés sur le terrain. La zone protégée est d'environ 60 000 km².

Le programme de prévention de la grêle réalisé par Prévigrêle consiste à ensemençer les nuages à grêle à partir d'un réseau de 149 générateurs au sol, dans le réseau « sud-est » et à mesurer les chutes de grêle au moyen d'un réseau de grêlimètres. La surveillance contre les risques de grêle se fait sur une période allant du 15 mars au 15 octobre en partenariat avec l'ANELFA et Météo France.

Il est rappelé que par délibérations du 17 octobre 2016 et 9 février 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à Prévigrêle pour les années 2016 et 2017.

Dès lors il est proposé à la Métropole Aix Marseille Provence d'adhérer à l'Association Prévigrêle pour l'année 2018 et d'approuver le montant de la cotisation fixée à un euro conformément à l'article 5 du Règlement Intérieur de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121633 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les statuts de l'Association Prévigrèle modifiés en Assemblée Générale du 4 décembre 2014 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Prévigrèle pour l'année 2018 et le paiement de la cotisation 2018 qui s'élève à un euro.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-3561/18/BM

**■ Approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre de l'établissement d'une cartographie du système d'irrigation
MET 18/6587/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône souhaitent, en raison de leurs compétences respectives en matière d'agriculture, renforcer leur synergie dans le cadre d'un partenariat, afin d'œuvrer ensemble pour l'établissement d'une cartographie de l'irrigation agricole sur le périmètre de la Métropole et ce dans le cadre de la politique mise en place par la Métropole en faveur de l'agriculture.

Par la présente convention, la chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

Réaliser un document d'étude permettant de synthétiser les informations recensées sur le territoire de la métropole concernant le système d'irrigation agricole :

- Des zones irriguées et irrigables,
- De l'état des systèmes d'irrigation (administrative et technique)
- De la tarification des différents secteurs du territoire,
- Des multiples usages du système d'irrigation,
- De lister les cas actuels d'aménagement du territoire entraînant des modifications conséquentes du système d'irrigation et d'indiquer ces conséquences et de proposer des solutions envisageables.
- D'établir une synthèse des enjeux d'irrigation sur le territoire

Ce document de synthèse est attendu comme un enjeu faisant partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu environnement est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine
- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 10 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2018 ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Chapitre 011 – Nature 617 – Fonction 6312 – sous politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-3562/18/BM

■ Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Régionale pour la Maitrise de l'Irrigation (ARDEPI) MET 18/6610/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de « l'Agriculture Forêt Paysage ».

L'association ARDEPI s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Accompagner des producteurs de cultures maraichères, d'arboriculture, de viticulture ou de porteurs de projet dans l'installation et la maîtrise de leurs irrigations ;
- Accompagner techniquement quatre exploitations sur le thème de l'irrigation ;
- Contrôler les performances hydrauliques d'une installation ;
- Mettre en place des outils de pilotage des irrigations ;
- Suivre l'exploitation sur une saison en accompagnant le producteur pour interpréter les mesures de l'outil ;
- Sensibiliser le producteur à un pilotage maîtrisé de ses irrigations ;
- Préconiser les doses et les fréquences de l'irrigation.

Quatre exploitations seront suivies par an sur l'ensemble de la Métropole.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Ce travail de maîtrise de l'irrigation sur des terres agricoles est attendu comme un projet faisant partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année budgétaire 2018 d'un montant de 25 000 €uros soit 80% du coût total prévisionnel.

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu environnement est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine
- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25.000 euros à l'Association Régionale pour la Maitrise de l'Irrigation.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2018 ci-annexée précisant les modalités d'attribution de cette subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole – Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 6312 – sous politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-3563/18/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'étude de la Réutilisation des Eaux Usées Traitées en irrigation agricole MET 18/6585/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Pour préparer les prochaines décennies et garantir une irrigation agricole pérenne sur le territoire métropolitain, la Métropole a tout intérêt à s'engager au plus tôt dans une démarche stratégique de préservation de la ressource en eau, compte tenu des enjeux des usages de l'eau et du contexte actuel de changement climatique.

La présente délibération propose d'étudier la Réutilisation des Eaux Usées Traitées pour l'irrigation de zones agricoles sur le périmètre de la Métropole.

Il s'agira également d'identifier les différents usages potentiels de l'eau traitée désinfectée et les différents acteurs potentiels. A titre d'exemple, l'eau usée traitée désinfectée peut être réutilisée pour l'irrigation d'espace vert, pour l'irrigation de golf, pour le curage des canalisations d'eaux usées ou le nettoyage de voirie, pour le nettoyage industriel, pour la recharge de nappe aquifère,...

Cette approche d'identification des zones favorables à la réutilisation pourra être faite par un stagiaire sur une période de 6 mois.

Dans un premier temps, une étude de faisabilité de REUT de type ACB (Analyse Coût Bénéfice) sera envisagée avec l'appui d'un bureau d'études spécialisé. Cette étude pourra être subventionnée à partir de 50% par l'Agence de l'Eau.

Le montant de ce projet est fixé à 40 000 euros HT pour l'analyse coût bénéfice.

Cette étude Analyse Coût Bénéfice devra répondre à de multiples critères environnementaux, de contexte, de technique et des usages potentiels.

L'objet de la présente délibération est de solliciter au taux maximum les différents partenaires - Conseil Régional, Conseil Départemental et l'Agence de l'Eau établi sur 12 mois.

Le tableau de financement est joint en annexe.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 40 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « dispositif Aide aux communes »	15 %	6 000 euros
Conseil Régional « dispositif Aide aux communes »	15 %	6 000 euros
Agence de l'Eau RMC «Economie d'eau»	50 %	20 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	8 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial

- Que l'enjeu environnement est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section fonctionnement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence Nature : 617 - Fonction : 6312 – Sous politique : G710

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-3564/18/BM

**■ Approbation d'une Convention d'Intervention Foncière, conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture
MET 18/6185/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Communes et les Territoires de la Métropole ont exprimé de longue date, dans leurs projets de développement, leur ambition de maintenir une activité agricole pérenne, dans ses fonctions économique,

paysagère et environnementale, qui font de l'aire Métropolitaine un territoire d'exception.

La préservation des terres agricoles est en effet un enjeu fort pour les générations futures. Le changement climatique pousse à inventer de nouvelles formes de consommation, privilégiant des réseaux de distribution locaux, pour des produits de qualité. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence en s'engageant dès le 17 octobre 2016 dans le Projet alimentaire territorial, en partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, le Pays d'Arles, le Conseil régional et l'Etat place la problématique agricole comme un enjeu prioritaire du Projet métropolitain.

C'est avec l'objectif d'agir pour une agriculture dynamique que les Communes et les Territoires ont conclu avec la SAFER des dispositifs partenariaux, afin de limiter la pression foncière liée au développement urbain. A ce jour, de nombreuses communes de la Métropole sont couvertes par une convention d'intervention foncière (CIF) de ce type, soit à titre individuel, soit pour plus des 2/3 au titre d'une convention conclue avec les anciens EPCI, reprise depuis par la Métropole.

La CIF a pour objet :

- de maintenir un niveau de prix des terrains compatible avec une activité agricole,
- de lutter contre le mitage et de s'engager si nécessaire dans une action foncière (préemption en révision des prix).

D'ici fin 2018, plusieurs Conventions d'Intervention Foncière vont arriver à échéance, dont celles couvrant les Conseils de Territoire du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La Métropole souhaite approuver une nouvelle Convention d'Intervention Foncière avec la SAFER qui prenne en compte la totalité du territoire Métropolitain, et qui poursuive le travail de proximité et de réactivité qui prévalait jusqu'alors.

Ainsi, cette nouvelle convention est bâtie sur le modèle de celles qui existent aujourd'hui et permet une double intervention de la commune ou de l'intercommunalité. La Commune reste ainsi maître de la démarche sur son territoire, en lien avec les Conseils de territoire, dans le respect des prérogatives de la SAFER définies par le Code rural aux articles L143-1 et suivants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge le coût global de la convention estimé à 45 000 euros HT par an (transmission des DIA), hors coûts d'acquisitions et frais de dossier, qui feront l'objet de décisions spécifiques.

Dans tous les cas, les communes comprenant la Métropole resteront à l'initiative des procédures d'enquête et de préemption, procédures qui seront

mises en œuvre par les territoires et les services métropolitains compétents.

Chaque Conseil de Territoire, dans le cadre de son Etat Spécial de Territoire, prendra en charge les frais de dossier induits par les préemptions en révision de prix qui feraient l'objet d'un retrait de la vente (500 euros HT par dossier), comme c'est le cas aujourd'hui pour les Conseils de Territoire du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de Marseille-Provence.

L'élue déléguée sera rendue compétente par la présente délibération pour confirmer la demande de préemption en révision de prix à la SAFER. Si la commune souhaite prendre seule l'initiative d'une intervention de la SAFER, elle assumera financièrement la suite de la procédure (frais de dossier, coût éventuel de rétrocession).

Dans de très rares cas, la SAFER préempte et ne trouve pas d'acquéreur au sein de la profession agricole. La Métropole, ou la commune concernée, s'engage alors à acquérir le foncier et à assumer le coût de portage. Pour la Métropole, le Bureau Métropolitain est alors seul compétent pour approuver les acquisitions éventuelles.

La Convention d'Intervention Foncière métropolitaine (CIF) prendra effet au 1er janvier 2019. Elle sera effective pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction annuelle. La CIF métropolitaine se substituera aux CIF existantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Les enjeux agricoles, alimentaires, et environnementaux nécessitent la mise en œuvre de dispositifs d'intervention foncière concertés et performant,
- L'action de proximité des Conseils de Territoire et des communes doit être poursuivie dans un cadre métropolitain cohérent.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine ci-annexée conclue avec la SAFER qui prendra effet au 1er janvier 2019 et dont la mise en œuvre sera déconcentrée à l'échelle de chaque Conseil de territoire, dans le respect de la volonté décisionnaire des Communes sur leur territoire,

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 7312 Fonction : aide à l'agriculture - s'agissant du dispositif global de 47 124 euros HT par an.

Chaque Conseil de Territoire assurera la mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine dans le cadre de son Etat Spécial de Territoire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que les décisions de préemption en révision de prix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-3565/18/BM

■ Approbation d'un bail à ferme avec clauses environnementales en vue de l'installation d'un agriculteur - Les Mellets à Aubagne MET 18/6510/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la charte agricole du pays d'Aubagne, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile met à disposition une parcelle par bail rural avec clauses environnementales située dans le quartier des Mellets à Aubagne dont elle est propriétaire.

L'achat de cette parcelle a été réalisé dans le cadre de la politique foncière menée par la Métropole en partenariat avec la SAFER et la Chambre d'Agriculture. L'objectif de cette politique est

l'installation d'exploitations viables ou la consolidation d'exploitations dans un objectif de restructuration du foncier et du maintien de l'activité agricole.

Le quartier des Mellets se situe au cœur de la principale zone agricole d'Aubagne. La parcelle est donc classée en zone agricole dans le PLU d'Aubagne.

La Métropole, propriétaire de la parcelle, est donc sollicitée dans le but de permettre l'attribution de cette parcelle à ce maraîcher, choisi à l'unanimité du comité de sélection réuni le 24 juillet dernier, reconnu pour la qualité de son travail, et dont il s'agirait nécessaire de consolider l'exploitation existante pour lui assurer une activité viable.

Il est ainsi proposé de procéder à la signature d'un bail à ferme de 9 ans comprenant des clauses environnementales avec l'exploitant, bail relatif à la parcelle cadastrée CP 745, d'une superficie totale de 11 813 m2, pour un montant annuel de 708.78 euros (sept cent huit euros et soixante-dix-huit centimes), soit 600 euros/ha/an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le soutien aux agriculteurs est un enjeu majeur de la politique métropolitaine;

- Le Projet Alimentaire Territorial porté par la Métropole, co-piloté par le Pays d'Arles, et soutenu par l'Etat et le Département.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bail à ferme proposé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce bail.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-3566/18/BM

■ Acquisition d'une parcelle sur la commune de Cuges-les-Pins dans le périmètre de la Zone Agricole Protégée MET 18/6513/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°01-1213 du 18 décembre 2013, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). A travers ce SCOT, la Communauté d'agglomération s'est engagée à sanctuariser les espaces agricoles et naturels d'intérêts agricoles.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCOT a donc clairement affiché un objectif de sanctuarisation des terres nourricières en vue de protéger la ressource foncière agricole à long terme.

Dans cette optique, la commune de Cuges-les-Pins a décidé, par délibération du 19 décembre 2015, d'approuver un projet de Zone Agricole Protégée. Après deux ans d'études et de concertation sous forme de groupes de travail thématiques, et après enquête publique, le préfet des Bouches-du-Rhône a acté la création d'une ZAP sur la commune de Cuges-les-Pins (arrêté préfectoral du 16-12-2017).

Cette ZAP, première du Département, est l'aboutissement d'un travail et d'une mobilisation conjoints des élus et des agriculteurs locaux, des habitants de la commune soucieux du devenir de la plaine agricole, et des partenaires institutionnels au premier rang desquels la Chambre d'Agriculture, la SAFER, le Conseil départemental, les services urbanisme et agriculture de la commune et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est aujourd'hui attendu une mise en œuvre concrète de la politique unanimement annoncée, visant à une

remise en culture de cette plaine agricole, en plein accord avec la politique métropolitaine de préservation des terres agricoles, de relocalisation de la consommation, de redynamisation de l'activité agricole. Autant d'axes inscrits dans le Projet Alimentaire Territorial métropolitain, copiloté par le Pays d'Arles et soutenu par l'Etat et le Conseil départemental.

Pour ce faire, la Métropole se propose donc, avec l'appui de ses partenaires, d'y créer un Espace-test afin d'y installer un ou plusieurs exploitants « en test », soit en première installation, soit désireux d'expérimenter de nouvelles variétés (plantes aromatiques et médicinales, variétés anciennes de produits maraîchers à réimplanter, etc...).

Cet Espace-test verra également la réalisation, par la Métropole, d'un forage indispensable visant à amener de l'eau sur cette partie de la plaine qui en est pour l'instant dépourvue.

C'est pourquoi il est proposé d'acquérir auprès de la SAFER l'îlot constitué pour l'Espace-test, composé des parcelles cadastrées AZ n°154 à 157, pour une surface cadastrale totale de 19064m² et un montant total de 75 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 01-1213 du 18 décembre 2013 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- L'arrêté préfectoral 16 décembre 2017 arrétant la création d'une Zone Agricole Protégée sur la commune de Cuges-les-Pins ;
- L'avis des Domaines n°2017-09V1567
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition des parcelles AZ n° 154 à 157 située sur la commune de Cuges-les-Pins permettra la réalisation d'un Espace-test conformément aux engagements de remise en culture de la plaine agricole contenus dans le projet de la Zone Agricole Protégée ;
- Que cette action s'inscrit pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'un îlot de parcelles appartenant à la SAFER, situé sur la commune de Cuges-les-Pins, d'une surface totale de 19064m² pour un montant total de 75000€.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au BPMF 2018 du Conseil de Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile. Nature : 2111 – Fonction : 6312 : Aide à l'agriculture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-3567/18/BM

■ Animation du site Natura 2000 "chaîne de l'Etoile - massifs du Garlaban" modification du plan de financement de la demande de subvention MET 18/6665/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les massifs de l'Etoile et du Garlaban bénéficient d'un classement dans le cadre du réseau européen Natura 2000, à savoir, le site FR9301603 « Chaîne de l'Etoile – massifs du Garlaban » Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Pour l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000, les structures animatrices peuvent solliciter des aides de l'État et au titre du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Suite à la délibération du 17 octobre 2017 n° ENV 008-2617/17/BM, une demande de subvention a donc été déposée dans le cadre de l'appel à projet FEADER-animation des sites Natura 2000 le 20 novembre 2017.

Suite à la signature le 27 décembre 2017 d'une convention de mise à disposition d'un agent de la commune de Septèmes-les-Vallons pour le portage de cette mission et au regard des nouveaux éléments financiers décrits dans cette convention, il convient de modifier le plan de financement de cette opération.

La présente délibération vise à approuver le nouveau plan de plan de financement pour permettre l'instruction de la demande de financement par les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Nature de la prestation d'Animation pour la période 2017-2020	Montant des dépenses prévisionnelles	Financements	Montant des recettes prévisionnelles
Animateur (technicien) 1/2ETP	72 000€	Europe FEADER (53%)	39 750€
Frais de déplacement	3 000€	État (47%)	35 250€
<i>Sous-total animation</i>	<i>75 000</i>		<i>75 000</i>
Études complémentaires	50 000€	Europe FEADER (53%)	26 500€
		Autofinancement (47%)	23 500€
Total des dépenses	125 000€	Total des recettes	125 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ENV 008-2617/17/BM du 17 octobre 2017, autorisant le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les aides financières concernant l'opération d'animation du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile – massifs du Garlaban »
- La convention de mise à disposition de personnel de la ville de Septèmes-les-Vallons auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 27 décembre 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier le plan de financement de l'opération suivante : Animation du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile – massifs du Garlaban »

Délibère

Article unique :

Est approuvé le nouveau plan de financement de 3 ans relatif à l'attribution d'une aide financière pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-3568/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "mise en œuvre du programme de travaux du Plan de massif Ouest Sainte Baume - Appel à projet 2018"
MET 18/6673/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de massif Ouest Sainte Baume » notamment en matière de DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), il est

nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80% au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux des Bouches du Rhône et du Var et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 326 590 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	65 318 € HT
Conseil Régional PACA	20 %	65 318 € HT
Etat	20 %	65 318 € HT
Union Européenne	20 %	65 318 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	65 318 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programmation de travaux à but DFCI pour l'année 2018 sur le « Plan de massif Ouest Sainte Baume »

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, les Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et du Var, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-3569/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "mise en œuvre du programme de travaux du Plan de massif Sud Régagnas - Appel à projet 2018"
MET 18/6674/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :
Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de

massif Ouest Sainte Baume » notamment en matière de DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80% au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux des Bouches du Rhône et du Var et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 217 258,80 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	43 451,76 € HT
Conseil Régional PACA	20 %	43 451,76 € HT
Etat	20 %	43 451,76 € HT
Union Européenne	20 %	43 451,76 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	43 451,76 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programmation de

travaux à but DFCI pour l'année 2018 sur le
« Plan de massif Sud Régagnas ».

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, les Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et du Var, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-3570/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de Défense de la Forêt contre l'Incendie (DFCI) sur les communes du Territoire du Pays Salonais et approbation du programme prévisionnel de travaux MET 18/6683/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent

les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé le programme prévisionnel de travaux 2018 ci-dessous pour le Territoire du Pays Salonais.

Le Programme prévisionnel de travaux D.F.C.I. 2018 comprend :

- création d'une éclaircie DFCI sur 10,1 ha – quartier Saint-Martin - commune de Velaux, pour un coût estimé à 18 460,96 € H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI sur 7,5 ha éclaircie – lieudit « le Boulery » - commune de La Barben, pour un coût estimé à 16 926 € H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;

Le coût prévisionnel global de ces opérations est estimé à 35 396,96 euros HT, arrondi à 35 400 € HT.

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets et que l'obtention de leur accord est indispensable à la réalisation des travaux.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre des opérations de DFCI, dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union Européenne « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	7 080 euros
ETAT « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	7 080 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	7 080 euros
Conseil Départemental des Bouches du Rhône « Aides aux Communes »	20 %	7 080 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	7 080 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-

Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2017300800 – Natures : 2031 et : 2312 - Fonction : 76 – Sous politique : DFCI.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Natures 131 – Fonction 76 – Sous politique DFCI – Code opération n° 2017300800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-3665/18/BM

■ Contribution de la Métropole à la Feuille de route Qualité de l'air pilotée par le Préfet des Bouches-du-Rhône MET 18/6897/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'État, par arrêt du 12 juillet 2017, a enjoint au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de l'air, entre autre dans la zone administrative de surveillance Marseille-Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le délai le plus court possible et de transmettre un plan d'actions à la Commission européenne avant le 31 mars 2018.

Le Ministre de la transition écologique et solidaire a ainsi demandé que soit élaborée, en lien avec les collectivités concernées, une feuille de route opérationnelle et multi-partenaire, en complément du plan de protection de l'atmosphère couvrant notre département, afin de définir des actions concrètes, de court terme permettant d'enregistrer rapidement des améliorations, en renforçant les moyens mobilisés en faveur de la qualité de l'air.

Il s'agit, en particulier, d'identifier des actions dans les domaines de l'industrie, des transports, du chauffage individuel au bois et du brûlage des déchets verts, principaux contributeurs à la pollution atmosphérique, sur lesquelles l'État et les collectivités pourraient s'engager en s'appuyant notamment sur les documents d'orientation et travaux entrepris (Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), Plan de Déplacements Urbain (PDU), Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET)...) mais aussi de valoriser des actions fortes mises en œuvre sur les territoires.

Cette démarche servira à la réflexion sur le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône de 3^e génération. L'évaluation de l'actuel plan, après cinq années de mise en œuvre, a été engagée en fin d'année 2017, dans la perspective de son éventuelle révision, à compter du 2^e semestre 2018.

Il faut rappeler que ce Plan, sous maîtrise d'ouvrage de l'État, est un document administratif opposable, qui est élaboré pour les zones qui subissent ou susceptibles de subir des dépassements de valeurs limites en matière de qualité de l'air. Il existe un lien de comptabilité entre le PPA, le PDU, le PCAET ainsi que le Schéma Régional Climat Air Énergie, inclus désormais dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

La Métropole a, ainsi, été invitée à faire part des actions sur lesquelles elle serait prête à s'engager d'ici 2020 pour la reconquête de la qualité de l'air (par exemple : interdiction de circulation des véhicules les plus polluants, stationnement favorisant les véhicules les moins polluants, construction de pistes cyclables, construction d'aires de covoiturage, aides aux entreprises ou particuliers pour l'achat de véhicules peu polluants, aides aux particuliers pour le renouvellement des appareils de chauffage au bois non performants, développement d'alternatives au brûlage des déchets verts...).

Dans ce cadre, une réunion s'est tenue au ministère de la Transition Écologique et Solidaire le 15 février en présence du Ministre et à la laquelle étaient conviés les représentants de l'État des régions et départements, et les représentants des collectivités territoriales (Régions, intercommunalités et communes) concernés par des zones de dépassement de valeur limites de la qualité de l'air. Les différents participants étaient invités à témoigner des actions mises en œuvre qu'ils comptaient engager d'ici à 2020 et à faire part des difficultés rencontrées. Monsieur Alexandre Gallese, conseiller métropolitain, représentait la Métropole à cette réunion. Il a pu présenter les mesures prises dans le cadre de l'Agenda de la Mobilité, l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain et les différentes actions mises en place sur les territoires.

Afin de formaliser cette contribution, un questionnaire a été adressé par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) à la Métropole. La Direction Stratégie Environnement de la Métropole a pris en charge la coordination de la réponse et a centralisé les apports de chaque Direction Générale Adjointe concernée. Ce document a été proposé à la validation du Président de la Métropole pour une réponse coordonnée au Préfet. Cette contribution, complétée par les autres partenaires (État, Air PACA, Grand Port Maritime de Marseille, Industriels, Associations...), prend la forme de « feuille de route qualité de l'air » pilotée par le Préfet.

Le projet de feuille de route a été présenté lors de la réunion du comité de pilotage du Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône qui s'est tenue le 13 mars dernier en Préfecture. Elle a, ensuite, été transmise au Ministre par le Préfet le 20 mars.

La fiche de réflexion sur les actions menées pour améliorer la qualité de l'air comprenant la réponse métropolitaine au questionnaire de la DREAL est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret du décret du 28 juin 2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'adoption de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la contribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'amélioration de qualité de l'air sur son territoire est une priorité.

Délibère

Article unique :

Le Bureau de la Métropole est informé de la contribution à la feuille de route pour la qualité de l'air pilotée par le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-3571/18/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence
MET 18/6678/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires

institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de la réhabilitation des locaux sociaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence, il est proposé :

- La construction de nouveaux bâtiments de bureaux et de vestiaires pour un coût estimé à 227 257 € HT.
- La mise en œuvre d'un nouveau système d'assainissement non collectif pour un coût estimé à 17 000 € HT.
- Le désamiantage et la démolition des bâtiments vétustes existants pour un coût estimé à 21 310 € HT.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 265 567 euros HT.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Un dossier de demande de subvention a été déposé au titre de l'année 2017 auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mais les études en cours n'ont pas permis de communiquer dans les délais le détail de l'estimation financière. Le dossier a donc été clôturé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre de 2017 et doit être redéposé au titre de 2018.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	80 %	212 453,60 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	53 113,40 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300500 relative à l'opération Travaux sur centres de transfert des déchets ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux de réhabilitation des locaux du centre de transfert des déchets de Salon de Provence.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Opération : « Travaux sur centres de transfert » 2017300500 – Chapitre 4581173005 – Nature : 2313 - Fonction 7213.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, Opération « Travaux sur centres de transfert » 2017300500 – Chapitre 13, Nature 131 dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3572/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les communes rurales d'Aurons, Charleval, Lamanon
MET 18/6680/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les communes rurales d'Aurons, Charleval et Lamanon. Les travaux seront lancés sur l'année 2018.

Le programme de travaux en eaux usées ou en eau potable présenté ci-dessous est issu des schémas directeurs, des modélisations et des diagnostics de réseau réalisés par les délégataires et élaborés en cohérence avec les programmes de travaux de réfection de voiries des communes.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 792 000 € HT.

AURONS :*Montée du Belvédère chemin de Lambesc et D68*

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 90 m de long environ DN 150 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 35 000 €/HT

CHARLEVAL :*Avenue du Bois Nord*

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 65 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 35 000 €/HT

Avenue du Bois Sud

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 110 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 60 000 €/HT

Avenue de la Libération et Avenue Gaston Roux

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eau potable de 300 m de long environ DN 150 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 210 000 €/HT

Avenue de la Libération

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 300 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 130 000 €/HT

Avenue Gaston Roux

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 250 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 150 000 €/HT

LAMANON :*Secteur D72f (Allée du Château, D72c)*

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 105 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 122 000 €/HT

D72f puis sous Chemin du Soleil

Ces travaux consistent à réhabiliter une conduite d'eaux usées de 40 m de long environ DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 50 000 €/HT

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole par délibération n° HN 029-099/16/BM du 28 avril 2016 a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui a clôturé son exercice budgétaire 2017, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite à nouveau l'aide financière du Département selon le plan de financement prévisionnel actualisé ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE Coût hors taxes	TAUX SOLLICITES	FINANCEMENT
Conseil Départemental 13 « Fiche 11 – Aide au développement de la Provence rurale »	792 000 €	20 %	158 400 €
Agence de l'Eau RMC « Gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour les communes Rurales »	792 000 €	23.84 %	188 812 €
Métropole Aix-Marseille- Provence Territoire Pays Salonais	792 000 €	56.16 %	444 788 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole HN 029-28/04/16 BM du 28 avril 2016 autorisant la demande de subvention initiale ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées sur les communes rurales d'Aurons, Charleval et Lamanon,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter

des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants des budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais Eau potable - Opération : 2017 3 012 01 – Nature 2315 et Assainissement - Opération : 2017 3 011 01 - Nature : 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants des budgets Annexes Eau potable et Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3573/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur la commune rurale de la Barben MET 18/6679/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'assainissement est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées sur la commune rurale de La Barben. Les travaux seront lancés sur l'année 2018.

L'objectif poursuivi à La Barben est l'amélioration de la desserte dans le Quartier La Savonnière et répondre aux difficultés techniques de mise en œuvre de dispositif d'assainissement individuel d'un ensemble d'habitats non raccordés au réseau public d'assainissement collectif.

Le programme de travaux en eaux usées est en accord avec le schéma directeur et a été élaboré en cohérence avec le Plan d'Urbanisme de la commune. Ces travaux consistent en l'extension d'une conduite d'eaux usées de 750 m de long environ en DN 200 mm. L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 420 000 €/HT.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole par délibération n° DEA 006-1595/17/BM du 9 février 2017 a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui a clôturé son exercice budgétaire 2017, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite à nouveau l'aide financière du Département selon le plan de financement prévisionnel actualisé ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE Coût hors taxes	TAUX SOLLICITES	FINANCEMENT
Conseil Départemental 13 « Fiche 11 – Aide au développement de la Provence rurale »	420 000 €	20 %	84 000 €
Agence de l'Eau RMC « Gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour les communes Rurales »	420 000 € aide obtenue	2,86 %	12 000 €
Métropole Aix-Marseille- Provence Territoire Pays Salonais	420 000 €	77,14 %	324 000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 006-1595/17/BM du 9 février 2017 autorisant la demande de subvention initiale ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur la commune de La Barben,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 011 01 - Nature : 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3574/18/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux travaux de réhabilitation de la station d'épuration de Berre l'Etang et des postes de relevage associés
MET 18/6681/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans un réseau d'assainissement, les postes de refoulement sont indispensables au transfert des eaux usées jusqu'à la station d'épuration. Mais les conduites de refoulement peuvent être à l'origine de production d'H₂S (hydrogène sulfuré) et des nuisances associées à la présence de ce gaz toxique : corrosion des ouvrages, odeurs nauséabondes, risques sanitaires pour le personnel exploitant et dysfonctionnements de la station d'épuration.

Le réseau d'assainissement de Berre-l'Etang est sujet à la problématique de l'H₂S en certains

secteurs. Différents dégâts et nuisances ont en effet été recensés. Une étude diagnostique H2S a été réalisée en septembre 2017 afin de connaître plus précisément la problématique (origines, évolution, conséquences) sur l'ensemble du réseau d'assainissement, puis d'envisager des aménagements adaptés à l'élimination durable des nuisances liées à la production d'H2S.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre des travaux de réhabilitation des ouvrages d'assainissement et des installations de la station d'épuration de Berre l'Etang qui présentent des signes importants de dégradation par l'H2S. Cette opération permettra de fiabiliser le traitement des effluents, de réduire le risque de pannes ou de casses mais également de rester en conformité au regard des normes environnementales et de la sécurité des installations d'assainissement des eaux usées.

Les travaux de réhabilitation porteront sur

- La station d'épuration : bache de relevage et prétraitement
- Le poste de relevage de Mauran
- Le poste de relevage de Maurin

La mise en place de postes d'injections de réactifs pour le traitement de l'H2S sera réalisé sur :

- Le poste de relevage de Mauran
- Le poste de relevage de Maurin

Le coût de l'opération s'élève à 471 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DEPENSE SUBVENTIONNABLE Coût hors taxes	TAUX SOLLICITES	FINANCEMENT
Conseil Départemental 13 « Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau	471 000 €	60 %	282 600 €
Métropole Aix-Marseille- Provence Territoire Pays Salonais	471 000 €	40 %	188 400 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEA 031-3339/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'opération 2018 3 011 06 rattachée au Programme n° 11 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et des installations de la station d'épuration de Berre l'Etang,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2018 3 011 06 - Nature : 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3575/18/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à la mise en œuvre de l'affinage d'une partie des effluents de la station d'épuration de Rassuen pour l'arrosage du golf sur la commune d'Istres

MET 18/6447/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'urbanisation de la commune d'Istres des travaux d'extension de la station d'épuration de Rassuen sont en cours afin de passer d'une capacité nominale de 50 000 à 75 000 équivalents habitants.

Parallèlement la ville d'Istres prévoit l'aménagement d'un golf et d'un éco quartier sur des terrains situés à l'ouest de l'étang de Rassuen. Dans un souci de préservation des ressources en eau, il est envisagé que le futur golf soit alimenté par les eaux usées traitées de la station d'épuration voisine, en alternative

aux réseaux d'irrigations existants alimentés par la Durance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déposer un dossier de demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération suivante : « Mise en oeuvre de l'affinage d'une partie des effluents de la station d'épuration de Rassuen pour l'arrosage du golf sur la commune d'Istres » dans le cadre du dispositif « Aide à l'amélioration de l'assainissement sanitaire et à la mise aux normes des stations d'épuration ».

Ce projet consiste en la réalisation :

- d'un poste d'affinage de l'eau, situé dans l'enceinte de la STEP de Rassuen,
- d'une adduction entre le poste d'affinage et le golf,
- d'un bassin de stockage à l'entrée du golf,
- d'une installation d'arrosage adaptée.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 190 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental	30,00 %	357 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	833 000,00 €
TOTAL	100,00 %	1 190 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mise en oeuvre de l'affinage d'une partie des effluents de la station d'épuration de Rassuen pour l'arrosage du golf sur la commune d'Istres ».
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Assainissement de la Métropole, opération 2017503300, nature 21532. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole chapitre 13, nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-3576/18/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association ASTEE pour l'organisation du Congrès de l'ASTEE 2018

MET 18/6853/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1905, l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, ex-AGHTM) est une association reconnue d'utilité publique qui organise chaque année un congrès de dimension nationale.

Elle rassemble des experts, chercheurs, scientifiques et praticiens ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans les différents secteurs de l'environnement.

Elle encourage régulièrement par ses actions et ses informations au respect de l'environnement et se prononce en faveur du développement durable pour garantir aux populations les conditions d'accès à une véritable qualité de vie.

Les réflexions de l'Astee sur les thèmes de l'eau, l'assainissement, des déchets et de l'environnement accompagnent les projets de la Métropole et permettent à la direction générale eau et assainissement et gestion des déchets de participer à l'expression des projets du territoire métropolitain. C'est en effet la combinaison de l'ensemble des actions dans ces domaines qui permet de protéger la qualité du littoral dans un contexte d'incertitudes fortes liées au changement climatique et de pressions particulièrement importantes sur l'Arc méditerranéen.

Pour cette raison, le congrès de l'Astee 2018 consacrera différentes sessions à la question de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation dans les services publics locaux de l'environnement. Un focus particulier sur les spécificités des zones littorales complétera ces échanges.

Ce 97^{ème} congrès, dans la lignée des autres, permettra également de faire le point de l'avancement de travaux issus des commissions scientifiques et techniques de l'Astee.

Organisé à Marseille du 5 au 8 juin 2018 au cœur d'un territoire particulièrement concerné par les problématiques de l'eau et de l'environnement, il sera l'occasion de partager les plus belles initiatives dans ces domaines mais aussi d'analyser les spécificités des enjeux littoraux des deux côtés de la Méditerranée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Les demandes de subventions qui émanent des associations de la métropole qui portent des projets mettant en valeur la métropole, conduisent la métropole à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire de la métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 10 000€ TTC à l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole A 710-6574-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"**

VOI 001-3577/18/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel au marché n°14/043 Lot 1 Société Colas Midi Méditerranée - dans le cadre de l'aménagement de la Place du Sud et du boulevard du Commandant Thollon, Plan d'Aou à Marseille
MET 18/6437/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix Marseille Provence, qui s'est substituée en droit à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a procédé au réaménagement du secteur dit « du Plan d'Aou » à Marseille qui fait l'objet d'une convention de type ANRU.

Le projet se divisait en 3 zones sur un total de 9150 m².

- Zone 1 : Boulevard du Commandant Thollon – 4 300 m² ; Il représente un des accès principal au plateau depuis l'avenue de Saint Antoine en franchissant la différence de niveau importante entre le noyau villageois de saint Antoine et « le plateau »
- Zone 2 : Le Nord du boulevard des Corsaires et le Sud du boulevard Reboul – 2 850 m². Cet axe viaire dessert le plateau du plan d'Aou dans sa partie Sud.
- Zone 3 : La place du Sud – 2 000 m² - Elle marquera l'entrée sur le plateau.

Après analyse des besoins par une maîtrise d'œuvre dédiée (Groupement agence Guillermin, Grontmij, A&TU), un marché de travaux concernant le lot 1 « VRD - GENIE CIVIL – REVETEMENTS DE SOL » n°14/043 a été notifié le 2 avril 2014, à l'entreprise Colas Midi Méditerranée.

Cette société a procédé à l'exécution des prestations qui lui ont été commandées, conformément au cahier des charges et à la demande du maître d'ouvrage. Le montant du marché de travaux, fixé initialement prévisionnellement à 1 066 884,70 euros HT a été augmenté en cours de chantier augmenté par avenant à 1 226 439,28 HT.

Après réception des travaux, et établissement du décompte général définitif par le maître d'œuvre, la société Colas Midi Méditerranée, a fait part à la Métropole Aix-Marseille Provence, d'un mémoire en réclamation, conformément à l'article 50 du Cahier

des Clause Administratives Générales applicables aux marchés de travaux.

Dans le cadre de ce mémoire, la société titulaire fait état de sommes équivalentes à 454 732,48 euros HT qu'elle a dû engager pour mener à bien l'exécution du présent marché.

Cette somme se décompose en :

- 46 939,39 € HT concernant des prestations exécutées non réglées.
- 2 267,64 € HT concernant un surcoût d'étude pour le titulaire provenant de la modification des projets arrêtés initialement
- 133 002,27 € HT concernant un surcoût d'adaptation des moyens de production sur le chantier en raison de la multiplication des ateliers de travail.
- 95 681,98 € HT concernant un surcoût d'encadrement et de maîtrise lié à la multiplication de ces ateliers.
- 87 624,04 € HT concernant un surcoût de mise en sécurité du site en raison des dégradations inhabituelles sur ce type de chantier.
- 44 976,88 € HT concernant le préjudice subi dans le paiement en retard des factures liées au chantier (intérêts moratoires).
- 12 104,98 € HT concernant une assistance en gestion contractuelle (frais liés au montage du mémoire en réclamation)
- 32 135,30 € HT concernant des frais financiers divers subi par la société Colas Midi Méditerranée tout au long du chantier.

Les deux parties se sont rapprochées pour trouver une solution dans le cadre d'une transaction sur le montant à payer. L'entreprise Colas Midi Méditerranée accepte de ramener le montant à 173 168,13 euros HT soit 61,92% d'abattement sur le montant total de la somme globale sollicitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044 ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°14/043 relatif à l'aménagement de la Place du Sud et du boulevard du Commandant Thollon, - Plan d'Aou à Marseille, 13015, Lot 1

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable avec l'entreprise Colas Midi Méditerranée.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise Colas Midi Méditerranée définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relatif à l'objet même de la convention transactionnelle.

La convention entérine une indemnité à régler à l'entreprise Colas Midi Méditerranée de 173 168,13 euros HT, soit 207 801,76 euros TTC

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-3578/18/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement de travaux de mise en sécurité du Square du Lieutenant Danjaume à Marseille 7ème arrondissement
MET 18/6660/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines fut érigé en 1926 pour commémorer le souvenir des armées françaises tombées sur le sol d'Europe centrale. Cet édifice fut classé Monument Historique par arrêté du 23 juillet 2009, modifié le 24 mai 2011.

Depuis plusieurs années la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille sont étroitement liées sur le partage des compétences du site.

L'état structurel dégradé de ce Monument historique, haut lieu touristique a amené la Commune de Marseille à réaliser des études visant à assurer la stabilité et la conservation de cet édifice remarquable.

Les études de diagnostic de l'équipe de maîtrise d'œuvre ont permis d'arrêter les travaux de mise en sécurité et d'urgence indispensables à la pérennité de ce Monument, (reprise du socle et restauration des parements du monument, mise aux normes techniques de l'éclairage et de la ventilation du

monument, confortement des murs de soutènement et rénovation des garde-corps métalliques).

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Métropole, il a été convenu dans un souci d'efficacité technique et financière que la Commune et la Métropole mettront en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux pour coordonner les compétences de chaque collectivité.

Ainsi il est proposé que la ville de Marseille réalise pour le compte de la Métropole les travaux qui relèvent d'une compétence Métropolitaine. Il s'agit de la réfection des gardes corps.

La participation financière prévisionnelle de la Métropole a été fixée à 180 000,00 € TTC

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux de mise en sécurité et d'urgence du monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines-square du lieutenant Danjaume à Marseille (7^{ème} arrondissement) ainsi que les modalités de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du le Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que la Ville de Marseille réalise pour le compte de la Métropole les travaux de compétence Métropolitaine dans le cadre des travaux de mise en sécurité et d'urgence du monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines-square du lieutenant Danjaume à Marseille (7^{ème} arrondissement).
- Qu'il convient que la Métropole rembourse financièrement la Ville de Marseille pour ces prestations.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement, ci annexée, conclue avec la Ville de Marseille pour l'opération de mise en sécurité et d'urgence du monument aux héros de l'armée d'orient et des terres lointaines-square du lieutenant Danjaume à Marseille (7^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Territoire – Numéro d'opération : 2014101100 – Nature : 204 – Fonction : 851 – Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-3579/18/BM

■ Sollicitation des Fonds Structurels FEDER pour le cofinancement du projet de développement de l'intermodalité à Malpassé - Frais-Vallon - BHNS et modes doux à Marseille 13ème arrondissement MET 18/6156/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre

des dispositifs établis leur subventionnement ainsi que leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le projet de «développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux» se situe dans les quartiers Nord-Est de Marseille, dans le 13ème arrondissement.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé en juin 2013 son Plan de Déplacements Urbains, qui prévoyait la réalisation d'une ligne de transport collectif en site propre (TCSP) entre Capitaine Gèze et Frais Vallon dénommée ligne B4. Le projet d'intermodalité, est localisé sur le linéaire de la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La ligne B4 participe à la création de la ligne majeure de contournement de Marseille, et qui coïncide pour partie avec le tracé de la rocade L2, entre les autoroutes A7 et A50. La rocade L2 avec le Boulevard Urbain Sud, entre l'A50 et la Pointe Rouge, permettront d'organiser une desserte en bus performante sur cet itinéraire. Cette desserte est très attendue par la population marseillaise, car elle permet une liaison directe entre quartiers périphériques sans passer par le centre-ville.

Le périmètre du projet s'inscrit sur les sections 4 et 5 de l'opération B4, entre l'échangeur Saint Jérôme (ou Wrevinski) et le métro «Frais-Vallon». Il traverse également les quartiers prioritaires de la Ville (QPV)

«Malpassé - Frais Vallon». Ces quartiers représentent 48 000 habitants résidant à moins de 800 mètres des sections 4 et 5 de la future ligne BHNS B4.

L'opération comprend la réalisation d'un couloir bus type BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces apaisés, élargis et accessibles à tous. Des stations « le vélo », des parcs de stationnement pour vélos particuliers, ainsi qu'une coulée douce, seront également aménagés pour faciliter les déplacements des modes doux.

Plan de financement de l'opération :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à proposition relatif au Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » (Axe 3 : OT4-PI 4 e), susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à **8 MEuros HT**.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes Sollicités	Montants sollicités en euros HT	Taux (arrondis)
Europe FEDER	3 000 000	37.5 %
Métropole	5 000 000	62.5 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;
- Le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- L'accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la gestion de tout ou partie des fonds européens soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès des fonds structures FEDER de l'Union Européenne pour le cofinancement du projet de « développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux », à Marseille 13ème.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne, dans le cadre de l'appel à proposition relatif au Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 Région Provence Alpes Côte d'Azur « Augmenter le report modal sur les transports collectifs » (Axe 3 : OT4-PI 4 e), ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de l'opération d'aménagement de développement de l'intermodalité à «Malpassé – Frais vallon» : BHNS et modes doux, à Marseille.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports – Section Investissement – Opération n° 2017103701 – Nature : 2315 – Sous politique : C311.

Article 3 :

Les recettes sont constatées aux budgets 2018 et suivants de la Métropole sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports – Section investissements – Nature : 1317 – Sous politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands évènements
métropolitains"***

CSGE 001-3580/18/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) et paiement de la cotisation 2018
MET 18/6471/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Bibliothécaires de France (ABF) a pour objet de donner aux bibliothèques un rôle essentiel dans l'accès de tous à l'information, à l'éducation, à la culture, aux loisirs et dans la promotion de la lecture.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de présenter un projet de promotion et de développement des bibliothèques ;
- de représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux ;
- de favoriser les échanges avec les bibliothécaires des autres pays ;
- de faire bénéficier de tarifs adhérent pour la participation aux journées d'étude et aux congrès pour deux représentants de la collectivité.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion et le développement de la médiathèque intercommunale à l'échelle nationale et internationale et permettant à ses représentants de participer à des journées d'étude et des congrès à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 003-2105/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 260 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° CSGE 003-2105/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF).

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 260 euros, pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 260 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-3581/18/BM**■ Renouveaulement de l'adhésion à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) et paiement de la cotisation 2018****MET 18/6472/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) a pour objet de promouvoir la diffusion de la documentation musicale en tous lieux et principalement dans les bibliothèques et institutions publiques et de participer à toute action de coopération entre les organismes assurant la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de la documentation musicale.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de déployer son activité dans différents domaines pouvant comprendre, sans caractère limitatif, l'organisation des rencontres nationales des bibliothécaires musicaux, la gestion d'un portail et d'une liste de diffusion sur internet, la réalisation et la diffusion d'un bulletin d'informations et l'animation de groupes de travail internes ;
- d'organiser ou participer à des colloques, journées d'étude ou actions de formation ;
- de contribuer par tous les moyens à l'existence et aux activités des groupes territoriaux qu'elle a agréés ;
- de saisir si besoin les pouvoirs publics ou d'autres institutions sur toute question touchant au fonctionnement actuel ou futur des bibliothèques musicales et des discothèques
- de rechercher des partenariats avec les organismes du secteur des bibliothèques et de la documentation ainsi que du secteur des bibliothèques musicales et des discothèques ;
- d'adhérer elle-même à d'autres associations si la participation à leurs travaux contribue à l'accomplissement de ses missions.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de promouvoir la diffusion de la documentation musicale au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 004-2850/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la

Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2017.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° CSGE 004-2850/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant adhésion de la Métropole à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM).

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite

renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 60 euros, pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 60 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-3582/18/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Marseille Expos et paiement de la cotisation 2018

MET 18/6658/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Marseille Expos a pour objet de promouvoir l'art contemporain auprès du public sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de concevoir et d'organiser des expositions et manifestations d'art contemporain ouvertes au public, dont la manifestation « Printemps de l'Art Contemporain » ;
- de communiquer et de promouvoir les expositions, manifestations et événements se déroulant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine de l'art contemporain, grâce à différents supports de communication (édition et distribution d'un programme bimestriel, site internet, newsletters, réseaux sociaux, etc.) ;
- d'être une plateforme d'échanges entre ses membres dans le domaine de l'art contemporain ;
- et d'organiser des rencontres et/ou des formations professionnelles pour le secteur des arts visuels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant d'appuyer une programmation artistique riche et dynamique dans le domaine de l'art contemporain.

Le Centre d'art contemporain, lieu d'expositions situé sur le Territoire Istres-Ouest Provence, développe des actions de soutien, de diffusion, de médiation et d'émergence de la jeune création artistique dans le domaine de l'art contemporain.

Il contribue ainsi à la dynamisation de la scène artistique française et internationale dans ce domaine et participe à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière d'art contemporain.

Par délibération n° CSGE 005-1888/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Marseille Expos pour l'année 2017.

Pour permettre au Centre d'art contemporain du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association Marseille Expos, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2018.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les structures de plus de 10 salariés/agents, s'élève pour l'année 2018 à 1 500 euros (mille cinq cents euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 0009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° CSGE 005-1888/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion de la Métropole à l'association Marseille Expos.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre au Centre d'art contemporain du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions de promotion, de formation et d'organisation d'événementiels mises en œuvre par l'association Marseille Expos, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 1 500 euros (mille cinq cents euros), pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Expos pour l'année 2018 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 1 500 euros (mille cinq cents euros).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence – Chapitre 011 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-3583/18/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement exceptionnelle au club Plongée Pays d'Aix
MET 18/6205/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Dans le cadre de l'opération de rénovation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence pendant deux ans par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, les activités de l'association Plongée Pays d'Aix ont dû être transférées sur la piscine Sainte-Victoire à Venelles.

L'ensemble du matériel nécessaire à la pratique de la plongée (compresseur, bouteilles, scaphandres...) doit, pour des raisons évidentes de sécurité, être stocké dans un local adapté et en conformité avec la réglementation existante. Le petit local de la piscine de Venelles mis à la disposition du club ne permettait pas d'accueillir et d'installer les équipements indispensables à la poursuite des activités du club.

En accord avec les services de la mairie d'Aix-en-Provence, le club Plongée du Pays d'Aix a procédé à l'acquisition d'un conteneur maritime vide qui a pu être implanté et complètement équipé en toute conformité aux règles de sécurité sur la zone du stade Carcassonne à Aix-en-Provence.

Les coûts de cette acquisition, son équipement, les branchements et le contrôle par une société agréée ont été pris en charge exclusivement par le club pour un montant total de 5.862 € impactant lourdement son budget.

Au regard de la volonté de maintenir les activités du club Plongée Pays d'Aix jusqu'à la réouverture de la piscine Yves Blanc en janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite lui attribuer une aide exceptionnelle d'investissement de 4.000 € correspondant à 68 % des dépenses engagées pour l'implantation et l'équipement de ce local de stockage en 2018. Il convient de noter que le club Plongée Pays d'Aix a pris en charge la totalité de ces dépenses sans aucune autre aide publique.

Eu égard à une erreur d'imputation budgétaire relevée dans la délibération n°2017_CT2_448 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Club Plongée Pays d'Aix, il convient de procéder au retrait de cette délibération et la remplacer par la présente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

relative à l'approbation du Règlement
Budgétaire et Financier de la Métropole
Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement
exceptionnelle de 4.000 € au club de Plongée Pays
d'Aix.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat
Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 2840/
Fonction 325 / Opération 445 / Nature 4581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 22 MARS 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de la Métropole

22 MARS 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 23 mars 2018 et ce, pour une durée de deux mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Jean-Louis CANAL - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Sylvaine DI CARO - Nouriati DJAMBÆ - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Héléne LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCÉL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-

Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Mireille JOUVE - Loïc BARAT représenté par Dany LAMY - François BERNARDINI représenté par Eric CASADO - Jean-Louis BONAN représenté par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Patrick BORÉ représenté par Christophe AMALRIC - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Henri CAMBESSEDES représenté par Florian SALAZAR-MARTIN - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Philippe CHARRIN représenté par Jean-Pierre SERRUS - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Bernard DESTROST représenté par Roland GIBERTI - Dominique FLEURY- VLASTO représentée par Marie-France DROPY- OURET - Héléne GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Jacky GERARD représenté par Jean-Louis CANAL - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE - Nathalie LAINE représentée par Danielle MENET - Eric LE DISSÈS représenté par Emmanuelle SINOPOLI - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Laurence LUCCIONI représentée par Isabelle SAVON - Jean-Pierre MAGGI représenté par Olivier GUIROU - Régis MARTIN représenté par Arnaud MERCIER - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Jérôme ORGEAS représenté par Gérard GAZAY - Roger PELLENC représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Serge PEROTTINO représenté par Rémi MARCENGO - Claude PICCIRILLO représenté par Joël MANCÉL - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - René RAIMONDI représenté par Georges CRISTIANI - Jean ROATTA représenté par Gérard CHENOZ - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Guy TEISSIER - Marie-France SOURD GULINO représentée par David YTIER - Josette VENTRE représentée par Marie-Louise LOTA - Patrick VILORIA représenté par Véronique PRADEL.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Moussa BENKACI - Nadia BOULAINSEUR - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Samia GHALI - Michel LAN -

Albert LAPEYRE - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Patrick PADOVANI - Stéphane PICHON - Roland POVINELLI - Bernard RAMOND - Roger RUZE - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jean-Louis TIXIER - Philippe VERAN - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Chrystiane PAUL représentée à 10h28 par Sandra DALBIN - Gaëlle LENFANT représentée à 10h30 par Loïc GACHON - Patrick MENNUCCI représenté à 11h01 par Eugène CASELLI - Arlette - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée à 11h28 par Martine VASSAL - Gilbert FERRARI représenté à 11h31 par Martial ALVAREZ - Michel DARY représenté à 11h34 par Lisette NARDUCCI - Marcel MAUNIER représenté à 11h35 par Stéphane RAVIER - Frédéric BOUSQUET représenté à 11h37 par Richard MIRON - Nicole JOULIA représentée à 11h40 par Béatrice ALIPHAT - Muriel PRISCO représentée à 11h40 par Bernard MARTY - Claude VALLETTE représenté à 11h57 par Carine ROGER - Marie MUSTACHIA représentée à 11h58 par Antoine MAGGIO - Martine RENAUD représentée à 12h00 par Yves MORAIN - Christine CALATAYUD représentée à 12h05 par Nathalie FEDI - Céline FILIPPI représentée à 12h08 par Catherine PILA.

ETAIENT PRESENTS ET EXCUSES EN COURS DE SEANCE :

Mesdames et Messieurs :

Arlette FRUCTUS à 10h03 - CARLOTTI à 11h15 - Eric CASADO à 11h31 - Didier ZANINI à 11h42 - Jean-Claude FERAUD à 11h49 - Frédéric VIGOUROUX à 12h07 - Danielle MILON à 12h07 - Roland BLUM à 12h11 - Sabine BERNASCONI à 12h11 - Jean-Pierre SERRUS à 12h12 - Mireille BALLETTI à 12h13 - Stéphane PAOLI à 12h14 - Maurice CHAZEAU à 12h14 - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI à 12h16 - Gérard BRAMOULLÉ à 12h19.

***Commission "Finances et
Administration Générale"***

FAG 001-3584/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 37 logements sociaux "Les Hauts de la Chartreuse" située Impasse des Marronniers à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 009-1617/17/CM du 30 mars 2017
MET 18/6708/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 37 logements sociaux « Les Hauts de la Chartreuse » située Impasse des Marronniers à Marseille, 13014.

Il est à noter en préambule, que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 30 mars 2017. Cependant, l'incomplétude des caractéristiques financières rend irrecevable cette délibération n° FAG 009-1617/17/CM. Il convient donc de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération est financée par un emprunt de 4 136 802 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 861 560,90 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 3 950 788 €, un passif réel (dettes) à 2 917 950 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 53 027 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72189 en annexe signé entre la SA HLM ERILIA et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 009-1617/17/CM du 30 mars 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 136 802 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72189.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération de construction de 37 logements sociaux « Les Hauts de la Chartreuse » située Impasse des Marronniers à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois (3) logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 6 :

Monsieur le passif réel (dettes) à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

FAG 002-22/03/18 CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération de transfert de patrimoine de 110 logements sociaux "Quartier Le Panier" située à Marseille
MET 18/6710/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de transfert de patrimoine de 110 logements sociaux « Quartier Le Panier » située à Marseille, 13001 et 13002.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération, d'un montant total de 9 352 000 € est financée par un emprunt de 7 107 830 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 198 523,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 046 421 745 €, un passif réel (dettes) à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 69113 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 107 830 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 69113.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de transfert de patrimoine de 110 logements sociaux « Quartier Le Panier » située à Marseille, 13001 et 13002.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de dix logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-3586/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition de 85 logements sociaux "Le Parc" située Chemin de la Commanderie à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 029-2029/17/CM du 18 mai 2017
MET 18/6713/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 85 logements sociaux « Le Parc » située Chemin de la Commanderie à Marseille, 13015.

Il est à noter en préambule que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 18 mai 2017 par délibération FAG 029-2029/17/CM. L'incomplétude des caractéristiques notées sur cette délibération entraîne son irrecevabilité.

Il convient donc de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération, d'un montant total de 8 594 038 € est financée par un emprunt de 8 594 038 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 867 317,10 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 206 616 582 €, un passif réel (dettes) à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 62096 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 029-2029/17/CM du 18 mai 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 594 038 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 62096.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition de 85 logements sociaux « Le Parc » située Chemin de la Commanderie à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta

Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 8 logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-3587/18/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition de 45 logements sociaux "Les Jardins Turquoises" située 13-15 Avenue du Général Maurice Cheavance Bertin à Marseille MET 18/6714/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 45 logements sociaux « Les Jardins Turquoises » située 13-15 Avenue du Général Maurice Cheavance Bertin à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération, d'un montant total de 5 507 253 € est financée par un emprunt de 4 947 254 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette

opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 226 264,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 206 616 582 €, un passif réel (dettes) à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 66589 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 947 254 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 66589.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destinée à financer une opération d'acquisition de 45 logements sociaux « Les Jardins Turquoises » située 13-15 Avenue du Général Maurice Chevalance Bertin à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une

capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-3588/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Vilogia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 33 logements sociaux "Tourrel" située rue Auguste Tourrel à Châteauneuf-les-Martigues - Abrogation de la délibération n° FAG 011-3030/17/CM du 14 décembre 2017**
MET 18/6711/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 33 logements collectifs « Tourrel », située rue Auguste Tourrel, à Châteauneuf-Les-Martigues.

Il est à noter en préambule que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 14 décembre 2017. Cependant des erreurs sur les caractéristiques des prêts rendent cette délibération n° FAG 011-3030/17/CM irrecevable. Il est donc nécessaire de délibérer à nouveau sur ce dossier.

Portée par la SA HLM Vilogia, cette opération d'un montant total de 4 511 397 €, est financée par un emprunt d'un montant total de 3 665 577 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette

opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, soit 2 016.067,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Vilogia effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 4 045 428 088 €, un passif réel (dettes) à 3 015 474 151 €. L'actif net comptable s'élève dont à 1 029 953 937 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat net comptable 2016 est bénéficiaire de 58 463 780 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- la délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 011-3030/17/CM du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le

	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant Ligne du Prêt	-	-	-	-
Montant	145 165 €	141 544 €	2 030 561 €	1 348 307 €
Durée totale				
Phase de préfinancement				
Durée	de 3 à 18 mois	de 3 à 18 mois	de 3 à 18 mois	de 3 à 18 mois
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
dont durée du différé d'amortissement	-	-	-	-
Périodicité	Annuelle			
Index	Livret A			
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt			
	- 0,20 %	+ 0,52 %	+ 0,60 %	+ 0,52 %
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Modalités de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %	-1,25 %	0 %	-1,5 %

- (1) **Taux d'intérêt actuariel annuel** : Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
- (2) **Profil d'amortissement** : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
- (3) **Taux de progressivité des échéances** : de -3 % à 0,50 % (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.

Article 4 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Vilogia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 665 577 € à souscrire par la SA HLM Vilogia, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt, constitué de quatre Lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction en VEFA « Tourrel » de 33 logements collectifs, située rue Auguste Tourrel, à Châteauneuf-les-Martigues.

Article 3 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Vilogia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Vilogia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre (4) logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Vilogia.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Vilogia, ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-3589/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM UNICIL pour le financement de l'opération de réhabilitation de 50 logements sociaux "Résidence Le Lyautey" située Avenue du Mail à Carnoux en Provence**
MET 18/6712/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 50 logements sociaux située Avenue du Mail « Résidence Le Lyautey », à Carnoux en Provence.

Il est à noter en préambule, que la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) a absorbé les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) en juin 2017, puis a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Domicil, devenue SA HLM Unicil, cette opération, d'un montant total de 383 731 € est financée par un emprunt de 383 731 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la ville de Carnoux en Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 191 865,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 66681 en annexe signé entre la SA HLM Domicil devenue SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 383 731 € souscrit par la SA HLM Domicil, devenue UNICIL à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 66681.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 50 logements sociaux située Avenue du Mail « Résidence Le Lyautey » à Carnoux en Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-3590/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 321 Place Général de Gaulle à Salon-de-Provence
MET 18/6739/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social situé 321 Place Général De Gaulle à Salon-de-Provence.

Il est à noter en préambule, que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 30 mars 2017. Cependant, la délibération ayant été prise sur l'offre de prêt et non sur le contrat de prêt, il convient donc de délibérer à nouveau pour compléter ce dossier.

Portée par la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 128 883.21 € est financée par un emprunt de 26 500 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% de la Ville de Salon-de-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, soit 14 575 €.

L'analyse financière de la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme, dont le siège social est situé

69 Chemin de Vassieux, 69647 CALUIRE ET CUIRE, effectuée à partir du bilan certifié 2016, montre un actif comptable égal à 360 169 289 €, un passif réel (dettes) à 82 515 372 €. L'actif net comptable s'élève donc à 277 653 917 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat net comptable 2016 est bénéficiaire de 240 455 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- la délibération du Bureau de la Métropole n° FAG 010/1618/17/BM en date du 30 mars 2017 approuvant une garantie d'emprunt à SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Le contrat de Prêt N° 68542 en annexe signé entre la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité d'apporter des éléments complémentaires à la délibération FAG 010-1618/17/BM du 30 mars 2017 qui ne faisait pas référence au contrat de prêt.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 26 500 € souscrit par la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 68542.

Ce prêt, constitué d'1 ligne de prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition- amélioration d'un logement en PLAI sis 321 Place Général De Gaulle à Salon-de-Provence

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Société Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-3591/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Le Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux "Route des Vignerons" située Impasse du Pas de Trets à La Destrousse - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6722/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements « Route des Vignerons » située Impasse du Pas de Trets à la Destrousse.

Portée par la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal cette opération d'un montant total de 3 559 415 € est financée par un emprunt de 2 749 868 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55%, soit 1 512 427, 40 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève

donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991 ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72635 en annexe signé entre la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 749 868 euros souscrit par la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72635.

Ce prêt, constitué de 7 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements collectifs « Route des Vignerons » située Impasse du Pas de Trets à la Destrousse.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 3 logement(s) réservé(s) concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Le Nouveau Logis Provençal ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-3592/18/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux Domaine de Figuerolles située Avenue Aragon à Martigues - Abrogation de la délibération FAG 22-3041/17/CM du 14 décembre 2017
MET 18/6638/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux située Avenue Aragon à Martigues.

Il est à noter en préambule que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 14 décembre 2017 par délibération FAG 022-3041/17/CM. L'incomplétude de l'article 1 noté sur cette délibération entraîne son irrecevabilité.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 2 349 459 € est financée par un emprunt de 1 782 414,00 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Martigues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 802 086,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, le passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite loi Galland ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64895 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 022-3041/17/CM du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 782 414,00 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64895.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements collectifs située Avenue Aragon à Martigues.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 1 logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-3593/18/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 49 logements locatifs sociaux Les Jardins de Notre Dame située Boulevard Notre Dame à Martigues - Abrogation de la délibération FAG 021-3040/17/CM du 14 décembre 2017**
MET 18/6639/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements locatifs sociaux située Boulevard Notre Dame à Martigues.

Il est à noter en préambule que la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 14 décembre 2017 par délibération FAG 021-3040/17/CM. L'incomplétude de l'article 1 et l'erreur sur le numéro du contrat noté sur cette délibération entraînent son irrecevabilité.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 8 558 382 € est financée par un emprunt de 6 621 376,00 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Martigues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 2 979 619,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, le passif réel (dettes) à 326 522 420 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64902 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 021-3040/17/CM du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 621 376,00 euros souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64902.

Ce prêt, constitué de 4 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 49 logements collectifs située Boulevard Notre Dame à Martigues.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-3594/18/CM

■ **Abrogation des délibérations FAG 205-3224/17/CM et FAG 206-3225/17/CM du 14 décembre 2017 relatives aux Budgets Annexes pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement - Secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne**
MET 18/6704/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence a intégré les compétences obligatoires de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement qui étaient jusqu'alors exercées par les communes.

Sur le secteur du Bassin Minier partagé entre le territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, ces compétences étaient exercées précédemment par le Syndicat Intercommunal du Bassin Minier dit « SIBAM ».

Les Communes membres de ce Syndicat étaient :

- Pour le Pays d'Aix : Gréasque, Mimet et Simiane-collongue,
- Pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin et Saint-Savournin.

Cet établissement dont le périmètre est inclus dans celui de la Métropole a été dissout au 31 décembre 2017 par arrêté du Préfet.

La Métropole a décidé de lui substituer une régie autonome à personnalité juridique dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban ».

Cette dernière a été créée par délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017. L'ensemble des biens, droits et obligations du SIBAM doivent y être transférés.

En fin d'année 2017, se posait toutefois la question du délai nécessaire à la mise en œuvre de cette nouvelle régie compte tenu des obligations institutionnelles et

administratives préalables. Aussi, afin d'assurer la continuité du service public pendant cette période de transition, la Métropole créait de façon temporaire par délibération FAG 205-3224/17/CM du 14 décembre 2017, deux budgets annexes pour les compétences eau et assainissement. Ils devaient permettre de poursuivre la gestion du service jusqu'à ce que la régie soit en capacité de les exercer en pleine opérationnalité.

Le Budget Primitif 2018 de ces deux budgets annexes était adopté le même jour par délibération FAG 206-3226/17/CM.

Il apparaît aujourd'hui que la mise en œuvre de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban a pu se faire dans la continuité de la dissolution du SIBAM.

La régie a pu gérer pleinement les compétences dès le 1^{er} janvier 2018.

Il n'a pas été nécessaire de recourir aux deux budgets annexes temporaires créés par la Métropole par délibération n°FAG 205-3224/17/CM du 14 décembre 2017. Ils n'ont pas été utilisés. Ils sont désormais sans objet.

La régie dispose de ses propres budgets conformément aux dispositions légales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49 ;
- La délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 de création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban ;
- La délibération FAG 205-3224/17/CM du 14 décembre 2017 de création de Budgets Annexes pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement – Secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne ;

- La délibération FAG 206-3225/17/CM du 14 décembre 2017 – Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes Eau et Assainissement – Régie du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce les compétences obligatoires du service public de l'eau et de l'assainissement qui étaient jusqu'alors exercées par les communes,
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence est gérée en pleine opérationnalité par la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban,
- Que la régie dispose de ses propres budgets et comptes de trésorerie conformément aux dispositions légales du CGCT et Code Général des Impôts,
- Que les deux budgets annexes métropolitains créés à titre transitoire n'ont pas été utilisés et n'ont plus d'objet.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération FAG 205-3224/17/CM du 14 décembre 2017 de création de Budgets Annexes pour la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement – Secteur du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne.

Service Public de l'Eau

Est supprimé le budget annexe métropolitain pour la gestion de la compétence « Eau » dénommé EAU - REGIE DU BASSIN MINIER.

Service Public de l'Assainissement

Est supprimé le budget annexe métropolitain pour la gestion de la compétence « Assainissement » dénommé ASSAINISSEMENT - REGIE DU BASSIN MINIER.

Article 2 :

Est abrogée la délibération FAG 206-3225/17/CM du 14 décembre 2017 - Budget Primitif 2018 - Approbation des Budgets Annexes Eau et

Assainissement – Régie du Bassin Minier en Pays d'Aix et d'Aubagne.

Article 3 :

Est attribué à la nouvelle régie autonome à personnalité juridique dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », le bilan des budgets eau et assainissement issus de la dissolution du Syndicat Intercommunal du Bassin Minier dit « SIBAM » au 31 décembre 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-3595/18/CM

■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires MET 18/6661/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du budget primitif le 14 décembre 2017.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 du budget Principal de la Métropole ;
- L'adoption par les Territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Décision Modificative n°1 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	-	-	-
Pays d'Aix	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
Pays Salonais	-	-	-
Pays d'Aubagne	-	-	-
Istres Ouest Provence	-195 000,00	-	- 195 000,00
Pays de Martigues	-	-	-

Article 2 :

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement 0,00 euros

Section d'Investissement - 1 000 000,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

Section de Fonctionnement -195 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 3 :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-3596/18/CM

■ Approbation de la Décision Modificative n°1 du budget annexe des Transports de l'exercice 2018 MET 18/6705/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, la fusion des services transports des Territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 15 décembre 2016 du budget Primitif 2017.

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature M43, elle permet de réaliser des ajustements de crédits, le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des

recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Le total de ces balances est présenté à zéro car les modifications enregistrées concernent exclusivement des transferts de crédits à l'intérieur de chaque section. L'équilibre du budget est identique au vote du budget primitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-3051/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-3597/18/CM

**■ Approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence de l'exercice 2018
MET 18/6663/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le budget annexe Opérations d'aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du MIN, du Crématorium et des Ports Ouest territoires.

Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chaque Budget Annexe, ils sont présentés à zéro car les ajustements opérés concernent exclusivement des transferts à l'intérieur de chaque section, qui ne modifient pas l'équilibre général de chaque budget. Ces transferts concernent les régularisations nécessaires aux modifications apportées à l'instruction budgétaire M57 au 1^{er} janvier 2018, ainsi que des ajustements de crédits en fonctionnement et en investissement.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant le fonctionnement de l'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique

La Décision Modificative n°1 pour 2018 du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Ports de Plaisance, du MIN, de l'Eau, de l'Assainissement, du Crématorium et des Ports Ouest Territoires. Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement:

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Concernant le Budget Ports Ouest Territoires :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-3598/18/CM**■ Approbation de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2018 du Budget annexe Assainissement - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6720/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Fonctionnement	0,00 €
Investissement	+746 937,90 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le budget primitif 2018 adopté le 14 décembre 2017 ;
- Le projet de décision modificative N° 1 de 2018 du Budget Annexe Assainissement.

La Décision Modificative N° 1 de l'exercice 2018 est un budget d'ajustements de crédits. Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés sous la forme d'une balance générale pour ce budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, en mouvements réels, en mouvements d'ordre de la manière suivante :

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative N°1 de l'exercice 2018 du Budget Annexe Assainissement du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est votée et arrêtée au montant suivant. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après:

Fonctionnement	0,00€
Investissement	746 937,90 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-3599/18/CM**■ Approbation de la Décision Modificative n° 1 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence de l'exercice 2018
MET 18/6664/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles ont pour objet de réaliser un ajustement des prévisions budgétaires en recettes

et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n° 1 suivante :

- du budget Eau Potable pour un montant de - 401 900,53 €,
- du budget Assainissement pour un montant de - 6 061 266,33 €,
- du budget Entreprises pour un montant de -1 942,00 €
- du budget Régie Action Sociale pour un montant nul,

- du budget Traitement des Déchets pour un montant nul,

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

Concernant le Budget Eau Potable :

Dépenses de fonctionnement

-Chapitre 011 - Charges à caractère général pour un montant de 25 766 €
-Chapitre 67 - Intérêts moratoires et pénalités sur marché pour un montant de 20 000 €
-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de -166 300 €
-Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement pour un montant de 12 134 €

Recettes de fonctionnement

-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de -108 400 €

Dépenses d'investissement

-Chapitre 2017502500 - Création d'un nouveau champ captant Ventillon pour un montant de -4 315 684 €
-Chapitre 2017502600 - Schéma directeur pour un montant de -150 872 €
-Chapitre 2017502700 - Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages pour un montant de 4 468 588,80 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 300 €
-Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -295 833,33 €

Recettes d'investissement

-Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement pour un montant de 12 134 €
-Chapitre 13 - Subventions d'investissement pour un montant de 91 896,26 €
-Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 64 486,14 €
-Chapitre 21 - Immobilisations corporelles pour un montant de 1 016,40 €
-Chapitre 23 - Immobilisations en cours pour un montant de -88 000 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de -79 200 €
-Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -295 833,33 €

Concernant le Budget Assainissement :

Dépenses de fonctionnement

-Chapitre 011 - Charges à caractère général pour un montant de 115 000 €
-Chapitre 67 - Intérêts moratoires et pénalités sur marché pour un montant de 10 000 €
-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de -193 310 €
-Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement pour un montant de 113 030 €

Recettes de fonctionnement

-Chapitre 74 - Subventions d'exploitation pour un montant de 40 500 €

-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 4 220 €

Dépenses d'investissement

-Chapitre 13 - Subventions d'investissement pour un montant de 98 127 €
-Chapitre 2017502800 - STEP de Fos-sur-Mer pour un montant de 332 160 €
-Chapitre 2017503000 - STEP de Rassuen à Istres pour un montant de -1 900 000 €
-Chapitre 2017503200 - Création du poste de refoulement de Saint-Chamas pour un montant de -1 000 000 €
-Chapitre 2017503300 - Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages pour un montant de 2 567 840 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 4 220 €
-Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -6 208 333,33 €

Recettes d'investissement

-Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement pour un montant de 113 030 €
-Chapitre 13 - Subventions d'investissement pour un montant de 2 880 €
-Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 1 662 003,67 €
-Chapitre 23 - Immobilisations en cours pour un montant de -1 581 666,67 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de -93 900 €
-Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -6 208 333,33 €

Concernant le Budget Entreprises :

Dépenses de fonctionnement

-Chapitre 011 - Charges à caractère général pour un montant de 2 100 €
-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 1 500 €
-Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement pour un montant de -3 521 €

Recettes de fonctionnement

-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 79 €

Dépenses d'investissement

-Chapitre 2017504300 - Réalisation, aménagement et réhabilitation de bâtiments pour un montant de -2 100 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 79 €

Recettes d'investissement

-Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement pour un montant de -3 521 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 1 500 €

Concernant le Budget Régie Action Sociale :

Dépenses de fonctionnement

-Chapitre 65 - Autres Charges de gestion courante pour un montant de 63 000 €
-Chapitre 67 - Charges spécifiques pour un montant de -63 000 €
-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 540 €
-Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement pour un montant de -540 €

Recettes d'investissement

-Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement pour un montant de -540 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 540 €

Concernant le Budget Traitement des déchets :

Dépenses de fonctionnement

-Chapitre 011 - Charges à caractère général pour un montant de -35 740 €
-Chapitre 65 - Autres Charges de gestion courante pour un montant de 10 000 €
-Chapitre 042 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 25 740 €

Recettes de fonctionnement

-Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante pour un montant de 3 000 €
-Chapitre 77 - Produits spécifiques pour un montant de -3 000 €

Dépenses d'investissement

-Chapitre 2017503900 – Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres pour un montant de 28 178 €

Recettes d'investissement

-Chapitre 024 - Produits des cessions d'immobilisations pour un montant de 2 438 €
-Chapitre 040 - Opérations d'ordre transfert entre section pour un montant de 25 740 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le vote des budgets primitifs 2018 du 14 décembre 2017 par délibération n° FAG 037-3056/17/CM ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-3600/18/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participation Budget Annexe Aménagement" de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6721/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n° 2017406300, Participation Budget Annexe Aménagement, d'un montant de 48 000 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174064BP du programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole doit être révisée pour un montant de 270 000 € TTC.

Cette révision s'explique par la prise en charge du protocole transactionnel avec l'entreprise AGILIS relative à l'opération d'aménagement Rousselot.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2017406300 de 48 000 € TTC avant révision à 318 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM portant création de l'opération votée lors du Conseil de métropole du 19 octobre ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération d'investissement;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017406300, Participation BA Aménagement, pour un montant de 318 000 € TTC rattachée au programme 06 Urbanisme et foncier de la Métropole – Code AP 174064BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 48 000 € TTC

CP 2018 : 270 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-3601/18/CM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de "Réhabilitation de la ferme de la Font de Mai et construction d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques natures" - Modification de la délibération FAG 052-2308/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017
MET 18/6726/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de réhabiliter le Domaine de la Font de Mai, patrimoine datant de trois siècles, sur un espace de 100 hectares au pied du Massif du Garlaban, où est construite une bâtisse située au départ des sentiers de randonnées et notamment le sentier Pagnol. Cette bâtisse a conservé toutes les traces de l'évolution des fermes provençales et avec ses dépendances, elle illustre encore la réalité de la vie paysanne traditionnelle au début du siècle dernier. En outre, elle abrite un « écomusée » consacré à l'environnement, la géologie, la faune, la flore et l'agriculture traditionnelle.

Dotée d'une buvette, de sanitaires, d'un logement de gardien et d'un local pour accueillir les bergers, ce lieu nécessite d'être réhabilité en raison notamment de la fragilité du bâti existant qui doit être renforcé. Mais aussi l'ouverture de locaux pour l'heure inaccessible afin d'en permettre la visite. De plus et afin de renforcer l'attractivité du site et de la thématique céramique sont créés 3 logements d'artiste.

C'est ainsi que la buvette sera délocalisée afin d'en permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Cette réhabilitation prévoit également la création d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques naturelles. Cette salle pourra servir pour accueillir des séminaires, des réunions, des groupes de travail....

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil départemental ainsi qu'auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 921 514 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine »	50 %	960 757 euros
ETAT – DRAC	20 %	384 302.80 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	576 454.20 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG052-1332/13/CM du 15 décembre 2016 créant l'autorisation de programme n° 2017403700 relative à l'opération réhabilitation de la Font de Mai ;
- La délibération n° FAG 052-2308/17/CM du 13 juillet 2017 concernant la demande de subvention relative à l'opération citée en objet ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réhabilitation de la ferme de font de mai et construction d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques naturelles ;
- Qu'il y a une erreur matérielle sur l'imputation des recettes.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de territoire sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Projet Font de mai - Nature : 4581174037 - Fonction : 633 - Opération : 2017403700 – Sous-politique : B150.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget primitif 2018 suivant de la Métropole Aix Marseille Provence au chapitre 13,

nature 1313 et 1311 - Fonction : 633 - Opération : 2017403700 – Sous-politique : B150..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-3602/18/CM

■ Demande de subvention pour la "Construction d'un théâtre de verdure sur le domaine de la Font de Mai - Modification de la délibération FAG 051-2307/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017

MET 18/6728/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de réhabiliter le Domaine de la Font de Mai, patrimoine datant de trois siècles, sur un espace de 100 hectares au pied du Massif du Garlaban, où est construite une bâtisse située au départ des sentiers de randonnées et notamment le sentier Pagnol qui abrite un « écomusée » consacré à l'environnement, la géologie, la faune, la flore et l'agriculture traditionnelle.

Le projet consiste à l'aménagement d'un théâtre de verdure sur le domaine de la Font de Mai qui permettra d'accueillir des pièces de théâtre principalement, mais qui sera également utilisé pour organiser les « Musicales de la Font de Mai », festival qui propose chaque année depuis 2014 une programmation musicale, dans un écrin de verdure, avec en toile de fond le Massif du Garlaban.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil départemental ainsi qu'auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 210 000 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine »	50 %	105 000 euros
ETAT - DRAC	20 %	42 000 EUROS
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	63 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG052-1332/13/CM du 15 décembre 2016 créant l'autorisation de programme n° 2017403700 relative à l'opération réhabilitation de la Font de Mai ;
- La délibération n° FAG051-2307/17/CM du 13 juillet 2017 concernant la demande de subvention d'investissement relative à l'opération citée en objet ;
- La lettre de saisine du Président de la métropole Aix Marseille Provence ;

- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement d'un théâtre de verdure sur le domaine de la font de mai ;
- Qu'il y a une erreur matérielle au niveau de l'imputation de la recette.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Projet Font de mai - Nature : 4581174037 - Fonction : 633 – Opération : 2017403700 – Sous-politique : B150.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget primitif 2018 suivant de la Métropole Aix Marseille Provence au chapitre 13, nature 1313 et 1311- Fonction : 633 - Opération : 2017403700 – Sous-politique : B150.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-3603/18/CM

■ Approbation du versement direct des primes rattachées à la compétence assainissement de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse à la Société Publique Local L'eau des collines pour l'exercice 2018

MET 18/6724/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'année 2016, le versement par l'Agence de l'Eau des primes rattachées à la compétence a été effectué directement à la Métropole Aix-Marseille-Provence

A partir de 2018, cette prime peut être versée directement au délégataire, la SPL (société publique locale) l'Eau des Collines afin de faciliter les modes de gestion, ceci étant neutre sur l'équilibre du budget annexe assainissement.

Les primes qui sont concernées par ce transfert d'aide sont les suivantes :

- Prime de performance épuratoire de la station d'Auriol, de Cuges-les-Pins et des systèmes d'assainissement collectif du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- Prime d'assainissement non collectif du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Les articles 45 et suivants de chacun de ces deux contrats précisant les éléments constitutifs de la rémunération de la SPL (société publique locale) l'Eau des Collines ;
- Les contrats de délégation dits : *Contrat portant sur la gestion de l'assainissement* du 5 mars 2014 portant entre autre sur l'assainissement non collectif de l'ensemble du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile mais aussi, le *Contrat portant sur la gestion de l'assainissement des communes Aubagne, Auriol, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, St Zacharie et de Cuges-les-Pins* du 6 octobre 2015 et leurs avenants respectifs ;
- La délibération n° 2015-122 du 1^{er} juin 2015 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prévoyant que la SPL (société publique locale) l'Eau des Collines –

délégataire de son service d'assainissement – est la bénéficiaire des différentes primes de l'Agence de l'Eau se rapportant à l'assainissement (prime pour épuration,...) ;

- La délibération n°2012-25 modifiée du conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse relative aux aides à la performance épuratoire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de reverser tous les ans les différentes primes rattachées à la compétence assainissement listées ci-dessus perçues par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SPL l'Eau des Collines ;
- Qu'il est possible d'éviter ces versements et de prévoir que le bénéficiaire direct de ces primes soit la SPL l'Eau des Collines.

Délibère

Article 1 :

L'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est autorisée à verser à la société publique locale l'Eau des Collines jusqu'au 31 décembre 2018 les différentes primes se rapportant à l'assainissement sur le périmètre du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et notamment celle portant sur :

- La performance épuratoire attribuée pour les systèmes d'assainissement collectif d'Auriol, de Cuges-les-Pins et de manière globale du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La performance épuratoire attribuée pour les systèmes d'assainissement non collectif du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Le versement direct à la SPL Eau des Collines n'a aucune incidence financière sur le budget annexe assainissement de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-3604/18/CM

**■ Assurances- Indemnisation de tiers de victimes de dommages matériels
MET 18/6747/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Six dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 10 454,43 euros (Dix mille quatre cent cinquante-quatre euros et quarante-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. BART Jonathan – sinistre du 25 janvier 2017 – Montant 647.57 euros
- Mme JAOUEN Christine – sinistre du 29 novembre 2016 – montant : 1 530.36 euros
- M. CASANOVA Stephan – sinistre du 18 juin 2017 – montant : 1 785.77 euros
- Mme VALERO CLEMENT France – sinistre du 9 juillet 2016 – montant : 3 897.00 euros
- M. MESI GIANELLI Fatiha – sinistre du 9 juillet 2016 – montant : 1 397.73 euros
- Mme CASENAVE Annick – sinistre du 5 septembre 2017 – montant : 1 196.00 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 10 454, 43 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 2 177,93 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 1 785,77 € pour le budget Collecte, Traitement des déchets, sous politique A 160 fonction 7212 article 65888
- 5 294,73 € pour le budget Eau, sous politique A 160 article 6718
- 1 196,00 € pour le budget Assainissement, sous politique A 160 article 6718

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-3605/18/CM

■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues

MET 18/6742/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire et de procéder à leur réforme.

20 de ces véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines et ouverte aux particuliers. Une large communication sera effectuée auprès des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour leur permettre de participer à ces ventes à titre personnel.

Par ailleurs, 6 véhicules compte tenu de leur état seront repris à la tonne par un ferrailleur, 5 scooters seront repris par le prestataire actuel, Caldentey, dans le cadre du marché (prix argus) et 4 véhicules reconnus économiquement irréparables, après expertise, seront repris par l'assureur actuel, SMACL, (valeur résiduelle du véhicule).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté, de leur kilométrage ou de leur état d'épave.

Délibère

Article 1 :

Les véhicules figurant dans le tableau ci-annexé sont retirés de l'inventaire du patrimoine du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence : sous politique A 110, Fonction 020, chapitre 11, Nature 7788, 6 DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-3606/18/CM

■ Vente des parts détenues par la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Société Publique Locale "Terra 13" au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône MET 18/6800/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Département des Bouches-du-Rhône et le Syndicat Mixte Eurôpe Méditerranéen de l'Arbois (Syndicat Mixte de l'Arbois) ont créé le 4 novembre 2010, la Société Publique Locale « Terra 13 » dont l'objet social est de « réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, réaliser des opérations de construction, exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou toute autre activité d'intérêt général. »

A l'origine, les actionnaires de la SPL Terra 13 étaient le Département et le Syndicat Mixte de l'Arbois.

Consécutivement à la réforme territoriale d'une part, et l'enjeu de rationalisation du paysage intercommunal d'autre part, le Préfet des Bouches-du-Rhône, dans un courrier du 15 décembre 2015, informe le Président du Syndicat Mixte de l'Arbois, la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'obligation de dissoudre le Syndicat et de son intégration dans la Métropole courant 2016.

En conséquence, un arrêté du 17 octobre 2016 a mis fin à l'exercice du Syndicat Mixte de l'Arbois dont la liquidation a été prononcée par un arrêté le 29 mai 2017.

Ce même arrêté a transféré l'ensemble de l'actif et le passif du Syndicat mixte de l'Arbois à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui est donc désormais le second actionnaire de la SPL « Terra 13 »

Désormais, le capital de la société qui s'élève à 1.444.250,00 euros, est réparti de la façon suivante :

- Département : 5430 actions
- Métropole : 20 actions

La société Terra 13 connaît, depuis un certain temps, une baisse importante de son activité. De surcroît, la Métropole disposant d'outils d'aménagement spécifiques et le Département des Bouches-du-Rhône n'étant pas en mesure de lui procurer une activité suffisante à lui seul, ce dernier a, donc, souhaité mettre un terme définitif aux activités de « Terra 13 ».

La solution proposée est celle de la dissolution-confusion, procédure qui, nonobstant sa simplicité et sa rapidité, permet aussi de préserver l'intérêt des salariés de la société.

Selon les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil, cette opération se traduit par la transmission universelle du patrimoine de la SPL « Terra 13 » au profit du Département.

Néanmoins, cela nécessite au préalable que le Département procède au rachat des actions de la SPL appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec pour effet de rendre le Département unique associé, détenteur de l'ensemble des parts sociales de la société publique locale « Terra 13 ».

Pour cela, la Métropole Aix-Marseille-Provence cédera ses 20 actions d'une valeur nominatives de 265,00 euros pour un montant total de 5300,00 euros, conformément aux modalités exposées dans la convention de cession ci-annexée.

La présente délibération a pour objet d'autoriser cette cession pour un montant de 5300,00 euros.

Dans un second temps, par décision de son assemblée délibérante, le Conseil Départemental procédera à la dissolution de la société et sera proposé aux salariés de la société, la reprise de leur contrat, conformément à l'article L 1224-3 du Code du Travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 23 juin 2016 du Conseil de Territoire n° 2016/CT2/107 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l’Arbois ;
- Les courriers du Préfet des Bouches-du-Rhône du 15 décembre 2015, 14 janvier 2016 et 29 juillet 2016 ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°ECO 002-1047/16/CM relative à la dissolution Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l’Arbois – Modalités d’intégration à la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- L’arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 17 octobre 2016 qui a mis fin à l’exercice du Syndicat Mixte de l’Arbois ;
- L’arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 29 mai 2017 qui prononce la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l’Arbois ;
- La délibération du 9 février 2018 prise par la commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le rachat des parts détenues par la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la SPL « Terra 13 ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Département des Bouches-du-Rhône et le Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l’Arbois ont créé la Société Publique Locale « Terra 13 » ;
- Que la dissolution du syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l’Arbois a été prononcée au 31 décembre 2016 ;
- Que l’intégration au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence des agents ainsi que les biens, les contrats, les droits et obligations a été actée à la date de l’arrêté préfectoral de fin d’exercice des compétences ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence détient donc des actions de la Société Publique d’Aménagement « Terra 13 » ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose de ses propres outils d’aménagement ;
- Que le Département des Bouches-du-Rhône a acté de mettre un terme définitif aux activités de Terra 13 par le biais de la procédure dissolution-confusion ;
- Qu’à ce titre le Département des Bouches-du-Rhône doit détenir l’ensemble des parts sociales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de 20 actions que la Métropole Aix-Marseille-Provence détient sur le capital de la Société Publique Local « Terra 13 » au bénéfice du Département des Bouches-du-Rhône moyennant une indemnité de 5300,00 euros (cinq mille trois cents euros).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de cession d’actions.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-3607/18/CM

**■ Demande de remise gracieuse dans le cadre de procédure de mise en débet de l'ancien comptable public antérieurement chargé de la Trésorerie de Marseille Municipale
MET 18/6777/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par jugement n°2017-0011 du 25 septembre 2017, la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte d’Azur a prononcé la mise en débet de Monsieur Christian Michel, ancien comptable public, chargé de la Trésorerie Municipale de Marseille pour les exercices 2008 à 2013.

Le juge des comptes a déclaré M. Michel débiteur de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, aux droits de laquelle succède au 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la somme de 98.626,89 € pour les exercices 2008 à 2013, ainsi que sur les sommes non rémissibles d’un montant de 100 €.

Par un courrier du 18 octobre 2017, le Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet, demande à l'assemblée délibérante de se prononcer sur l'éventuelle prise en charge du débet correspondant au jugement n° 2017-0011 du 25 septembre 2017. Le Directeur mentionne l'article 11 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés, « en application du dernier alinéa du IX de l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 modifié par la loi n° 2015-957 du 3 août 2015, les sommes allouées en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé ».

Le dernier alinéa du IX de l'article 60 stipule qu'« en cas de remise gracieuse, les débits des comptes publics sont supportés par le budget de l'organisme intéressé. Toutefois, ils font l'objet d'une prise en charge par le budget de l'Etat dans les cas et conditions fixés par l'un des décrets prévus au XII. L'Etat est subrogé dans tous les droits des organismes publics à concurrence des sommes qu'il a prises en charges ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 11 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 ;
- L'article 60 de la loi de finances n°63-156 du 23 février 1963 modifiée ;
- Le jugement de la CRC n° 2017-0011 ;
- La lettre du Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet du 18 octobre 2017 n° 2017-0442.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse du Directeur régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur Francis Bonnet, au nom de Monsieur Christian Michel, comptable public de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole en charge de la comptabilité durant les exercices 2008 à 2013.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-3608/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 18/6717/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Suite à la démission de Monsieur Pierre MINGAUD, il convient de procéder à son remplacement au sein du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques des

Bouches-du-Rhône (CODERST) pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ;

- Depuis le 1^{er} janvier 2018, et conformément aux articles L.5217-2, L.5218-2 et L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux communes au sein de certains syndicats mixtes dans le cadre des compétences qu'elle exerce depuis cette date. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a par délibération n°FAG 071-3090/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 désigné ses représentants au sein du Syndicat Intercommunal d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SIAE Eze), du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), de Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer (SYMADREM), du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD), du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV 84) et du Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR). Cependant, il convient de compléter les désignations effectuées au sein des syndicats mixtes suivants :
 - SIAE Eze
 - SABA
 - SEV 84
- Par délibération n°DEV 016-1851/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de l'Office Public d'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole. Suite à la démission de Monsieur Jean-François BOUZAT de son poste d'administrateur, il convient de pourvoir à son remplacement et de modifier sur ce point l'article 2 de la délibération précitée.

Par ailleurs, la société publique locale « Terra 13 » a pour objet de «réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, réaliser des opérations de construction, exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou toutes autres activités d'intérêt général ». Suite à la dissolution prononcée par arrêté préfectoral du 29 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au Syndicat mixte de l'Arbois au sein de cette SPL. Il convient donc de désigner son représentant au sein du conseil d'administration et à l'assemblée générale.

Enfin, conformément à l'article 5 des statuts du « Comité Local pour le Logement Autonome des

Jeunes (CLLAJ) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile », la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre de droit de l'association. Dès lors, il convient de désigner ses représentants au sein de l'assemblée générale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein

d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques des Bouches-du-Rhône (CODERST), du Syndicat Intercommunal d'Aménagement et d'Entretien du bassin de l'Eze (SIAE Eze), du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA), du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV 84) et du conseil d'administration de l'Office Public d'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la délibération n°FAG 071-3090/17/CM du Conseil de la Métropole 14 décembre 2017 et par l'article 2 de la délibération n°DEVT 016-1851/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-3609/18/CM

■ Schéma Directeur d'Organisation des Services - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire MET 18/6856/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'adoption du Schéma Directeur d'Organisation des Services par le Conseil de la Métropole lors de la séance du 18 mai 2017, l'organisation administrative métropolitaine repose sur trois principes :

- une administration métropolitaine unifiée, juridiquement et socialement, relevant de l'autorité exécutive du Président de la Métropole ;
- une administration métropolitaine mutualisée, mettant en commun toutes ses ressources provenant des administrations des anciens EPCI et les organisant dans une logique de rationalisation et d'optimisation ;
- une administration métropolitaine territorialisée, définissant un niveau d'administration de proximité tenant compte de l'étendue géographique de la Métropole et de la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Poursuivant des objectifs de cohérence, de transparence et d'efficacité, l'organisation administrative ainsi adoptée entre dans la seconde phase de sa structuration. Elle est ainsi appelée à être complétée et précisée, et ce au regard de trois enjeux :

- la nécessaire structuration des services de la Métropole mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, conformément à la loi NOTRe ;

- le plein exercice par la Métropole des compétences transférées par les communes depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

- le confortement des fonctions métropolitaines pour une intégration accrue des ressources dans un contexte de maîtrise renforcée des moyens.

L'organisation ainsi proposée doit répondre à l'impératif d'efficacité des services publics de la Métropole, à l'exercice des nouvelles compétences transférées tout en prenant en compte les aspirations professionnelles de l'ensemble des agents. Une meilleure lisibilité de l'organisation et les clarifications nécessaires au sein de l'ensemble métropolitain sont aussi visées.

Après une première phase d'installation des entités relevant de l'échelon métropolitain, la réflexion s'est donc poursuivie afin de proposer une organisation optimale, cohérente et coordonnée de l'échelon territorial, dans le respect des textes applicables.

Les propositions d'organisation soumises au Conseil de la Métropole prennent appui sur la recherche systématique d'économies d'échelle et de mutualisations des moyens humains entre l'échelon métropolitain et l'échelon territorial.

Cette méthode est déployée notamment dans les domaines fonctionnels : Finances, Commande publique et Affaires juridiques, Ressources Humaines, Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, Innovation numérique et Systèmes d'Information, Affaires générales et Moyens généraux, Bâtiments, Patrimoine et Foncier.

De par leur nature, les Directions Générales Adjointes fonctionnelles se situent à l'échelon métropolitain. Leur organisation est de nature hiérarchique et déconcentrée. A cet effet, chaque fonction Ressources métropolitaine affectera un responsable territorial à l'échelon territorial.

Dans chaque domaine concerné, ils auront pour responsabilité de :

- assurer le pilotage stratégique et la coordination des moyens affectés aux services des Conseils de Territoire pour la réalisation de leurs missions dans le cadre des orientations fixées par le Conseil de métropole ;
- veiller à l'utilisation optimale des ressources en fonction des priorités politiques et des moyens alloués ;

- contribuer à la réalisation des ambitions de la Métropole en développant une planification pluriannuelle des moyens ;

- prescrire le cadre procédural adapté à chaque fonction, dans le respect de la réglementation et des décisions de la collectivité ;

- apporter conseils et expertises pour la mise en œuvre de chaque fonction.

Cette méthode de recherche de mutualisations internes est appelée aussi à être étendue à d'autres domaines d'intervention de la Métropole, tels que, par exemple, la Mobilité, l'Eau et l'assainissement...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 005-2005/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 ;
- L'avis du comité technique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoires.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire tel qu'il résulte du présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-3610/18/CM

■ Approbation de la convention-cadre de partenariat 2018 avec le CNFPT MET 18/6744/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de verser au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) une cotisation obligatoire assise sur la masse des rémunérations versées à leurs agents. Pour 2018, le taux de cotisation est fixé à 0.9 %.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent demander au CNFPT des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation, dont le coût est détaillé dans ce document.

La convention-cadre de formation est le document indispensable et préalable pour permettre aux agents de suivre ces formations payantes. Elle n'engage pas le Conseil de la Métropole mais précise le cadre d'une éventuelle commande, au profit des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention intègre aussi le coût des mesures compensatoires en matière d'absentéisme, et d'annulation tardive des sessions « intra » programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la

République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;

- Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention-cadre de formation 2018 proposée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-cadre de partenariat N° RC 18 pour l'année 2018, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole – chapitre 011 – nature 6184 – fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-3611/18/CM

**■ Approbation d'un partenariat de formation professionnelle territorialisée pluriannuelle (PFPT) avec le CNFPT
MET 18/6443/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La nature des évolutions liées à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et leurs impacts sur les métiers et les missions de ses 7 400 agents renforcent le rôle de la fonction formation à la fois au service des politiques publiques et des agents.

Le CNFPT est son partenaire privilégié pour répondre aux besoins spécifiques de développement de compétences des agents du Territoire, dans le cadre d'actions de formations « intra ».

Ce contrat a pour objet de formaliser le contenu du partenariat pluriannuel entre le CNFPT et la Métropole Aix-Marseille-Provence, à partir des objectifs stratégiques de développement des compétences de ses agents et d'accompagnement des politiques publiques qu'elle a définis :

- Développer une culture managériale mobilisatrice et partagée par l'ensemble de la chaîne managériale, véritable levier de la performance collective permettant l'accompagnement des mutations métropolitaines

- Renforcer l'adéquation emploi-compétences afin d'assurer le fonctionnement optimal de l'administration, y compris durant la période de stabilisation de la Métropole

- Préserver la santé physique et mentale et la sécurité au travail en développant la connaissance, la prévention et le suivi des dangers, des risques et des expositions en milieu professionnel ; contribuer à l'amélioration des conditions de travail qui concourent à la qualité du service public de manière durable

- Favoriser l'intégration et l'évolution professionnelles des agents par le renforcement des connaissances et des savoir-faire transversaux afin de répondre à l'impératif d'efficacité des services publics de la Métropole et de satisfaire les aspirations professionnelles de tous ses agents.

Le présent partenariat est conclu pour les années 2018/2019/2020 (sur trois ans) à compter de sa signature.

Les parties peuvent en modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions.

Il sera complété chaque année par un document de programmation annuelle d'actions intra.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée 2018-2020 proposé par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Partenariat de Formation Professionnelle Territorialisée 2018-2020, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer ce Partenariat et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-3612/18/CM

**■ Recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents dans le cadre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6444/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 *portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale* « Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondants à l'emploi créé. ».

Dans ce cadre, il appartient donc au Conseil de la Métropole de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au bon fonctionnement des services au titre des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité au sein des six Conseils de Territoire qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, il est nécessaire de créer des emplois non permanents pour faire face aux accroissements saisonniers d'activité à temps complet et à temps non complet dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant

dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;
- Le décret n°2006-1961 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2011-605 du 30 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au regard des besoins liés à l'accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la création de 844 emplois est nécessaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de 818 emplois non permanents à temps complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille-Provence : 239 emplois
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : 249 emplois
- Pour le Territoire du Pays Salonais : 23 emplois

- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile : 70 emplois
- Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence : 182 emplois
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : 55 emplois.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

- **Sur la Filière Technique**

- Nature des fonctions : coursiers, agents valoristes, agents d'entretien, chauffeurs rumeurs, ripeurs, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, agents d'accueil, agents d'accueil/caisse, garde nature, agents de nettoyage, agents de collecte, agents portuaire, gardiens de parking, conducteurs PL, agents de déchetterie, peseurs en déchetterie, magasiniers, agents d'exploitation de la voie publique.

- Niveau de recrutement : adjoint technique territorial, adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe (pour les conducteurs poids lourds)

- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire 9^{ème} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 370, sans régime indemnitaire : pour le gardien de parking uniquement 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique principal 2^{ème} classe indice brut 351 sans régime indemnitaire : pour le conducteur de poids lourds uniquement

- **Sur la Filière administrative**

- Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents

- Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial,

- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

- **Sur la Filière animation**

- Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances

- Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs

- Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

- **Sur la Filière sportive**

- Nature des fonctions : maîtres-nageurs sauveteurs
- Niveau de recrutement : BEESAN, BPJEPS, BNSSA,

- Niveau de rémunération : 8^{ème} échelon du grade d'éducateur des activités physiques et sportives, indice brut 475, sans régime indemnitaire,

Article 2 :

Est approuvée la création de 26 emplois non permanents à temps non complet pour un accroissement saisonnier d'activité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'affectation est opérée comme suit :

- Pour le Territoire de Marseille Provence : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays d'Aix : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays Salonais : non concerné,
- Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 2 emplois à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire Istres Ouest-Provence : 24 emplois, à hauteur de 17 heures 30 hebdomadaires,
- Pour le Territoire du Pays de Martigues : non concerné.

La répartition de ces emplois s'effectue selon les modalités suivantes :

- Sur la Filière Technique
 - Nature des fonctions : agents d'entretien, agents techniques polyvalents, agents de maintenance, ripeurs, chauffeurs ripeurs,
 - Niveau de recrutement : adjoint technique territorial,
 - Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.
- Sur la Filière administrative
 - Nature des fonctions : agents administratifs polyvalents, agents d'accueil polyvalents,
 - Niveau de recrutement : adjoint administratif territorial,
 - Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.
- Sur la Filière animation
 - Nature des fonctions : animateurs de centres de vacances
 - Niveau de recrutement : Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs
 - Niveau de rémunération : 1^{er} échelon du grade d'adjoint d'animation territorial, indice brut 347, sans régime indemnitaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la création des emplois précités sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal et ses budgets annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-3613/18/CM

■ Approbation d'une convention cadre pour la mise à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un salarié de la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.)

MET 18/6751/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway de Marseille. Le montant des travaux sous maîtrise d'œuvre est estimé à ce stade à 240 M€ HT.

Au Sud, le prolongement du tramway se situera entre la Place Castellane (6^{ème} arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9^{ème} arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Cette extension comportera la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point assurant la jonction avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2^{ème} arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15^{ème} arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Cette opération d'extension comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce, de façade à façade.

Dans ce contexte il y a lieu de remplacer un ingénieur en chef de la Direction Métro Tramway qui a sollicité une mobilité interne au sein de la DGA Mobilité et dont la candidature a été retenue par cette dernière.

Le remplacement de cet ingénieur en chef qui assure la direction technique de cette opération emblématique d'extension du tramway au nord et au sud de Marseille doit impérativement être assuré par une personne dotée d'une solide expérience dans le domaine des transports guidés, et ce, dans les meilleurs délais possibles, dans la mesure où l'opération est passée désormais en phase opérationnelle depuis novembre 2017, avec la signature de l'ordre de service de démarrage des prestations du Maître d'œuvre.

L'objectif étant d'obtenir la déclaration d'utilité du projet avant fin 2019, pour démarrer les travaux en 2020, mettre l'ensemble en service au plus tard pour fin 2023 et avant les Jeux Olympiques de 2024.

Le démarrage de l'opération précitée exige un suivi technique particulièrement pointu.

Le responsable en charge de ce suivi aura à piloter dès 2018 une équipe interne pluridisciplinaire de sept ingénieurs pour cette opération, alors que parallèlement, le Maître d'œuvre prévoit sur cette même période de mobiliser fortement ses équipes (entre 30 et 50 ingénieurs et techniciens) pour l'exécution de la phase Avant-Projet (AVP) et PROJET (PRO).

La publicité pour rechercher des profils adaptés à la technicité de ce poste a été conduite et n'a permis d'enregistrer aucune candidature de la part de fonctionnaires.

A l'issue des entretiens, c'est la candidature d'un agent de la Régie Autonome des Transports Parisiens (R.A.T.P.) -suffisamment expérimenté pour assurer les missions afférentes à ce poste qui requiert des compétences techniques avérées en transports guidés- qui a été retenue.

C'était par ailleurs, le seul candidat à disposer des qualifications techniques spécialisées nécessaires à l'accomplissement des missions afférentes au poste à remplacer. Il doit aussi disposer de compétences managériales éprouvées de conduite d'opérations de projets complexes avec de multiples intervenants, notamment dans le domaine des transports guidés avec la connaissance de la réglementation sécurité des transport sous la tutelle du STRMTG et des organismes qualifiés agréés (OQA).

Il doit aussi être familier des très nombreuses procédures administratives associées à ces projets de TCSP, par exemple procédure d'enquête publique,

dossier loi sur l'eau, dossier de mise en compatibilité du PLU, expropriations, procédures ancrages en façade, permis de construire, dossier installations classées ICPE, etc.... ainsi que des procédures de marchés publics.

L'article 61-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et l'article 11 du décret n° 2008-850 du 18 juin 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, permet la mise à disposition d'un personnel de droit privé au bénéfice d'un employeur territorial lorsque celui-ci fait appel à des qualifications techniques spécialisées pour la réalisation d'une mission.

Cette mise à disposition est subordonnée à la signature d'une convention de mise à disposition entre l'administration d'accueil et l'employeur du salarié intéressé, qui doit recevoir l'accord de celui-ci. La convention est soumise à l'approbation de l'organe délibérant de l'établissement public d'accueil.

Elle doit prévoir, comme pour une mise à disposition sortante, la nature des activités confiées au salarié, ses conditions d'emploi, les modalités de remboursement des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature.

Le présent rapport a donc pour objet d'approuver la convention cadre en vue de la mise à disposition d'un salarié de la Régie Autonome des Transports Parisiens (R.A.T.P.) auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Direction Métro-Tramway – DGA Déléguée Grandes Infrastructures.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2008-580 du 18 janvier 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'opération relative aux extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, nécessite, pour être menée à bien dans des conditions adaptées, les qualifications techniques spécialisées détenues par un salarié, candidat au poste proposé, de la Régie Autonome des Transports Parisiens (R.A.T.P.).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre entre la Régie Autonome des Transports Parisiens et la Métropole Aix-Marseille-Provence, permettant la mise à disposition d'un salarié de la RATP auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-3614/18/CM

**■ Approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6750/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014

de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 I du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Néanmoins, en cas de refus de ceux-ci, la disposition précitée prévoit qu'ils sont alors à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transférée, mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée, auprès du président de l'organe délibérant de l'EPCI. Il en résulte que ces personnels sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences transférées n'a pu intervenir, en totalité, au 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, le concours des communes concernées a été sollicité pour l'exercice de certaines compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine définie. Dès lors, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder d'une part, au transfert effectif du personnel, d'autre part, à la mise à disposition de plein droit auprès de la Métropole d'agents affectés pour partie de leur temps de travail relevant des services suivants :

Concernant la compétence eau, assainissement

Le transfert effectif du personnel au 1^{er} avril 2018 relevant des services « eau, assainissement » n'est possible que sur la commune de Cabriès.

Deux agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.

Compétence Ports de plaisance

Le transfert effectif du personnel au 1^{er} avril 2018 relevant des services « ports » ne concerne que la commune de Berre.

Trois agents exerçant la totalité de leur temps de travail à la compétence seront transférés de plein droit.

Concernant la compétence aire d'accueil des gens du voyage

Le transfert effectif du personnel au 1^{er} avril 2018 relevant des services « aire d'accueil des gens du voyage » ne concerne que la commune de Martigues.

Un agent étant affecté pour 50% de son temps de travail à cette compétence, ayant refusé le transfert, sera mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée pour cette même quotité de temps de travail, auprès de la Métropole conformément au CGCT.

Concernant la compétence politique du logement

Le transfert effectif du personnel au 1^{er} avril 2018 relevant des services « Politique du logement » concerne la commune de Martigues.

Trois agents étant affectés pour 50% de leur temps de travail à cette compétence, ayant, chacun refusé le transfert, seront mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée pour cette même quotité de temps de travail auprès de la Métropole conformément au CGCT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert et la mise à disposition de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1^{er} avril 2018, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole est modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités

Article 3 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts et à

la mise à disposition de plein droit de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-3615/18/CM

■ Mise à jour du tableau des effectifs MET 18/6749/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle des avancements de grade et promotions internes des agents inscrits sur les tableaux d'avancement de la Commission Administrative paritaire du 20 décembre 2017.

Pour favoriser la définition ou la suppression d'emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n°2016-202 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs en chef territoriaux ;
- La délibération n° FAG 074-3093/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la mise à jour des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre des besoins de service et du mouvement de personnel ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires correspondants.

Dans le cadre de la poursuite de la recherche de compétences et de l'adaptation des postes nécessaires au fonctionnement des services, il est procédé à la définition des emplois et la suppression de postes ne correspondant plus aux besoins de l'établissement.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :

- Un analyste financier inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la programmation Pluriannuelle, accompagnement des Directions dans l'utilisation des outils de programmation, suivre le budget Investissement, établir à moyen terme des perspectives des dépenses d'investissement.
Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, capacité rédactionnelle, connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité, connaître les nomenclatures comptables des collectivités, disponibilité.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

Un conseiller juridique marché publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du Droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, conseiller et assister, sur le plan juridique, les directions sur le choix du montage contractuel approprié.
Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, évaluer les risques juridiques, travailler en mode projet, maîtriser la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle, aisance relationnelle, diplomatie. Diplôme d'études supérieures en droit des collectivités territoriales ou droit public.

Un chargé de mission contrôle de gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Apporter une expertise juridique aux directions et services de l'établissement, assurer le conseil et l'assistance auprès des directions et services opérationnels de l'établissement pour assurer

la régularité financière et fiscale des montages et des clauses relatives à la conception et la réalisation de grands projets et des grands contrats.

Profil : connaissance et expérience confirmée en matière financière et droit public, bonne connaissance de la commande publique et notamment des procédures juridiques des contrats complexes, diplomatie, esprit d'équipe. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public ou finances ou fiscalité.

Un responsable subventions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer un conseil auprès des associations, traiter des dossiers de demande de subventions, analyser, étudier et synthétiser les demandes en collaboration avec les référents des territoires et les services opérationnels concernés.

Profil : connaissances du droit des associations, analyser des besoins, travailler en mode projet, capacité d'analyse et de synthèse, rigueur, précision.

- Un chargé de projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Impulser, valoriser, organiser et piloter les plans d'actions et projets en fonction des objectifs définis par la Direction Générale Adjointe. Collaborer à la définition d'outils, en termes de conseil et assistance à apporter aux directions et services de la Métropole et des territoires.
Profil : Piloter, suivre, contrôler et évaluer les activités, connaître les procédures administratives, capacité d'analyse et de synthèse, rigueur, précision, force de proposition.

Pour la Direction Générale Adjointe Urbain et Stratégie Territoriale :

- Un chargé de mission ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Accompagner et conseiller les directions de la DGA dans leur démarche : définition de leur besoin et choix du dispositif à mettre en œuvre, vérifier la rédaction de l'ensemble des contrats publics, apporter son expertise dans les contrats complexes (concours, DSP...).
Profil : analyser les besoins, travailler en mode projet, connaître les instances, processus et circuit de décision, sens de l'organisation.

- Un économiste de flux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Gérer et optimiser les consommations de fluides (chauffage, électricité, eau), mettre en œuvre les travaux nécessaires aux économies d'énergie dans les bâtiments du patrimoine du territoire, inspecter et porter un diagnostic sur les équipements techniques existants, proposer les solutions les plus économiques pour optimiser les installations.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, gérer un budget, connaître la réglementation des marchés publics en matière d'énergie, autonomie, réactivité.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :

- Un chef de processus inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer l'encadrement territorial de proximité d'une équipe polyvalente, en charge de la gestion individualisée de la carrière, de la santé, du temps et de la paie, pour un portefeuille d'agents. Assurer le pilotage transversal de processus métier de la gestion administrative du personnel (veille statutaire, élaboration et actualisation des procédures de gestion, diffusion et accompagnement auprès des équipes RH territoriales).

Profil : connaître le cadre juridique disciplinaire, Connaître le fonctionnement des instances du personnel, gérer les délais impartis, utiliser les outils de gestion et de contrôle, capacité à travailler en équipe et en transversalité.

- Un chargé de mission relations sociales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Contribuer au bon fonctionnement des instances représentatives par un appui juridique, réaliser des analyses juridiques et une veille dans le champ du droit syndical, assurer un conseil juridique auprès des services et des organisations syndicales, organiser et participer aux instances représentatives et aux réunions de concertation syndicale.

Profil : évaluer les risques juridiques, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, connaître les instances, processus et circuits de décision, rigueur, précision, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures en droit public.

- Un médecin de conseil et de contrôle recruté par référence à l'indice majoré 1062 et à

l'article 3-3, 2 alinéa de la loi du 26 janvier 1984 compte tenu de la nature des fonctions
Description du poste : Le médecin est chargé d'émettre des avis sur les aptitudes à la fonction des candidats lors des recrutements, à la mise en stage, à la titularisation, à la demande de prolongation d'activité et à la reprise des fonctions suite à maladie et disponibilité.

De vérifier si l'arrêt maladie est justifié, si la durée de l'arrêt correspond à la pathologie déclarée et vérifie si la pathologie déclarée ouvre droit à un congé maladie particulier.

D'organiser une commission d'imputabilité des Accident de Service, Accident de trajet et Maladie Professionnelle, de valider les examens para cliniques demandés et valider les congés maladie au titre de l'accident.

Il assure l'interface entre la médecine de prévention, le Comité Médical et la Commission de réforme.

Profil : rigueur, capacité de synthèse, diplôme de médecine générale et DU de médecine agréée.

Pour la Direction Générale Adjointe Projet Métropolitaine et Conseil de Développement :

- Un chargé de mission démarches partenariales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner et suivre les contractualisations et partenariats financiers métropolitains confiés à la DGA sur le volet métropolitain du CPER, PIA3, Pacte Etat-Métropole. Préparer, instruire et formaliser les dossiers contractuels transversaux avec les partenaires. Contribuer à animer le Comité des projets métropolitains, instance de financement des projets métropolitains transversaux.

Profil : compétences en matière de marchés publics, connaissance des procédures budgétaires et comptables, esprit de synthèse, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures. Expérience en matière de portage de projet souhaitée.

- Un chargé de mission animation du conseil de développement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Animer le dispositif, assurer la logistique des séances, produire et valoriser les travaux issus des cycles de réflexion dans le but de mobiliser la société civile, accroître l'audience et la reconnaissance du Conseil de Développement.

Profil : connaissance des problématiques d'aménagement du territoire et de développement local, rigueur, sens de

l'organisation, goût du travail en équipe et qualités relationnelles. Diplôme d'études supérieures. Expérience exigée en rédaction de documents et d'études, expérience souhaitée en matière d'animation de démarches transversales.

- Un chargé d'études appui au projet et concertation numérique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Accompagner le dispositif d'élaboration, le suivi et l'évaluation du projet métropolitain, capitaliser les données et études transmises par l'équipe-projet, lancer et suivre les travaux complémentaires (dont prospective), travailler à la rédaction des supports et publications utiles au projet métropolitain, assurer également la mise en œuvre de l'ensemble des supports de concertation numériques utiles à la DGA Projet Métropolitain et Conseil de développement.

Profil : connaissance des outils statistiques, goût du travail en équipe, qualités relationnelles, réactivité. Diplôme d'études supérieures. Expérience souhaitée en conduite d'études ou en gestion de projet et sur des logiciels informatiques de partage de données et de visioconférences.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :

- Un chef de projet applications inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Participer au développement et à l'intégration d'une nouvelle application, de composants réutilisables ou de maintenance d'une application existante, analyser et comprendre les besoins fonctionnels, rédiger des spécifications techniques détaillées, préparer et conduire des éventuelles consultations, analyser les solutions et propositions de choix en collaboration avec la Direction des Finances.

Profil : Maîtriser l'outil informatique, connaître l'architecture et les fonctionnalités d'un système, capacité d'animation, force de proposition.

- Un responsable du pôle poste de travail inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Être chargé de l'encadrement d'une équipe, de l'assistance à la définition des standards et procédures, de l'affectation des matériels, de la définition des images standards des postes, de la maintenance des postes, des versions, des

misés à jour. Suivre les postes de travail des tests et recettes utilisateurs des équipements informatiques, des détections et limitations des virus, du suivi de l'évolution de l'équipement.

Profil : maîtrise de l'architecture matérielle et logicielle du poste de travail et des périphériques associés, du monde IP, aisance relationnelle, compréhension des solutions organisationnelles, capacité d'analyse, de synthèse.

- Deux chefs de projet informatique inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service, assister la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, conduire des projets d'informatisation. Organiser le maintien en conditions opérationnelles des applications, produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation.

Profil : animer des groupes de travail, aider à la décision, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse, capacité de planification. Diplôme d'études supérieures ou équivalent avec spécialisation dans le domaine informatique.

- Un ingénieur réseaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification sur les Datacenter, les serveurs, les annuaires, les réseaux et télécommunications, les postes de travail, les applications transverses (messagerie, GED, sites internet) et les applications d'infrastructures avec la supervision, le pilotage des interventions des prestataires de service. Apporter une expertise technique auprès des clients internes et assurer un soutien nécessaire à l'équipe.

Profil : accompagner l'élaboration de projet, concevoir des outils et des procédures, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, autonomie, force de proposition, rigueur, précision. Diplôme Ingénieur ou Bac + 5 en systèmes/réseaux.

- Un chef de service pilotage, coordination, cohérence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner l'ensemble des projets lancés au sein de la Direction des Infrastructures Informatiques et

Télécommunications, garantir une cohérence technique et fonctionnelle de l'ensemble des solutions intégrées, prendre en charge également la gestion de proximité des infrastructures informatiques et de télécommunication du Territoire du Pays d'Aubagne.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques / stratégiques en plan d'actions, connaissance et mise en œuvre des marchés publics, animer, encadrer et diriger une équipe, pragmatisme, sens de l'intérêt général.

**Pour la Direction Générale Adjointe
Communication et Relations Extérieures :**

- Un chargé de communication territoire Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la mise en œuvre de la politique de communication interne et externe des territoires et des conseils de territoires, assurer la diffusion d'information auprès des publics cibles et coordonner les actions de la DGACRE dans les territoires, élaborer et suivre la réalisation des supports de communication et d'information destinés aux territoires, assurer l'organisation des manifestations territoriales en lien avec la DGACRE.
Profil : connaissance du droit de la communication, connaissance du contexte administratif et organisation des territoires et de la métropole, savoir piloter les prestataires internes et externes, respect des consignes, esprit d'analyse, esprit de synthèse.
- Un attaché de presse inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Rédiger des communiqués et dossiers de presse, organiser des rencontres avec la presse (écrite, web et audiovisuelle locale, nationale et internationale), élaborer un fichier presse, relances téléphoniques des journalistes, conseiller et assister les élus et les publics internes, analyser l'information, concevoir et mettre en place des outils adaptés (analyses de presse, synthèses, pressbooking, etc.)
Profil : connaissance du droit de la presse, maîtrise du statut de la fonction publique territoriale, maîtrise des délais, discrétion, créativité, rigueur.

**Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité
Déplacements Transports Espace Public et Voirie:**

- Un chargé de mission marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Suivre l'exécution des contrats de marchés publics et des contrats de concession de la DGA Mobilité, conseiller et expertiser dans l'élaboration des marchés publics et des contrats de délégations de service public de la DGA.
Profil : connaissance du fonctionnement de l'institution et de l'environnement des collectivités territoriales, capacités d'analyse et de décision et de synthèse, discrétion et rigueur. Master II en droit.

Pour le territoire Marseille Provence

- Un responsable de division pôle Eau inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Superviser l'équipe de comptables, mettre en place des tableaux de bord en vue d'améliorer les délais de mandatement, mettre en place un tableau de suivi des rejets et les analyser, suivre les recettes (RODP, DSP, Branchements particuliers...), suivre sur les DE non engagées par les comptables.
Profil : élaborer et suivre un budget, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, connaître les principes des engagements comptables, disponibilité, esprit d'équipe, rigueur, précision.
- Un chef de service pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer la préparation et l'exécution du budget et participer aux procédures budgétaires de la Direction des Grandes Infrastructures sous la responsabilité de son directeur, coordonner l'activité du service finances, comptabilité et recettes, organiser et encadrer une équipe de comptables et gestionnaires de marchés pour l'exécution des dépenses et la préparation des titres de recettes.
Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, élaborer un document comptable, encadrer et diriger une équipe, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, connaître les principes des engagements comptables, sens des responsabilités, sens du service public, pragmatisme.
- Un chargé de mission marchés publics – pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.
Description du poste : Assurer le lancement et le suivi des marchés publics en procédures formalisées et/ou adaptées,

s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler et évaluer, élaborer des dossiers juridiques et comptables.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître et veiller au respect de la réglementation, force de proposition.

- Un chargé d'études architecte - pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Réaliser les études techniques dans le domaine de l'infrastructure et de l'aménagement des espaces urbains, favoriser une insertion architecturale de qualité dans les projets d'aménagements urbains, apporter un appui technique dans ce domaine, formaliser les études et les rapports d'aide à la décision, restituer et diffuser les résultats d'études.

Profil : concevoir et conduire un projet, évaluer la faisabilité d'un projet, mettre en œuvre des compétences architecturales, capacité d'analyse, esprit d'équipe. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de projet centre-ville – pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Coordonner et piloter la réalisation de nouveaux équipements, l'entretien et l'exploitation d'infrastructures routières, d'ouvrages d'art ou de réseaux, analyser les besoins, les données techniques et économiques. Définir le projet, étudier la faisabilité et le coût du projet et proposer des solutions techniques et financières.

Profil : planifier un budget d'opérations, rédiger les comptes rendus, connaître la réglementation de l'aménagement de l'espace public, connaître les principes de la commande publique, esprit d'équipe, sens de la hiérarchie.

- Un chef de projet grandes opérations – pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Analyser les besoins, les données techniques et économiques et définir le projet. Etudier la faisabilité et le coût du projet et proposer des solutions techniques et financières. Sélectionner les moyens et les méthodes à mettre en œuvre et planifier les opérations de chantier, étudier la conception et la réalisation du projet.

Profil : planifier un budget d'opération, rédiger les comptes rendus, connaître la réglementation de l'aménagement de l'espace public, connaître les principes de la

commande publique, esprit d'équipe, sens de la hiérarchie.

- Un chargé d'études ingénierie des déchets pôle propreté inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Réaliser les études techniques dans le domaine de l'ingénierie des déchets, apporter un appui technique dans ce domaine aux directions du traitement des déchets et de la propreté urbaine.

Profil : concevoir et conduire un projet, évaluer la faisabilité d'un projet, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un directeur ressources et méthodes pôle espace public inscrit à la nomenclature en référence aux cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Contribuer à la réalisation des études de la Direction de Pôle par la mise à disposition des moyens et ressources nécessaires. Manager la Direction en charge de l'achat public, des ressources humaines, des finances, de la logistique pour l'ensemble de la Direction de Pôle. Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction.

Profil : concevoir et / ou suivre des tableaux de bord, concevoir et conduire un projet, encadrer et diriger une équipe, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de coordination administrative pôle propreté inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Elaborer et suivre l'exécution du budget fonctionnement et investissement du service traitement des déchets ultimes. Apporter une expertise juridique et financière en matière de suivi des contentieux..

Profil : concevoir et conduire un projet, évaluer la faisabilité d'un projet, autonomie, capacité d'adaptation.

Article 2 :

Il est nécessaire de redéfinir des emplois de territoire pour permettre leur adéquation avec les besoins identifiés, sans création de postes budgétaires :

- Un directeur adjoint du métro – pôle infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : Diriger, en appui du Directeur Métro Tramway, les opérations complexes et s'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces

projets, conduire une des grandes opérations de la Direction et assurer son rôle de responsable dans le cas du suivi des aspects qualité, coûts et délais.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, concevoir et conduire un projet, capacité d'adaptation. Diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures.

Article 3 :

Compte tenu de l'inadéquation de certains postes aux besoins organisationnels, il est proposé de supprimer les deux postes visés ci-dessous comme suit :

- Un poste de chef de projet BHNS au sein de la Direction Générale des Services transports Espace Public et Voirie
- Un poste de conseiller technique au sein de la Direction Générale des Services - Territoire Marseille Provence

Le tableau des effectifs constitue l'annexe de la présente délibération.

Article 4 :

Ces mesures seront financées par les crédits figurant à cet effet au chapitre 012 des budgets 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-3616/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au projet d'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian, de marque Viewray par l'Institut Paoli-Calmettes
MET 18/6626/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En mars 2017, la Métropole a voté son Agenda du Développement Economique dans laquelle sont définies six filières d'excellence dont la santé. Cet écosystème représente en effet près de 76 000 emplois et Marseille héberge le 2nd réseau hospitalier de France. La Métropole a souhaité ainsi renforcer le rôle de leader de Marseille dans le domaine de la Recherche en Santé.

Parmi les secteurs de pointe, Marseille est pionnière en matière de la lutte contre le cancer : en effet, le « centre anticancéreux » de Marseille voit le jour suite à un arrêté de novembre 1925. Cette entité qui fonctionnait en partie à l'Hôtel Dieu et en partie à l'hôpital de la Conception, est à l'origine du futur Institut Paoli-Calmettes (IPC). Quarante-trois ans après sa création, l'IPC est mondialement reconnu pour ses activités de lutte contre le cancer, de soin et de recherche et compte aujourd'hui pas moins de 1 523 salariés dont 186 praticiens et 94 internes et étudiants. En région PACA, chaque année 223 000 patients sont pris en charge au titre du cancer et 30% des décès sont liés à cette maladie.

La lutte contre les cancers fait appel à plusieurs thérapies : la chirurgie, le traitement médicamenteux et la radiothérapie qui vise à détruire les tumeurs cancéreuses par des radiations. La radiothérapie peut être prodiguée soit au contact direct de la tumeur, qualifiée dans ce cas de radiothérapie interne, soit à distance de celle-ci, qualifiée dans ce cas de radiothérapie externe.

Aujourd'hui encore, les oncologues considèrent la radiothérapie externe comme une composante tout à fait essentielle des traitements mis en œuvre contre le cancer car elle permet de mieux cibler les tumeurs. La principale difficulté reste dans la précision du ciblage de la tumeur qui peut affecter d'autres cellules « saines ». Toutefois, les dernières évolutions technologiques combinant un accélérateur de particules et imagerie par résonance magnétique (IRM), constituent une révolution thérapeutique majeure. En effet, ce type de technologie permet d'irradier les tumeurs plus précisément tout en limitant les séquelles et effets secondaires.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 1 000 000 euros à l'Institut Paoli-Calmettes pour l'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu majeur et différenciant pour la Métropole de conforter la filière Santé et de miser sur le segment des thérapies innovantes,
- La valeur ajoutée pour le territoire, en termes de positionnement et de renommée, conférée par le déploiement d'une technologie de pointe et peu répandue.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017100405 relative au projet d'acquisition d'un accélérateur linéaire avec IRM embarqué MRIdian de marque VIEWRAY pour un montant de 1 000 000 euros TTC, inscrit au budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204182 – Fonction 67 opération n°2017100405.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

- CP 2018 : 300 000 euros TTC
- CP 2019 : 700 000 euros TTC

ECO 002-3617/18/CM

**■ Création de la Fondation "Institut GIPTIS" en vue de sa reconnaissance d'utilité publique (FRUP) - Approbation de la qualité de membre fondateur de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Fondation - Versement d'un apport à la dotation initiale de la Fondation - Désignation d'un représentant
MET 18/6655/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La santé est l'une des six filières sur laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité afficher une ambition forte et volontaire dans le cadre de son Agenda du Développement Economique voté en mars 2017. Ce secteur représente en effet, sur le territoire de la Métropole près de 76 000 emplois et son réseau hospitalier constitue le deuxième réseau hospitalier de France.

La recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation sont par ailleurs des volets stratégiques de l'action métropolitaine, des facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires, et des vecteurs et accélérateurs de développement économique. La recherche produit en effet les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

La présente délibération concerne le projet « Institut GIPTIS » (Genetics Institute for Patients Therapies Innovation and Science) GIPTIS est un projet majeur et structurant dans le domaine de la santé. Il vise à créer à Marseille un institut de recherche et de médecine du futur dédié aux maladies rares, dont l'ambition est de devenir un centre d'innovation scientifique et médicale.

Reconnue comme une priorité nationale de santé publique depuis 2004, les maladies rares sont caractérisées par leur nombre, leur complexité, leur sévérité et la dispersion des malades. L'optimisation de leur prise en charge nécessite l'accumulation de connaissances et rend indispensable l'utilisation d'outils technologiques de pointe.

De plus, l'Institut GIPTIS a été conçu afin d'intégrer au sein d'un lieu unique, l'ensemble des acteurs d'un écosystème aujourd'hui éclaté et dont chaque maillon est essentiel à la prise en charge des patients, au diagnostic et au soin, à la recherche sur les maladies rares et au développement de médicaments. La prise en charge des pathologies rares nécessite cette boucle vertueuse.

Marseille dispose d'une expertise internationalement reconnue avec les équipes de recherche et de soins du CHU Timone (13 centres de référence maladies rares labellisés par le Ministère de la Santé, 71 centres de compétences, 2 filières nationales de santé, une fédération hospitalo-universitaire, 10 équipes de recherche et de soins à l'origine de 22 brevets...).

Le projet GIPTIS ambitionne de révolutionner la prise en charge des patients en les plaçant au cœur d'un système intégré de soins et de recherche, alliant les recherches fondamentales et cliniques tout en assurant en un même lieu les activités allant du diagnostic à la mise au point du traitement.

GIPTIS offrira :

- Un bâtiment de 21 000 m² à la pointe de la technologie sur le campus hospitalo-universitaire de la Timone,
- Des modalités d'accueil du public profondément remaniées,
- L'accueil des consultations de l'ensemble des centres de référence maladies rares soit plus de 15 000 consultations par an,
- 8 modules de recherche pouvant accueillir une trentaine d'équipes d'excellence, soit près de 300 chercheurs,
- 4 modules de recherche privée dédiés à une douzaine d'entreprises (2 000 m²),
- 6 centres de ressources technologiques de pointe,
- Des services de support et d'accompagnement de la recherche au cœur de l'Institut et des activités de recherche pour des projets de développement afin d'accompagner et d'accélérer les développements thérapeutiques et les retombées médicales et économiques.

GIPTIS contribuera également significativement au développement du territoire métropolitain par une dynamique d'attractivité nationale et internationale pour attirer sur le territoire les meilleurs chercheurs du domaine avec un fort axe de coopération internationale en particulier euro-méditerranéenne.

L'implication en amont d'industriels dans le développement de projets innovants est également un élément majeur du projet et un facteur clé de succès.

L'objectif est de créer une fondation reconnue d'utilité publique, « Institut GIPTIS » dont les membres fondateurs sont EURORDIS, (alliance non gouvernementale européenne d'associations de malades), la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP), l'Union pour les Entreprises des Bouches du Rhône (UPE13) et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole souhaite devenir membre fondateur de la Fondation GIPTIS compte-tenu :

- de l'importance du projet GIPTIS en termes de recherche et de santé publique,
- de la crédibilité des acteurs qui portent le projet,
- et de l'ambition novatrice du projet en phase avec la stratégie de développement de la Métropole,

Pour rappel, une fondation est l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif.

L'ensemble de ces biens, droits ou ressources constitue la dotation de la fondation, nécessaire à sa reconnaissance d'utilité publique.

Les personnes morales de droit public peuvent participer à la création d'une fondation, dès lors que celle-ci entre dans le champ de leurs compétences.

Dans ce cadre et au regard de sa compétence en matière de développement économique et plus précisément en matière de soutien aux programmes de recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer au projet GIPTIS en devenant membre fondateur de cette fondation destinée à être reconnue d'utilité publique.

La décision de reconnaissance d'utilité publique d'une fondation relève du pouvoir discrétionnaire du gouvernement.

La demande de reconnaissance doit être présentée et signée pour tous les membres fondateurs et être accompagnée notamment des projets de statuts de la fondation eux-mêmes signés par l'ensemble des fondateurs.

Une fois réceptionnée, la demande est transmise pour avis, par le Ministre de l'Intérieur, au Préfet du département siège de la fondation, au ministre concerné et enfin au Conseil d'Etat.

Ensuite, le gouvernement, qui n'est pas tenu par l'avis consultatif du Conseil d'Etat, décide ou non d'accorder la reconnaissance d'utilité publique à l'établissement. Si tel est le cas, le Premier Ministre, adopte alors un décret qui reconnaît l'utilité publique de l'établissement et approuve ses statuts annexés. Ce décret est ensuite publié et la fondation acquiert alors la personnalité juridique.

Le projet de fondation, reconnue d'utilité publique (FRUP) « Institut GIPTIS » prévoit une dotation initiale de 1 557 000 euros versée, notamment par les membres fondateurs, suivant le schéma prévisionnel suivant :

- Fondation GIPTIS, fondation sous égide de la Fondation pour la Recherche Médicale, ayant pour objet de préfigurer la future FRUP « Institut GIPTIS » : 1 000 000 euros dont 900 000 euros apportés par AFM Téléthon.
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 500 000 euros
- Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence : 50 000 euros
- Union Pour les Entreprises 13 : 2 000 euros
- Association EURORDIS : 5 000 euros

L'Institut sera administré par un Conseil d'administration composé de 15 membres dont :

- 4 membres au titre du collège des fondateurs ;
- 5 membres au titre du collège des membres de droit, à savoir l'Université Aix-Marseille (AMU), l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM),

l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- 5 membres au titre du collège des personnalités qualifiées, lesquelles seront des personnes physiques choisies en raison de leur compétence au regard de l'objet de la Fondation et/ou de ses domaines d'activité ;
- et 1 membre au titre des partenaires institutionnels, s'agissant de l'association AFM-Téléthon.

Lors du dépôt de la demande de reconnaissance d'utilité publique de la fondation, il sera nécessaire de communiquer la liste des membres pressentis pour le premier Conseil d'administration de la fondation. Par la suite et en application de l'article 3 des projets de statuts de la fondation, il convient de procéder à la désignation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'administration de la future FRUP, étant précisé que celui-ci sera soit le Président de la Métropole en sa qualité de représentant légal de l'EPCI, soit toute autre personne désignée par le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et notamment ses articles 18 et 18-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'optimisation de la prise en charge des maladies rares nécessite l'accumulation de

connaissances et rend indispensable l'utilisation d'outils technologiques de pointe ;

- Que dans ce cadre, compte-tenu de sa compétence en matière de développement économique, et plus précisément de soutien en matière de programmes de recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite participer au projet « Institut GIPTIS », aux côtés de la CCIMP, de l'UPE13 et de EURORDIS ;
- Que l'objectif de ce projet est de créer une fondation destinée à être reconnue d'utilité publique, « Institut GIPTIS », dont l'ambition est de révolutionner la prise en charge des patients en les plaçant au cœur d'un système intégré de soins et de recherche, alliant les recherches fondamentales et cliniques, tout en assurant en un même lieu les activités allant du diagnostic à la mise au point du traitement ;
- Qu'il convient donc de créer cette fondation « Institut GIPTIS » et de solliciter sa reconnaissance d'utilité publique ;
- Qu'à cette fin, il convient d'approuver le versement d'un apport en numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la dotation initiale de cette fondation et de désigner le représentant de la Métropole au sein du Conseil d'administration de cette fondation ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création de la fondation « Institut GIPTIS » en vue de sa reconnaissance d'utilité publique, ainsi que la qualité de membre fondateur de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Article 2 :

Sont approuvés les projets de statuts de la fondation « Institut GIPTIS », joints en annexe ;

Article 3 :

Est sollicitée la reconnaissance d'utilité publique de la fondation « Institut GIPTIS » ;

Article 4 :

Est approuvé le versement d'un apport en numéraire à la dotation initiale de la fondation « Institut GIPTIS » d'un montant de 500 000 euros, lequel sera irrévocablement affecté à la dotation sous réserve de l'obtention de la reconnaissance d'utilité publique de la fondation par décret en Conseil d'Etat.

Article 5 :

Est désigné(e) pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'administration de la fondation « Institut GIPTIS » :

- Monsieur Frédéric COLLART.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer la demande de reconnaissance d'utilité publique de la fondation « Institut GIPTIS », les projets de statut de la fondation, l'acte notarié de donation à intervenir pour le versement de l'apport à la dotation initiale de la fondation, ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole -.Sous-politique B360 - Chapitre 26 – Nature 266 Autres formes de participation – Fonction 67.

ECO 003-3618/18/CM

■ Projet d'implantation d'une usine de production de silice à haute dispersion du groupe chinois QUECHEN au sein de la plateforme industrielle et d'innovation PIICTO dans la Zone Industriale Portuaire de Fos-sur-Mer - Approbation de principe du cofinancement MET 18/6733/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1 – Contexte

L'industrie métropolitaine se distingue par la diversité de ses secteurs d'activités : aéronautique, mécanique, santé, énergie, environnement, numérique, biens intermédiaires (raffinage, chimie, sidérurgie). L'agenda du développement économique voté par la Métropole souligne le caractère résilient que confère une telle diversité de filières pour l'économie et la moindre désindustrialisation subie par cette dernière sur la période 2008/2013 par rapport à la moyenne nationale. Toutefois, certains bassins d'emplois comme le golf-de-Fos et le pourtour de l'étang de Berre sont particulièrement sensibles aux mutations industrielles et ce sont 60 000 emplois dans l'économie productive que la Métropole devrait créer pour rejoindre les taux d'emploi des grandes Métropoles françaises.

Pour cela, la Métropole valorise ses atouts :

- la multi modalité routière, maritime, fluviale, ferrée ;

- l'interconnexion des sites industriels par des réseaux denses de pipelines avec accès au meilleur coût à de nombreuses matières premières ou utilités ;
- des disponibilités foncières au cœur du marché euro-méditerranéen et adaptées à l'industrie ;
- un relationnel étroit et ancien entre les acteurs privés et les acteurs publics qui favorise l'exercice des activités industrielles existantes tout comme l'émergence de projets nouveaux ;
- un important terreau de ressources humaines qualifiées ;
- La structuration de plateformes industrielles valorisant les synergies d'utilités et de services au profit d'une compétitivité accrue.

Le projet d'implantation du groupe chinois Quechen à Fos-sur-Mer s'inscrit pleinement dans cette stratégie qui consiste à conforter l'attractivité de Métropole tout en valorisant le potentiel industriel qui tend à être exemplaire en matière d'innovation et d'écologie industrielle.

Créé en 2006 et situé dans l'est de la Chine, ce groupe est spécialisé dans la production de silice entrant principalement dans la fabrication de pneumatiques basses consommations, mais aussi de dentifrice et de produits pour l'alimentation animale. Il dispose actuellement d'une capacité de production annuelle de silice d'environ 180 millions de tonnes et projette à moyen terme d'augmenter cette capacité à 500 millions de tonnes. Le groupe, possédant quatre usines en Chine, emploie près de 500 salariés et réalise un chiffre d'affaires proche des 100 millions d'euros.

Aujourd'hui le groupe prévoit, au titre de sa stratégie de développement à l'international, de construire une usine en Europe d'une capacité de production de 160 millions de tonnes de silice avec comme objectif, dans une logique de rationalisation des coûts, de répondre aux demandes croissantes de ses différents clients notamment en Europe (par exemple : Michelin, Pirelli, Continental, Bash, Colgate...). Cette implantation permettra au groupe de construire une relation partenariale et de proximité avec ses clients européens et de travailler à la mise en place d'un véritable écosystème autour de cette filière.

Après une première étape de sélection, trois sites étaient en concurrence : Rotterdam (Pays Bas), Krefeld (Allemagne) et Fos-sur-Mer (périmètre PIICTO). Une véritable « task force » composée de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'Etat, de la Région, du Grand Port Maritime de Marseille, de l'agence de développement Provence Promotion, de Kem One et de l'association plateforme industrielle et d'innovation Caban Tonkin (PIICTO), s'est organisée afin de proposer une offre complète et cohérente au groupe Quechen.

Cette dynamique partenariale exemplaire, au-delà de mettre en avant une offre unifiée et lisible, a permis de valoriser la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer, zone de premier rang, qui permettra d'assurer le rayonnement de l'entreprise sur l'ensemble du continent européen et plus largement sur le pourtour du bassin méditerranéen. Aussi, le groupe a officialisé le cadre d'une négociation exclusive avec le territoire à l'occasion du déplacement du Président de la République en Chine le 8 janvier 2018.

Le projet d'implantation à Fos-sur-Mer prévoit dans un premier temps une unité de production de silice puis une unité produisant du silicate de sodium et de l'acide sulfurique. Ce projet représente un investissement de 105 millions d'euros et la création de 130 emplois. Le site comptera également une unité de R&D qui emploiera une dizaine de chercheurs.

Quechen, dans une logique de proximité fera appel à un fabricant d'acide sulfurique ou à des distributeurs basés à proximité de Fos-sur-Mer. Le silicate de sodium, venant quant à lui de Chine en vrac, sera déchargé au terminal de la plateforme industrielle et d'innovation Caban Tonkin (PIICTO) ou à travers le terminal à conteneurs de Fos-sur-Mer. Il s'agit d'un véritable projet d'implantation et non d'une opération de croissance externe avec un nombre de créations d'emploi significatif et des investissements nets. Ces investissements de par leur ampleur seront un atout pour l'économie du territoire concerné par cette implantation et pour l'écosystème construit autour du projet PIICTO.

Il s'agit aujourd'hui d'officialiser et de rendre visible les engagements consentis par les partenaires pour favoriser l'implantation de l'entreprise.

Suite aux différents échanges avec les partenaires financeurs du projet, le plan de financement suivant a été stabilisé :

- l'Etat s'est positionné sur une subvention de 1 560 000 € au titre d'une Prime à l'Aménagement du Territoire (soit 12 000 € par emploi créé) qui sera présentée pour validation lors d'une prochaine Commission interministérielle des aides à la localisation des activités ;
- Total Développement Régional interviendrait par une subvention de 455 000 € (soit 3 500 € par emploi) au titre de sa Convention Volontaire de Développement Economique et Social ;
- la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont quant à elles convenu d'intervenir autour de trois axes : une aide directe à l'entreprise Quechen pour ses investissements productifs et immobiliers qui constitueront un abondement de ladite Prime à l'Aménagement du Territoire pour un total de 2 340 000 € (soit en totalité 18 000 € par emploi

créé), une aide pour une installation dite « Plug and Play » portée par le groupe Kem One, et ce, par l'intervention des deux collectivités sollicitée pour 1 341 000 € et une exonération fiscale au titre des taxes locales durant les cinq premières années d'implantation du groupe Quechen. L'équilibre global de ces interventions sera basé sur une parité d'intervention de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il s'agit ainsi d'acter le principe d'intervention suivant :

- une aide à l'investissement immobilier des entreprises de 900 000 € accordée à Quechen au titre de son projet d'implantation ;
- une avance remboursable de 670 500 € en faveur de l'entreprise Kem One qui financera des infrastructures nouvelles (« plug and play ») permettant la mutualisation de la production de vapeur entre Kem One et Quechen. Le coût de ces installations (raccordements + racks) qui relieront les deux entités étant estimé à 3 800 000 € ;
- une exonération des taxes locales (CFE/CVAE/TF) pour une durée maximale, selon les taxes, de cinq exercices au profit de Quechen, soit une somme prévisionnelle d'environ 500 000 €.

L'ensemble de ces interventions est conditionné aux analyses techniques et juridiques et à la mise en conformité de l'intervention Métropolitaine au regard de la réglementation européenne applicable en matière d'aides d'état.

Elles feront l'objet de délibérations spécifiques ultérieures déterminant leurs conditions d'octroi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le Code général des impôts et notamment ses articles 1465 et 1586 nonie ;
- le règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité

- sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- la demande d'aide à l'investissement immobilier adressée par la société QUECHEN à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- le régime cadre exempté de notification N°SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 susvisé ;
- le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- la délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2017-2021 ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- la délibération n° FAG 008-490/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, relative à l'instauration d'une politique métropolitaine d'exonérations facultatives temporaires de cotisation foncière des entreprises, s'appliquant de droit à la part CVAE de la Métropole .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- le caractère structurant du projet d'investissement de la société Quechen ;
- l'inscription du projet dans la stratégie Métropolitaine de développement économique au sein des plateformes industrielles existantes ;
- le recours à des synergies industrielles permettant d'accroître l'attractivité globale du site PIICTO à Fos-sur-Mer ;
- la création d'emplois directs et indirects liés au projet ;

- la volonté de réaffirmer l'engagement de la Métropole à soutenir le projet du groupe Quechen.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une intervention Métropolitaine au titre de l'implantation future du groupe Quechen sur la commune de Fos-sur-Mer par l'attribution d'une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 900 000 € accordée à la société à constituer pour le projet porté par le groupe Quechen à Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'une avance remboursable de 670 500 € accordée en faveur de l'entreprise Kem One qui financera des infrastructures nouvelles (« plug and play ») permettant la mutualisation de la fourniture de vapeur industrielle pour le projet.

Article 3 :

Conformément à la délibération n° FAG 008-490/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, est approuvé le principe des exonérations temporaires à la Contribution Economique Territoriale (CFE et CVAE) au profit du Groupe Quechen pour un montant d'environ 500 000 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-3619/18/CM

**■ Approbation du protocole d'accord de résiliation amiable du contrat de concession d'aménagement du secteur des Calanques à La Ciotat avec la SEMIDEP
MET 18/6117/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La démarche de ré-industrialisation du site des chantiers navals de La Ciotat a été mise en œuvre grâce à l'effort conjugué des partenaires publics et privés, qui ont su élaborer un plan stratégique de développement industriel par la promotion d'un pôle de réparation navale de haute et moyenne plaisance. Dans ce cadre, il est devenu nécessaire de mobiliser les ressources foncières encore inexploitées sur le site des anciens chantiers de construction.

Par délibération n° 029-208/08 du 8 février 2008, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a confié à la SEMIDEP, le soin de réaliser une opération d'aménagement sur son terrain adjacent au domaine public maritime départemental. L'objet de cette

opération devait permettre d'offrir aux entreprises sous-traitantes du site, des espaces et locaux d'activités adaptés à leurs besoins et non encore présents sur le secteur.

Une convention a été signée le 10 mars 2008 entre MPM et la SEMIDEP. L'équilibre de cette convention reposait sur la cession de lots de terrain à des tiers privés, avec charge pour la SEMIDEP de réaliser les travaux d'aménagement. Les analyses économiques réalisées par la SEMIDEP ont cependant montré que ce montage n'était pas adapté à la mise en œuvre du projet stratégique tel qu'aujourd'hui projeté.

Les parties élaborent actuellement, un nouveau schéma contractuel mieux adapté au projet. Afin de sécuriser juridiquement ce nouveau projet et le montage opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP conviennent d'un commun accord de mettre fin à tous les effets de la convention de 2008. Le protocole d'accord joint en annexe a pour objet la résiliation formelle et amiable de cette convention, sans indemnités de part ni d'autres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole n° ECO 029-208/08 du 8 février 2008, relative à l'approbation de la concession d'aménagement à la SA SEMIDEP-CIOTAT pour la réalisation d'une opération d'aménagement sur le terrain dit « des Calanques » à la Ciotat ;
- Les délibérations du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° 1044/07 du 17 décembre 2007 et n°DEV 004-511/08 du 18 juillet 2008, relatives à l'approbation du marché de démolition et de son avenant n°1, pour la démolition des bâtiments industriels en friche sur le terrain dit « des Calanques » à la Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les analyses économiques réalisées par la SEMIDEP ont montré que ce montage opérationnel n'était pas adapté à la mise en œuvre du projet stratégique tel qu'aujourd'hui projeté,
- Que les parties ont souhaité l'élaboration d'un nouveau schéma contractuel mieux adapté au projet,
- Qu'aux fins de sécuriser juridiquement ce nouveau projet et le montage opérationnel, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP conviennent d'un commun accord de mettre fin à tous les effets de la convention de 2008.
- Que la résiliation amiable entre les parties ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité de part ni d'autre,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation amiable du contrat de concession d'aménagement du secteur dit « des Calanques » à La Ciotat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP CIOTAT signé en 2008.

Article 2 :

Est approuvé le protocole d'accord de résiliation amiable, ci-annexé, qui précise que cette résiliation amiable ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole d'accord.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-3620/18/CM

**■ Approbation de la création d'une filiale de la SPL SEMIDEP, société dédiée à la réalisation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un "cluster" industriel, tourné vers le yachting
MET 18/6352/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A la suite de la signature du protocole d'accord de 1994 qui a scellé la fin du conflit social déclenché par la faillite de la NORMED et la création de la SEMIDEP-Ciotat en 1995, le site des chantiers navals de la Ciotat s'est progressivement hissé aux premiers rangs du marché des services techniques aux grands yachts (*refit*). A lui seul, et sur la base des données disponibles, le site représente entre 8% et 10% du chiffre d'affaires mondial du secteur et il accueille chaque année 1/7^e de la flotte mondiale de « Super yachts » de plus de 50m.

La raison d'être essentielle de la SEMIDEP-Ciotat consiste à poursuivre et achever la ré-industrialisation du site des chantiers navals dans son ensemble, dans le cadre d'une stratégie arrêtée par son Conseil d'administration où siègent les différentes collectivités territoriales actionnaires.

Les statuts de la SEMIDEP-Ciotat la dotent pour ce faire d'un objet social portant sur le développement économique, industriel et maritime de La Ciotat, en particulier en ce qui concerne le site des ex-chantiers navals et le Port Vieux. La SEMIDEP-Ciotat peut à ce titre mener toutes actions d'aménagement, acquisition, location, vente, concession, ou mise à disposition des terrains et immeubles réaménagés ou construits par elle, réaliser la construction d'immeubles et équipements publics, exercer toutes activités de gestion déléguée de services industriels et commerciaux, particulièrement s'agissant d'espaces, équipements et activités portuaire et créer et exploiter des parcs immobiliers d'entreprises.

Pour atteindre son objectif de ré-industrialisation et de développement de l'emploi, et inscrire durablement le site de la Ciotat aux premiers rangs mondiaux du *refit* de grands yachts, le Conseil d'administration de la SEMIDEP-Ciotat a approuvé en 2017 un nouveau projet stratégique. Il consiste à développer au sein des chantiers navals un véritable écosystème d'excellence industrielle spécialisé (« cluster »), permettant de traiter localement les projets de *refit* les plus complexes et de créer environ 900 nouveaux emplois qualifiés.

La mise en œuvre de ce projet requiert la valorisation du potentiel foncier encore inexploité sur l'emprise des anciens chantiers de construction, y compris l'aménagement d'un terrain en friche de 3,3 hectares environ, dit « zone des calanques », dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire. Ce terrain présente les caractéristiques adéquates pour y développer un programme d'immobilier d'entreprises adapté aux besoins spécifiques des nombreux sous-traitants du secteur du *refit* de yachts, qui sont en général des sociétés de petite – voire de très petite – taille, très spécialisées et soumises à un environnement concurrentiel particulièrement intense.

Cette orientation, sous-tendue par une étude pluridisciplinaire conduite au cours de l'année écoulée et dont les conclusions ont été validées par les instances décisionnaires de la SEMIDEP-Ciotat, conduit à réviser sensiblement le modèle économique précédemment envisagé pour l'aménagement de la parcelle métropolitaine précitée.

Par une délibération du 8 février 2008 (Eco 029-2018/08/CC), le Conseil de Communauté de Marseille-Provence-Métropole avait en effet confié à la SEMIDEP-Ciotat le soin de réaliser une opération d'aménagement dont l'objet était de « *promouvoir le pôle de réparation navale de haute et moyenne plaisance* » en vue notamment « *d'offrir à des entreprises des espaces ou des locaux pour des activités non encore existantes* ». Cette délibération avait été suivie de la conclusion d'une convention signée le 10 mars 2008.

Dans les faits, cette convention n'a toutefois que très partiellement été mise en œuvre, pour divers motifs circonstanciels, de sorte qu'il a été convenu de procéder à sa résiliation amiable, par la signature entre les parties d'un protocole.

Aussi, aux fins de la mise en œuvre du nouveau schéma stratégique définie par la SEMIDEP-Ciotat en concertation avec ses actionnaires, il a été décidé la constitution par la SEMIDEP-Ciotat d'une société filiale dont le capital et les droits de vote seraient détenus directement et en intégralité par cette dernière.

Cette filiale, constituée sous la forme de société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce, sera ainsi créée exclusivement pour les besoins du projet de réalisation et d'exploitation d'un programme d'immobilier d'entreprises dédié au développement d'un cluster industriel tourné vers le yachting sur la zone des Calanques et ayant pour objet le développement économique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'un contrat de concession de travaux et de service public à conclure avec cette dernière, sur le fondement de l'exception de quasi-régie (« *in house* »).

La filiale dédiée conclura en outre avec la SEMIDEP-Ciotat, sur le fondement là aussi de l'exception de quasi-régie, des marchés portant sur la conception et la réalisation de ce programme immobilier ainsi que sur son exploitation.

L'article L. 1524-5 du CGCT, qui trouve à s'appliquer à la SEMIDEP-Ciotat en vertu des dispositions de l'article L. 1531-1 du même code, prévoit à cet égard que « *toute prise de participation (...) dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration (...)* ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1531-1 et L.1524-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les statuts de la Société Publique Locale (SPL) SEMIDEP-Ciotat ;
- Les stipulations des projets de statuts de la société filiale à constituer annexé à la présente ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour atteindre l'objectif de ré-industrialisation du site des anciens chantiers navals de la Ciotat et inscrire durablement ce site aux premiers rangs mondiaux du refit de grands yachts, le Conseil d'administration de la SEMIDEP-Ciotat a approuvé en 2017 un nouveau projet stratégique qui consiste à développer au sein des chantiers navals un véritable écosystème d'excellence industrielle spécialisé (« cluster »).
- Que la mise en œuvre de ce projet requiert la valorisation du potentiel foncier encore inexploité sur l'emprise du site, y compris l'aménagement d'un terrain en friche dit « zone des calanques », dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire.
- Que ce terrain présente les caractéristiques adéquates pour y développer un programme d'immobilier d'entreprises adapté aux besoins spécifiques des nombreux sous-traitants du secteur du *refit* de yachts.

- Que la mise en œuvre de ce nouveau plan stratégique par la SEMIDEP et ses actionnaires et la réalisation de ce programme immobilier nécessite la constitution d'une société dédiée, filiale de la SEMIDEP dont le capital et les droits de vote seraient détenus directement et intégralement par cette dernière.

Délibère

Article unique :

Est donné accord à la SEMIDEP-Ciotat pour la création de la société filiale dont le projet de statuts est annexé à la présente ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-3621/18/CM

■ Approbation du principe de lancement d'une délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un "cluster" industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat - Approbation du principe de la délégation de service public à conclure avec la LCS Yachting Village et caractéristiques générales du service délégué

MET 18/6252/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au principe d'unicité de gestion posé par le protocole d'accords du 17 août 1994 qui a scellé la fin du conflit social et la fermeture de la NORMED, la SEMIDEP-Ciotat a été créée en 1995 afin d'assurer la ré-industrialisation maritime du site des anciens Chantiers navals de la Ciotat. Les engagements successifs pris par les collectivités et partenaires publics, ont permis la mise en œuvre d'un plan stratégique et le développement d'un pôle d'expertise industrielle et technologique lié au monde du yachting.

C'est ainsi que la SEMIDEP-Ciotat s'est vue déléguer l'aménagement, la gestion et l'exploitation du port maritime de commerce et de pêche de la Ciotat dans le cadre d'un contrat de concession conclu avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Aux termes de ce contrat, la SEMIDEP-Ciotat transformée depuis le 3 décembre 2010 en société publique locale (SPL), a notamment pour mission de conduire l'action économique nécessaire à l'implantation des entreprises et à la création des emplois recherchés dans le cadre du projet de reconversion du site.

Le développement du site en un pôle de référence mondial pour les services techniques aux yachts de

très grande taille, s'articule autour de trois grands axes complémentaires :

- le développement sur le site d'un pôle d'expertise industrielle et technologique de premier plan ;
- l'amélioration continue des services connexes répondant aux besoins spécifiques de la clientèle du yachting ;
- la poursuite du développement des capacités d'accueil du site.

Ce dernier axe nécessite aujourd'hui la mise à disposition d'ateliers et bureaux aux entreprises partenaires et sous-traitantes de l'activité du refit et du yachting.

Le secteur dit « zone des Calanques », au nord-ouest du site, est stratégiquement identifié pour remplir cette fonction dans le schéma de développement global.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, propriétaire de ce terrain et compétente en matière de développement et d'aménagement économique, souhaite ainsi y ériger un service public dédié à l'exploitation d'un « cluster industriel » tourné vers le Yachting.

Il est proposé de confier la réalisation des ouvrages nécessaires et la gestion de ce service à la société LCS YACHTING VILLAGE, filiale détenue à 100% par la SEMIDEP-Ciotat, via un contrat de délégation de service public sous forme concessive pour une durée de trente ans.

Le délégataire assurera la maîtrise d'ouvrage d'un programme de travaux estimé à 15,6 M€ HT et l'exploitation du service, notamment la gestion des autorisations d'occupation du domaine public délivrées aux entreprises à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence. Il assurera un niveau d'équipements permettant de garantir le confort, l'adaptabilité des locaux en fonction de la demande et leur sécurité, et prendra en charge l'entretien, la maintenance des infrastructures et des constructions, ainsi que le gardiennage du site, conformément aux objectifs de la collectivité.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé, conformément à l'article L1411-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le contrat de délégation de service public sera conclu sans publicité ni mise en concurrence, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le rapport de présentation joint en annexe définissant le service public à déléguer, les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 mars 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement et d'aménagement économique ;
- Que la conduite de l'action économique, nécessaire à l'implantation des entreprises et à la création d'emplois recherchés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, s'inscrit dans le projet de reconversion industrielle des anciens chantiers navals de La Ciotat ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous la forme d'une concession de service public, apparaît être le mode de gestion le mieux adapté pour la réalisation et l'exploitation d'un programme

immobilier d'entreprises dédié au développement d'un « cluster » industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat ;

- Qu'une société filiale exclusivement dédiée à ce service sera créée par la SEMIDEP-Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession de service public d'une durée de trente ans, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié au développement d'un « cluster » industriel tourné vers le yachting sur le site des chantiers navals à la Ciotat, à conclure avec la LCS YACHTING VILLAGE, filiale à 100% de la SPL SEMIDEP-Ciotat.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation de service public et des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-3622/18/CM

■ **Projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Approbation du contrat de concession de travaux au bénéfice de la SPL SOLEAM MET 18/6177/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de son ancienneté, celle-ci s'est organisée au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activité dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance. Sera en particulier ciblé le segment des bateaux de 12 à 18 mètres.

L'objectif à terme consiste donc à implanter et organiser des services dédiés à l'entretien / réparation

de bateaux, couvrant l'ensemble de la gamme des besoins plaisanciers métropolitains et disposant d'une palette compétitive de services et équipements nécessaires à leur exploitation : ateliers, bureaux, parkings clients, postes à flot, espace à terre, aire de carénage et moyens de levage, sur un site sécurisé.

Sur le littoral méditerranéen, ces pôles multiservices sont de plus en plus privilégiés par les plaisanciers qui y trouvent une diversité d'acteurs et de savoir-faire, préférables à un essaimage d'installations moins performantes.

Par la délibération n°MET/17/3817/CM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo et a manifesté sa volonté de confier à la SPL SOLEAM la réalisation de cette opération dans le cadre d'un contrat de concession de travaux.

Au vu de sa composition et de ses statuts, cette société entretient une relation « *in house* » avec la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par suite, en application de l'article 16.III de l'ordonnance n°2016-65 du 26 janvier 2016 relative aux contrats de concessions, la désignation de la SPL SOLEAM comme concessionnaire n'est pas subordonnée à la mise en œuvre d'une procédure de publicité préalable et de mise en concurrence.

Par la présente délibération, il est ainsi proposé de confier à la SPL SOLEAM la réalisation de la restructuration ainsi que l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, via un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans.

Le périmètre de l'opération est d'une superficie de 28 927 m², soit 10 881 m² pour le plan d'eau et 18 046 m² pour la surface terrestre.

La concession comprend la réalisation de travaux d'infrastructures maritimes et terrestres et de bâtiment :

Infrastructures : réalisation d'une jetée et d'une contre-jetée, réalisation d'un ponton flottant, réalisation d'un dé et d'une grue de levage, réaménagement du terre-plein central consistant en une aire de carénage (zone technique et aire de stationnement sécurisée pour accueillir les bateaux), réalisation de parkings, réalisation de voiries de dessertes et de manœuvres redimensionnées en fonction des besoins de l'opération.

Bâtiments : démolition d'un bâtiment existant et réalisation a priori d'un bâtiment linéaire en R+3 d'environ 4 000 m² de surface de plancher (SDP) comprenant et accueillant :

En Rdc : Ateliers de réparation donnant de plain-pied sur l'aire de carénage

En R+1 : commerces d'accastillage (exemple)

En R+2 et R+3 : des bureaux uniquement dédiés aux activités tertiaires en lien avec des activités maritimes

Les principales recettes attendues, pour la première année d'exploitation des nouvelles installations, reposent sur les locations escomptées à hauteur de 667 900 €, 504 500 € correspondant aux recettes locatives et 163 400 € pour les mises à disposition (terre-plein et poste travail à flot).

Les missions confiées à la SPL SOLEAM sont les suivantes :

-Procéder aux études nécessaires à la réalisation de l'opération, et notamment la finalisation des études de programmation, la réalisation des études opérationnelles ainsi que d'une manière générale préparer l'ensemble des dossiers préalables pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, qu'il s'agisse du domaine maritime ou terrestre ;
-Proposer, en cours d'opération, toute modification de programme qui s'avérerait nécessaire, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants, sans toutefois remettre en cause l'objet et l'équilibre financier de la concession ;
-D'une manière générale, assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération telle que décrites dans le contrat de concession, ainsi que la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à leur exécution et proposer toute modification de programme qui s'avérerait opportune ;
-La reprise et la gestion des contrats et autorisations d'occupation du domaine public en cours
-Exploiter les ouvrages réalisés pendant une durée de 25 ans (délivrance des autorisations d'occupation du domaine public après mise en concurrence) et remettre à cette échéance lesdits ouvrages à la collectivité concédante selon les modalités définies au contrat de concession.

Les engagements financiers de la Métropole

Le montant total des investissements est estimé à 11 239 954 €_HT.

La participation de la collectivité s'élève à un montant de 4 000 000 € HT, conformément à la délibération MET 17/3817/CM du 19 octobre 2017.

Cette participation s'explique par le fait que la réalisation de cette opération comporte des contraintes particulières:

-en ce qui concerne les futurs occupants, les tarifs appliqués doivent rester compétitifs dans un contexte économique fragile, en particulier pour celui de la plaisance, avec une volonté de remplissage rapide des locaux ;
-en ce qui concerne les investissements, les ouvrages à réaliser sont complexes : digue/ quais nécessitant des dragages et l'obtention de plusieurs autorisations administratives, sur un site situé sur le Domaine Public Maritime ;

-une prise de risque importante liée aux aménagements à réaliser (pollution, déroctages complémentaires probables...).

La participation fera l'objet de versements définis en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur le bilan annexé au contrat de concession. L'échelonnement est le suivant :

Année 2018 : 500 000 €
Année 2019 : 2 000 000 €
Année 2020 : 1 000 000 €
Année 2021 : 500 000 €

La Métropole Aix-Marseille Provence sollicitera, pour ce montant global, des subventions notamment auprès des collectivités départementales et régionales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 26 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n°DEV 012-1689/15 du 21 décembre 2015 relative à la convention n°17/0091 confiant à la SOLEAM la réalisation d'une étude de restructuration de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n° ECO 006-1051/16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'avenant n°1 à la convention n°17/0091 ;
- La délibération n° MET 17/3817/CM du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de retenir la SPL SOLEAM en tant que concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de concession de travaux correspondant, établi pour une durée de 25 ans ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 4 000 000 € HT, correspondant aux subventions à demander auprès des collectivités départementales et régionales, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Année 2018 : 500 000 €

Année 2019 : 2 000 000 €

Année 2020 : 1 000 000 €

Année 2021 : 500 000 €

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de concession et ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-3623/18/CM

■ Adhésion à l'association "Pacte PME" et paiement de la cotisation 2018 MET 18/6251/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association a pour objet de renforcer les relations entre les PME et les grands comptes (grandes entreprises publiques ou privées, établissements publics, ministères, collectivités locales,...) qui peuvent être leurs clients ou leurs partenaires.

Pour ce faire, les activités de l'association se déploient sur deux axes :

- L'ouverture des grands comptes à de nouveaux fournisseurs ou partenaires,

- Le renforcement des PME ou ETI qui sont déjà leurs fournisseurs ou partenaires.

Ces axes sont mis en œuvre en associant non seulement des grands comptes et des organisations professionnelles représentant des PME, mais aussi des établissements financiers, des investisseurs, des établissements d'enseignement supérieur, des établissements publics de recherche, des pôles de compétitivité et des organismes publics d'aide aux PME.

L'association agit dans le cadre d'une démarche intitulée « mobilisation positive » décrite dans le « Pacte PME » à laquelle les membres doivent adhérer.

L'adhésion de la Métropole à l'association « Pacte PME » est un moyen de fédérer l'ensemble des acteurs autour de dispositifs contribuant à la mise en œuvre de son Agenda du Développement Economique. Aussi, la Métropole entend soutenir le « Métropolitain Business Act (MBA) » initié par la CCIMP et développer les actions structurantes de la relation entre les donneurs d'ordre et les PME du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence délibéré lors du Conseil métropolitain du 30 mars 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Pacte PME » et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 12 400 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-3624/18/CM

■ Approbation du principe de la transformation de la Société Publique Locale Istres Etang de Berre en Société d'Economie Mixte MET 18/6764/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

1- Contexte

La société publique locale (SPL) Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire, a été constituée en vue de participer à la pérennisation de l'activité aéronautique dans le secteur de l'Ouest de l'Etang de Berre. A ce titre, elle maîtrise d'importantes surfaces de locaux d'activités, ainsi que de terrains, destinés à accueillir les activités liées à la filière aéronautique.

En effet, depuis la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, les collectivités locales ont la possibilité de créer des SPL permettant de procéder à l'étude, à la réalisation et à la gestion d'opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, à des opérations de construction, de maintenance, de rénovation et de réhabilitation, mais aussi la gestion de missions d'intérêt général.

Une SPL dispose d'un régime similaire à celui des sociétés d'économie mixte locales. Elle est régie par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et du Code du Commerce. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- un actionnariat détenu à 100 % par le public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales,
- une activité exclusivement au bénéfice de ses actionnaires, sur un unique territoire,
- la possibilité pour ses actionnaires de conclure avec la SPL des contrats sans mise en concurrence

lorsque lesdits actionnaires sont en relation de quasi-régie avec elle.

Toutefois, si le statut juridique de la SPL a pu faciliter le lancement des projets grâce à l'absence de mise en concurrence, il s'avère aujourd'hui handicapant à plusieurs titres, et notamment :

- Une SPL ne peut pas être missionnée par une personne morale qui n'en serait pas actionnaire.
- Une SPL ne peut pas développer d'opérations « en propre », c'est-à-dire en dehors de tout contrat avec un de ses actionnaires.
- Une SPL ne peut pas prendre de participation dans une société commerciale.

Or, au stade où se situe le développement de l'opération, il importe que cette société puisse s'intégrer dans le secteur concurrentiel.

Dans ces conditions, il est proposé de la faire évoluer vers un statut de société d'économie mixte (SEM), dans laquelle les collectivités resteront obligatoirement majoritaires, mais aux côtés d'autres partenaires privés, publics ou parapublics.

Outre apporter de la diversité dans les instances de la société, notamment au conseil d'administration, l'ouverture ainsi opérée permettra d'enrichir les réflexions au sein de cet organe.

2- Processus

La transformation de la SPL en SEM nécessite plusieurs étapes.

1) La réduction de capital

La première étape est constituée par une réduction de capital. En effet, les pertes cumulées de la société, depuis sa constitution, s'élèvent à 2 196 740 euros, pour un capital de 17 150 000 euros. Ce niveau de perte ne présente aucun caractère alarmant, mais il convient, afin de faciliter l'entrée des nouveaux actionnaires, que cette situation soit apurée.

Par conséquent, il est proposé une réduction de capital par imputation de ce report à nouveau négatif à concurrence de 2 195 200 euros (le solde soit 1 540 euros restant en report à nouveau) sur la valeur nominale des actions, qui passerait de 10 000 euros à 8 720 euros.

Le capital social serait ainsi ramené de 17 150 000 euros à 14 954 800 euros, et la part des actionnaires à :

- Pour la Métropole Aix Marseille Provence : 14 082 800 euros (contre 16 150 000 euros)

- Pour la Commune d'Istres : 872 000 euros (contre 1 000 000 d'euros).

2) L'augmentation de capital

L'entrée des nouveaux actionnaires « privés », au nombre de deux, se fera par une augmentation de capital d'un montant de 2 703 200 euros, par création de 310 actions nouvelles d'un montant nominal de 8 720 euros, sans prime d'émission.

Actionnaire	Montant en euros	Montant en actions	Pourcentage
Métropole Aix Marseille Provence	14 082 800	1615	79.75%
Ville d'Istres	872 000	100	4.93%
Sous-total Collectivités	14 954 800	1 715	84.69%
Caisse des Dépôts et Consignation	1 351 600	155	7.65%
Caisse d'Epargne	1 351 600	155	7.65%
Sous-total autres actionnaires	2 703 200	310	15.30%
TOTAL	17 658 000	2 025	100%

Par ailleurs, l'arrivée de ces nouveaux actionnaires va nécessiter de modifier la composition du conseil d'administration. Ainsi deux nouveaux sièges qui leur seront attribués, les collectivités conservant cinq sièges.

3) La transformation en SEM : la modification des statuts.

La transformation de la société en SEM nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SPL, y ajouter les dispositions propres aux SEM, et adapter l'objet social de la social de la nouvelle société.

Sur ce dernier point il convient dès lors d'autoriser le représentant de la Métropole aux assemblées générales à voter en faveur de cette opération.

Ainsi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il s'agit d'acter par la présente délibération, les principes suivants tels que détaillés précédemment:

- autoriser la société publique locale Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre à se transformer en société d'économie mixte et à cet effet, autoriser ses représentants à voter en faveur de toute résolution de l'assemblée générale destinée à concrétiser cette opération
- plus particulièrement autoriser ses représentants à voter en faveur de la réduction de capital social d'un montant de

Par ailleurs, le droit préférentiel de souscription, qui permet à un actionnaire de souscrire à une augmentation de capital à proportion de la part qu'il détient, sera supprimé au profit des nouveaux actionnaires.

A l'issue de cette augmentation, le capital social sera réparti de la manière suivante :

2 195 200 euros par diminution de la valeur nominale des actions de 10 000 euros à 8 720 euros ; ainsi que de la modification de l'article 7 des statuts ;

- autoriser également ses représentants à voter en faveur d'une augmentation de capital d'un montant de 2 703 200 euros, par création de 310 actions nouvelles d'un montant nominal de 8 720 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de nouveaux actionnaires ; ainsi qu'en faveur de la modification de l'article 7 des statuts ;
- autoriser aussi ses représentants à voter en faveur de la modification de l'article 15 des statuts relatif à la composition du conseil d'administration,
- autoriser enfin ses représentants à voter en faveur de la modification de l'article 2 « objet », destinée à le mettre en conformité avec les dispositions applicables aux SEM,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code du Commerce

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- le caractère de ce projet structurant pour le territoire
- sa place dans la mise en œuvre du plan « Dirigeables » national
- son inscription dans la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence telle que définie dans son Agenda dédié
- la nécessité de le connecter davantage à la filière aéronautique dont il relève et qui figure parmi les 6 filières prioritaires métropolitaines
- la valeur ajoutée que représente la transformation de la SPL en SEM

Délibère

Article 1 :

Le principe de la transformation de la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en société d'économie mixte est approuvé et le représentant de la Métropole est autorisé à voter en faveur de toute résolution de l'assemblée générale destinée à concrétiser cette opération.

Article 2 :

La réduction du capital permettant d'apurer les pertes cumulées par la société est approuvée. La Métropole autorise dès lors son représentant à voter en faveur de la réduction de capital social d'un montant de 2 195 200 euros par diminution de la valeur nominale des actions de 10 000 euros à 8 720 euros ainsi qu' à voter en faveur de la modification de l'article 7 des statuts dans les termes suivants :

Ancienne rédaction :

Le capital social est fixé à la somme de DIX SEPT MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (17.150.000 euros) divisé en 1 715 actions de 10000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 10000 euros chacune, soit SEIZE MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (16.150.000 euros)

*Ci.....
.....1615 actions*

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

- par la Commune d'Istres : 100 actions de 10000 € chacune, soit un million d'euros (1.000.000 euros)

*Ci.....
.....100 actions.*

Nouvelle rédaction :

Le capital social est fixé à la somme de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE QUATRE MILLE HUIT CENTS EUROS (14.954.800 euros) divisé en 1 715 actions de 8720 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 8720 euros chacune, soit QUATORZE MILLIONS QUATRE VINGT DEUX MILLE HUIT CENTS EUROS (14.082.800 euros)

*Ci.....
.....1615 actions*

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

- par la Commune d'Istres : 100 actions de 8720 € chacune, soit huit cent soixante-douze mille euros (872.000 euros)

*Ci.....
.....100 actions.*

Article 3 :

La Métropole autorise son représentant à voter en faveur d'une augmentation de capital d'un montant de 2 703 200 euros, par création de 310 actions nouvelles d'un montant nominal de 8 720 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de nouveaux actionnaires ; ainsi qu'en faveur

d'une nouvelle modification de l'article 7 des statuts dans les termes suivants afin de tenir compte de cette évolution :

Ancienne rédaction :

Le capital social est fixé à la somme de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE QUATRE MILLE HUIT CENTS EUROS (14.954.800 euros) divisé en 1 715 actions de 8720 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 8720 euros chacune, soit QUATORZE MILLIONS QUATRE VINGT DEUX MILLE HUIT CENTS EUROS (14.082.800 euros)

*Ci.....
.....1615 actions*

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

- par la Commune d'Istres : 100 actions de 8720 € chacune, soit huit cent soixante-douze mille euros (872.000 euros)

*Ci.....
.....100 actions.*

Nouvelle rédaction :

Le capital social est fixé à la somme de DIX SEPT MILLIONS SIX CENT CINQUANTE uivante :

<i>Commune d'Istres</i>	<i>1</i>
<i>SAN OUEST PROVENCE</i>	<i>4</i>

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Les représentants de la métropole Aix-Marseille-Provence seront choisis parmi les représentants des communes qui composaient le territoire Ouest Provence.

Conformément à l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précité, la responsabilité civile résultant de l'exercice

HUIT MILLE EUROS (17 658 000 euros) divisé en 2 025 actions de 8720 euros de valeur nominale chacune, dont plus de la moitié et 85 % au plus doit être détenue par des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales.

Article 4 :

Est approuvée la modification des statuts pour la transformation de la SPL en SEM tels qu'annexés à la présente délibération et plus particulièrement, la Métropole autorise son représentant à voter en faveur de la modification de l'article 15 des statuts relatif à la composition du conseil d'administration, dans les termes suivants :

Ancienne rédaction :

La société est administrée par le Conseil d'administration qui se compose de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, qui sont tous représentants de collectivités territoriales ou de groupements de collectivités.

La représentation des actionnaires au conseil d'administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment ses articles L 15245 et R1524-2 à R 1524-6 et par celles du Code du Commerce, notamment son article L 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 5.

Les actionnaires répartissent ces sièges en proportion du capital qu'ils détiennent respectivement. Cette répartition est la s

du mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils

d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Nouvelle rédaction :

La société est administrée par le Conseil d'administration qui se compose de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus,

La représentation des actionnaires au conseil d'administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment ses articles L 15245 et R1524-2 à R 1524-6 et par celles du Code du Commerce, notamment son article L 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 7 dont 5 représentant les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales.

Ceux-ci sont représentés au conseil proportionnellement à la part de capital qu'ils détiennent, le cas échéant arrondie à l'unité supérieure. Ils se répartissent les sièges leur revenant proportionnellement à leur part de capital.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Conformément à l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précité, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale

administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Article 5 :

La Métropole autorise aussi plus particulièrement son représentant à voter en faveur de la modification de l'article 2 « objet », destinée à le mettre en conformité avec les dispositions applicables aux SEM, dans les termes suivants :

Ancienne rédaction :

Selon les termes de l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précité, la société « est compétente pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. »

La société a pour objet d'accompagner les collectivités actionnaires dans la mise en œuvre de leurs compétences respectives en matière de développement économique, touristique (de loisirs ou industriel) de diversification du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre.

Elle exerce cette mission exclusivement pour le compte et sur le territoire des actionnaires.

Plus particulièrement la société a pour objet la réalisation de toutes opérations concourant au développement économique du territoire des actionnaires et notamment :

- *De mettre en œuvre le projet de diversification et de développement économiques du Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre,*
- *D'organiser la reconversion, la réhabilitation, l'aménagement de sites industriels ou de friches industrielles,*
- *De favoriser le développement d'équipements ou de parcs de loisirs et de les réaliser,*
- *De favoriser le développement du tourisme industriel.*

Dans ce périmètre, la société pourra :

- Conduire et réaliser les opérations d'aménagement, de construction et d'exploitation immobilière,
- Acquérir, aménager et commercialiser des terrains ou tout bien mobilier ou immobilier concernés par les projets, construire des bâtiments industriels, tertiaires ou mixtes destinées à l'accueil des entreprises,
- Réaliser les études, analyses, schémas directeurs pour assister à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement économique territorial,
- Réaliser la construction d'équipements dédiés aux services aux entreprises, d'équipements collectifs entrant dans la politique de développement, notamment dans les domaines de la formation, de la recherche et le cas échéant en assurer l'exploitation et leur mise à disposition,
- Réaliser les études relatives à l'implantation d'équipements et de parcs de loisirs et le cas échéant en assurer la construction et l'exploitation,
- Organiser le développement d'un écosystème propice au développement de l'innovation et l'implantation de nouvelles entreprises,
- Proposer, à l'usage des entreprises, une ingénierie d'implantation, d'assistance technique et financière, au recrutement et à la formation,
- Assurer des missions d'information, de promotion et d'animation du développement du territoire et des filières économiques, de la recherche et de la formation,
- Gérer les services mutualisés aux entreprises, aux utilisateurs des équipements.

A cet effet, la société pourra procéder à tout acte, passer toute convention appropriée et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles commerciales, industrielles, juridiques et financières, toutes opérations d'animation et de communication se rapportant à l'objet social défini ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales qui en sont membres.

D'une manière plus générale, la société pourra accomplir toutes les actions ou opérations, notamment financières, techniques et juridiques, se rattachant à l'objet social ou permettant directement d'en faciliter la réalisation.

Les missions qui lui sont confiées par ses actionnaires sont définies dans le cadre de conventions d'études, de délégation de service public, de concessions d'aménagement, de mandats ou autres qui en précisent le contenu et fixent les conditions de sa rémunération.

Nouvelle rédaction :

La société a pour objet d'accompagner la mise en œuvre des politiques publiques en matière de développement économique, touristique (de loisirs ou industriel) de diversification du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre.

Plus particulièrement la société a pour objet la réalisation de toutes opérations concourant au développement économique et notamment :

- De mettre en œuvre le projet de diversification et de développement économiques du Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre,
- D'organiser la reconversion, la réhabilitation, l'aménagement de sites industriels ou de friches industrielles,
- De favoriser le développement d'équipements ou de parcs de loisirs et de les réaliser,
- De favoriser le développement du tourisme industriel.

Dans ce périmètre, la société pourra :

- Conduire et réaliser les opérations d'aménagement, de construction et d'exploitation immobilière,
- Acquérir, aménager et commercialiser des terrains ou tout bien mobilier ou immobilier concernés par les projets, construire des bâtiments industriels, tertiaires ou mixtes destinées à l'accueil des entreprises,
- Réaliser les études, analyses, schémas directeurs pour assister à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement économique territorial,
- Réaliser la construction d'équipements dédiés aux services aux entreprises, d'équipements collectifs entrant dans la politique de développement, notamment dans les domaines de la formation, de la recherche et le cas échéant en assurer l'exploitation et leur mise à disposition,
- Réaliser les études relatives à l'implantation d'équipements et de parcs de loisirs et le cas échéant en assurer la construction et l'exploitation,

- Organiser le développement d'un écosystème propice au développement de l'innovation et l'implantation de nouvelles entreprises,
- Proposer, à l'usage des entreprises, une ingénierie d'implantation, d'assistance technique et financière, au recrutement et à la formation,
- Assurer des missions d'information, de promotion et d'animation du développement du territoire et des filières économiques, de la recherche et de la formation,
- Gérer les services mutualisés aux entreprises, aux utilisateurs des équipements.

A cet effet, la société pourra procéder à tout acte, passer toute convention appropriée et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles commerciales, industrielles, juridiques et financières, toutes opérations d'animation et de communication se rapportant à l'objet social défini ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte de ses actionnaires ou de toute autre personne physique ou morale, publique ou privée.

D'une manière plus générale, la société pourra accomplir toutes les actions ou opérations, notamment financières, techniques et juridiques, se rattachant à l'objet social ou permettant directement d'en faciliter la réalisation ; elle pourra notamment prendre des participations ou créer des sociétés, dans le cadre des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les missions qui lui sont confiées seront définies dans le cadre de conventions d'études, de délégation de service public, de concessions d'aménagement, de mandats ou autres qui en préciseront le contenu et fixeront les conditions de sa rémunération.

Article 6 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise son représentant aux assemblées générales à prendre toute décision et voter en faveur de toute résolution destinée à concrétiser cette opération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
 Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-3625/18/CM

■ Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole MET 18/6628/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L1231-1 du Code des Transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'AO2 pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'autorité organisatrice de second rang conclue entre la Métropole et chaque commune.

Dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire les dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 21 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'article L1231-1 du Code des transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial est chargée de l'organisation du transport scolaire.
- Que la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.
- Qu'il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial ;
- Que la plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'AO2 pour offrir

aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité ;

- Que dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver une convention d'autorité organisatrice de second rang unique conclue entre la Métropole et l'ensemble des communes la composant (à l'exception de Marseille) ;
- Que dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire certains dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention jointe en annexe relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions à venir avec les communes membres de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-3626/18/CM

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6731/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence Alpes Côte d'Azur ont conclu une convention en vue du déploiement progressif, à compter de 2018, d'une gamme tarifaire multimodale constituée d'abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un abonnement mensuel tout public a été mis en œuvre le 1er février 2018. Il permet à son titulaire dès lors qu'il s'acquitte de son montant, de circuler sur l'ensemble des réseaux de transport du territoire de la Métropole, parcs-relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

La convention décrit la gamme tarifaire, les niveaux de prix, les modalités de vente ainsi que les principes de répartition de recettes sur un principe forfaitaire de 65% au profit de la Métropole et 35% de la Région. Cette clef de répartition donnera lieu à une révision au réel annuelle au regard des usages.

Initialement, la distribution du titre prévoyait les canaux traditionnels de ventes dans le cadre d'une vente dite « croisée ». Cela implique que la grande majorité des outils de vente de tous les réseaux concernés par le périmètre du pass, puissent être utilisés.

Dans le cadre de l'évolution de sa politique de distribution, la Métropole Aix-Marseille-Provence a développé un module de vente capable de distribuer le pass multimodal. A cet effet, une régie métropolitaine de recettes est créée : les recettes ainsi encaissées au titre des produits multimodaux feront l'objet de reversement au profit de la Région, sur la base de la clef de répartition initialement convenue.

Un avenant à la convention initiale est donc nécessaire : il a pour objet de préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance et de prévoir la possibilité d'une réciproque dans l'hypothèse où la Région mettrait en place un module similaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération TRA 003-19/10/17 CM de la Métropole Aix Marseille Provence du 19 octobre 2017 approuvant la convention conclue avec la région Provence Alpes Côte d'Azur pour le déploiement des abonnements multimodaux.
- La convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-3627/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagements divers sur Pôles d'échanges MET 18/6671/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis leur mise en exploitation, les pôles d'échanges font l'objet, d'adaptations, d'améliorations ou d'évolutions. Ces aménagements sont les résultantes de mesures d'harmonisations techniques sur les divers matériels qui composent ces équipements. Cela concerne aussi bien les grosses réparations incombant au maître d'ouvrage sur les sites, que des aménagements plus structurels.

Le montant de l'opération d'investissement n° 2017269400, « Aménagements divers sur Pôles d'échanges » inscrite au budget annexe transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 172 540 TP du programme 54 de la Métropole s'élevait initialement à 200 000 € HT. Cette dernière était circonscrite à la réalisation des aménagements sur le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération du pays d'Aix.

L'objectif désormais poursuivi est de doter les différents pôles d'échanges livrés d'aménagements complémentaires de type local gardien-salle d'attente, en considérant une exploitation globale au sein de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Aussi, l'autorisation de programme existante doit être révisée à hauteur de 1 600 000 € H.T.

Par conséquent, cette révision, porte le montant de l'opération 2017 269400 à 1 800 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération n° 2017269400.
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération n° 2017 269400 d'un montant initial de 200 000 € pour un montant de 1 600 000 € H.T, afin de pouvoir réaliser l'ensemble des travaux qui s'avèrent nécessaires au sein des pôles d'échanges métropolitains, durant les prochains exercices ;
- Que par conséquent l'opération n° 2017 269400 s'élèvera à un montant de 1 800 000 € HT ;
- Qu'il convient à cet effet, de prévoir l'inscription des crédits de paiements annuels nécessaires au sein des futurs exercices budgétaires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du montant de l'opération d'investissement 2017 269400 « Aménagements

divers sur les Pôles d'échanges » portant l'opération à un montant total de 1 800 000 € H.T. Cette opération est rattachée au programme 54 Code AP 172 540 TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 5 781€

CP 2018 : 250 000 € H.T.
CP 2019 : 250 000 € H.T.
CP 2020 : 250 000 € H.T.
CP 2021 : 250 000 € H.T.
CP 2022 : 250 000 € H.T.
CP sur exercices suivants : 544 219 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-3628/18/CM

**■ Approbation de la révision de l'affectation d'investissement relative aux aménagements Points d'arrêts anciennement gérés par le Conseil Départemental
MET 18/6690/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La préparation du Budget Annexe des Transports métropolitains 2017 a été conduite parallèlement au transfert de la compétence transport départementale et à l'organisation des services de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie. Dans ce contexte, le montant de l'autorisation de programme destinée à l'aménagement des points d'arrêts de Transports en commun, anciennement gérée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, n'a pas pu être correctement dimensionné.

En effet, le montant de l'opération n° 201706200 de 900 000€ ne correspond qu'à un exercice budgétaire annuel.

Afin de permettre l'engagement des sommes prévues au BP 2018, il est nécessaire de revaloriser l'Autorisation de Programme à hauteur de 450 000 € HT.

L'opération d'investissement n° 201706200, *Aménagements Points d'arrêts CD13*, montant de l'opération inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme n° 171072TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 450 000 € H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017106200 de 900 000€ H.T à 1 350 000 € H.T.

Pour les exercices 2019 et suivants, il est envisagé de créer une nouvelle autorisation de programme, de dimension métropolitaine, qui couvrira l'ensemble des besoins relatifs aux aménagements des points d'arrêts et abribus dans le cadre des différents Agendas D'Accessibilité Programmée votés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération 2017106200
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 350 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 350 000 € H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017106200 et « Aménagements des points d'arrêts CD13 » pour un montant 1 350 000 H.T. rattachée au programme 07 Code AP 171072TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 2018. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 690 000 € HT

CP 2018 : 250 000 H.T.

CP sur exercices suivants : 410 000 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-3629/18/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations du métro de Marseille MET 18/6748/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a approuvé la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme pour un montant de 18 000 000 d'euros portant sur la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite :

- la station Sainte Marguerite-Dromel, terminus actuel de la ligne 2, pour laquelle les travaux sont à ce jour en cours de réalisation ;
- les stations Vieux-Port, La Timone et Castellane.

Par délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé l'extension du périmètre de l'opération aux stations suivantes, sans changement du montant de l'opération :

- La Rose, représentant le terminus Nord de la ligne 1 ;
- Jules Guesde, en raison de son importante fréquentation et de son intégration dans le programme d'aménagement d'Euroméditerranée, sur le secteur Euroméditerranée. Cette station doit faire par ailleurs l'objet d'aménagements complémentaires afin de modifier l'accès à la station.

Cette même délibération prévoyait que le montant d'autorisation de programme de 18 000 000 d'euros, affecté à cette opération afin de permettre le lancement des études, ferait l'objet le cas échéant d'une demande de revalorisation le moment venu.

Fin 2017, un diagnostic détaillé ainsi que des études préliminaires des stations Vieux-Port, Timone, Castellane, La Rose et Jules Guesde ont été réalisés préalablement au lancement de la maîtrise d'œuvre. Ces études ont permis d'établir un coût des travaux évalué à 34,6 millions d'euros hors taxes.

Les travaux comprennent les coûts de génie civil, les équipements (ascenseurs ...), les aménagements internes et externes permettant une accessibilité globale de la station ainsi que les adaptations nécessaires à l'intégration des équipements au système central métro.

A cela s'ajoutent les coûts de maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage ainsi que les provisions pour révisions et évolution des prix, soit 10,4 millions d'euros hors taxes.

Le montant global de l'opération doit ainsi être porté de 18 à 45 millions d'euros afin de prendre en compte le coût détaillé des travaux arrêté à l'issue des études préliminaires et l'extension du périmètre de l'opération aux stations La Rose et Jules Guesde. L'opération doit faire en conséquence l'objet d'une révision d'un montant de 27 000 000 d'euros.

L'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite, d'un montant de 18 000 000 d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP du programme n° 13 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 27 000 000 d'euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole
- La délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la création d'une opération et affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité

de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite.

- La délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 relative à l'accessibilité des stations du Métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite - Complément à la liste des stations concernées.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 27 000 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 27 000 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2014101700 - Mise en accessibilité de 6 stations de métro aux personnes à mobilité réduite pour un montant de 27 000 000 d'euros hors taxes rattachée au programme n° 13 - autorisation de programme n° 141130TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget 2018. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 365 700,77 euros hors taxes

CP 2018 : 1 000 000 euros hors taxes

CP 2019 : 5 200 000 euros hors taxes

CP 2020 : 7 900 000 euros hors taxes

CP 2021 : 20 000 000 euros hors taxes

Exercices suivants : 10 534 299,23 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-3630/18/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement destinée à la réalisation des travaux d'entretien de la galerie marchande de la station de métro de la Rose
MET 18/6676/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a cédé à la Métropole, en juin 2017, la galerie marchande de la station de métro de la Rose d'une surface de 870m². Cette cession est justifiée par le fait que la galerie et la station de métro constituent un Groupement d' Etablissement Recevant du Public (ERP) et bénéficient désormais d'un propriétaire et d'un gestionnaire uniques.

La galerie abrite actuellement huit commerces et a un fort potentiel de développement : en effet, le tiers des surfaces commerciales sont inoccupées et le parking mitoyen fait l'objet d'un projet de rénovation par la RTM. Le niveau de recettes perçu est important puisque le montant des redevances des commerçants s'élève à 100.000 € annuels pour moins de 20.000 € HT de dépenses.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc commercialiser au plus vite ces surfaces non utilisées.

Néanmoins depuis 2006, la Sous-Commission Départementale de Sécurité (SCDS) maintient pour le site un avis défavorable d'exploiter. Afin de lever cet avis et de permettre l'utilisation des surfaces désormais propriété de la Métropole, diverses régularisations administratives et la réalisation des travaux sont nécessaires.

En effet, il convient de revoir le système de sécurité incendie pour le relier à celui de la station de Métro, de reprendre entièrement l'étanchéité de la toiture et de remettre aux normes électriques l'éclairage intérieur et extérieur du site.

Pour ces raisons, il vous est proposé l'approbation de la création de l'opération d'investissement numéro 2018105300, destinée à la réalisation des travaux d'entretien de la galerie marchande de la station de métro de la Rose, d'un montant de 500 000 € inscrite au budget annexe des transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 500 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018105300 pour un montant 500 000 € H.T. rattachée au programme 07 Code AP 181073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports urbains selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2018 : 350 000 € H.T.

CP 2019 : 80 000 € H.T.

CP 2020 : 70 000 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-3631/18/CM

**■ Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa cale de mise à l'eau, La Ciotat - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes
MET 18/6670/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°003-1146/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 10 ans, comme mode de gestion du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau, sis à la Ciotat.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 16 octobre 2015 dans le journal la Provence, au moniteur des Travaux Publics et au BOAMP. Les candidats devaient présenter leur candidature au plus tard le 27 novembre 2015 à 16h30.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 15 décembre 2015 en vue de sélectionner les candidatures. Après examen de leurs garanties professionnelles et financières, du respect de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de Délégation de Service Public a décidé de retenir les trois candidatures suivantes:

- **INDIGO ;**
- **EFFIA Stationnement ;**
- **SAGS (Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement) ;**

Par courrier du 8 juillet 2016, la Collectivité a envoyé le Dossier de Consultation des entreprises (DCE) aux trois candidats. La date limite de remise des offres a été fixée au 26 septembre 2016 à 16h30. Cependant, pour faire suite aux différentes questions des candidats et compte tenu de la nécessité d'apporter des informations complémentaires, la date limite de remise des offres a été reportée au 17 octobre 2016 à 16h30.

La Commission de délégation de Service Public s'est réunie le 17 novembre 2016 et a procédé à l'ouverture et l'enregistrement des plis des trois candidats. Les candidats sont les suivants :

- **INDIGO ;**

- **EFFIA Stationnement ;**
- **SAGS (Société d'Assistance et de Gestion du Stationnement) ;**

Après analyse détaillée, la Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur les offres remises lors de la séance du 4 mai 2017 et a recommandé d'engager les discussions avec les trois candidats.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Il présente les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention soit la société SAGS. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau, sis à la Ciotat, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à La Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau, sis à la Ciotat ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 003-1146/15/cc du 3 juillet 2015 par laquelle le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé
- L'avis du Comité Technique Paritaire ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de délégation de service public ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 2017 du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public sous forme d'affermage en vue de l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau, sis à la Ciotat ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-

Provence, de se prononcer sur le choix du Déléataire de Service Public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la société SAGS en qualité de Déléataire de Service Public pour l'exploitation du parking en ouvrage Verdun, du parc en enclos du Port de Plaisance et de sa mise à l'eau, sis à la Ciotat, à laquelle se substituera une société dédiée exclusivement à l'exécution de la Délégation de Service Public.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit contrat de Délégation de Service Public et ses annexes.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-3632/18/CM

**■ Approbation de la gamme tarifaire et des indemnités forfaitaires des réseaux de transports "Pays d'Aix Mobilité" et "Aix en Bus" au 1er septembre 2018
MET 18/6684/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de la politique de transports qu'elle développe en faveur des transports en commun, structure depuis plusieurs années son réseau notamment, via la construction de parcs relais, la construction de gares routières et de pôles d'échanges multimodaux.

Suite aux dispositions inscrites dans l'Agenda de la Mobilité de la Métropolitaine, il est proposé de modifier la gamme tarifaire des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité, les conditions d'obtention de la carte Pass Provence ainsi que le montant des indemnités forfaitaires pour infraction au règlement de

transport conformément au principe métropolitain d'harmonisation.

Ces revalorisations ont pour objectif de développer l'usage des transports en commun grâce à des formules d'abonnement attractives tout en dissuadant la fraude dans les transports publics de voyageurs à l'aide des dispositifs légaux en vigueur.

Présentation des grands axes de l'adaptation de la gamme tarifaire et du montant des infractions pour les réseaux de transports du Pays d'Aix :

- Revaloriser les tickets unités et 10 voyages des lignes Diablines, le ticket 1 voyage partenaire, le ticket Pass Groupe, le ticket 40 voyages et le ticket 20 voyages Prioribus CCAS du réseau Aix en Bus.

- Revaloriser les tickets unités, 10 voyages et les abonnements mensuels des réseaux urbains de Gardanne et Pertuis intégrés à la marque Pays d'Aix Mobilité. Revaloriser le ticket Pass Groupe, et le ticket 40 voyages du réseau Pays d'Aix Mobilité.

- Harmoniser les conditions d'obtention du support billettique Pass Provence et le tarif du duplicata au niveau métropolitain.

- Harmoniser les montants des indemnités forfaitaires en cas d'infractions ou d'incivilités des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité sur ceux du réseau RTM.

I – Revalorisation tarifaire du réseau Aix en Bus :

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre tous les titres du réseau Aix en Bus, notamment suite à la dernière augmentation intervenue le 1^{er} septembre 2017 et dans un objectif d'harmonisation des gammes tarifaires à l'échelle métropolitaine, il est proposé de réévaluer les titres suivant :

- billet unité Diablines
- carte 10 voyages Diablines
- ticket 1 voyage Partenaire
- ticket Pass Groupe
- tickets 40 voyages
- ticket 20 voyages Prioribus CCAS

Les tickets « 1 voyage partenaire » » (titre vendu directement aux entreprises) et « Pass Groupe » étant traditionnellement corrélés sur le prix du carnet de 10 voyages actuellement à 9 €, il est proposé de modifier ce montant est de porter le tarif unitaire de ces titres à 0,9 €.

Les titres des lignes « Diablines » le ticket 40 voyages et 20 voyages Prioribus CCAS n'ont pas fait l'objet d'augmentation tarifaire depuis le 11 décembre 2014. Il est proposé de les réévaluer de façon à conserver un écart acceptable avec les titres plein tarif du réseau Aix en Bus qui ont été revalorisés à deux reprises : le 1^{er} mars 2015 et le 1^{er} septembre 2017.

- le ticket unité Diablines revalorisé à 0.8 €, contre 0.6 € actuellement,
- le ticket 10 voyages Diablines revalorisé à 6.5 €, contre 5 € actuellement
- le ticket 40 voyages revalorisé à 25€, contre 23€ actuellement
- le ticket 20 voyages Prioribus CCAS revalorisé à 14 € contre, 13 € actuellement

L'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 74 000 € TTC en année pleine (annexe 1).

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2018.

II – Revalorisation tarifaire du réseau Pays d'Aix Mobilité :

Face à l'augmentation des besoins en déplacements, l'augmentation des coûts des prestations de transports (notamment liée à l'augmentation du coût des carburants, des véhicules et des personnels), et dans un objectif d'harmonisation des gammes tarifaires à l'échelle métropolitaine, il convient de revoir la tarification des réseaux urbains de Gardanne et Pertuis :

- le ticket unité revalorisé à 0.8 € contre 0.6 €, actuellement,
- le ticket 10 voyages revalorisé à 6.5 € contre 5 €, actuellement
- l'abonnement mensuel revalorisé à 20 € contre 18 €, actuellement

Le titre « Pass Groupe » étant traditionnellement corrélé sur le prix du carnet de 10 voyages actuellement à 9 €, il est proposé de modifier ce montant est de porter le tarif unitaire de ce titre à 0,9 €.

Le ticket 40 voyages est revalorisé à 25€, contre 23€ actuellement.

L'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 12 000 € TTC en année pleine sur la base des ventes 2016 (annexe 2).

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2018.

III – Harmonisation des conditions d'obtention du support billettique Pass Provence et du tarif du duplicata Pass Provence.

Conformément au principe de convergence et de simplification des gammes tarifaires décrit dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, et dans le cadre de l'accompagnement de la mise en place d'une gamme tarifaire scolaire métropolitaine, il est proposé :

- de rendre le support billettique « Pass Provence » actuellement vendu au tarif de 5 €, gratuit

à partir du 1^{er} septembre 2018. Les supports d'abonnements scolaires profiteront de la gratuité dès le 1^{er} juin 2018 pour un titre valable à partir du mois de septembre.

- de réduire le coût du duplicata du support billettique « Pass Provence » de moitié en le passant de 20 € à 10 € à partir du 1^{er} septembre 2018.

La perte de recettes liée à la gratuité du support Pass Provence est estimée à 32 000 € par an sur le réseau Aix en Bus et à 21 000 € par an sur le réseau Pays d'Aix Mobilité (comprenant les circuits scolaires).

La perte de recettes liée à la réduction du coût du duplicata de la carte Pass Provence est estimée à 28 000 € par an sur le réseau Aix en Bus et à 13 000 € par an sur le réseau Pays d'Aix Mobilité (comprenant les circuits scolaires).

IV – Modification des montants de l'indemnité forfaitaire en cas fraude ou d'incivilité des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité:

Suite à l'adoption de la loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 dite loi Savary, qui renforce les dispositifs de lutte contre la fraude et du décret n°2016-541 du 3 mai 2016 qui prévoit l'augmentation du montant de l'indemnité forfaitaire (élévation du plafond des frais de dossiers, obligations et sanction des voyageurs) il est proposé de revoir les montants des indemnités forfaitaires en cas de fraude, incivilités ou violences dans les autobus du réseau Aix en Bus et Pays d'Aix .

La revalorisation des montants des infractions répond à un double objectif :

- lutter contre la fraude et les incivilités
- harmoniser les montants des infractions des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité avec ceux du réseau RTM.

➤ Contraventions de 3e classe (montant majoré publié =180€) :

- Si l'usager voyage sans titre de transport
- Si l'usager n'est pas en mesure de présenter son titre de transport (oubli, perte, vol...)
- Si l'usager n'est pas muni d'un titre valable composté ou validé à la montée dans le véhicule...
- Si l'abonnement ou le ticket n'est pas valable.

Montant harmonisé et simplifié pour absence de titre et titre non valable = 50 € soit 28% de l'amende forfaitaire majorée

- Non respect de l'interdiction de fumer ou devapoter dans les véhicules (en application de l'article R3512-1 du Code de la Santé Publique, le règlement de transport mentionnant cette interdiction)

Montant harmonisé et simplifié pour fumage ou vapotage = 50€ soit 28% de l'amende forfaitaire majorée de 3ème classe

➤ Contraventions de 4e classe (Montant majoré publié = 375€) :

- Si l'usager fait un usage injustifié d'un dispositif d'alarme ou d'arrêt.
- Si l'usager trouble la tranquillité des autres voyageurs (chants, cris, injures...).
- Si l'usager entrave la bonne marche du service de transport délégué.
- Si l'usager détériore ou souille du matériel (pieds sur les sièges ...).

Montant harmonisé et simplifié pour contraventions de type comportemental = 140€ soit environ 40% de l'amende forfaitaire majorée

Les agents de contrôle du délégataire sont habilités à faire payer les indemnités forfaitaires directement dans le bus en espèces ou carte bancaire.

Le contrevenant peut également régler son indemnité forfaitaire auprès de l'agence commerciale ou par voie postale établi à l'ordre de Keolis Pays d'Aix par chèque accompagné du procès-verbal de l'infraction, le cachet de la poste faisant foi.

➤ Le délai de paiement et les frais de dossier :

En cas de non-paiement immédiat des amendes (indemnités forfaitaires) le contrevenant doit s'acquitter de frais de dossier. Ces frais de dossier seront de :

- 20 € si le contrevenant paie sous 14 jours
- 50 € si le contrevenant paie à partir du 15^{ème} jour

Tableau récapitulatif des nouveaux tarifs et mesures mise en œuvre contre la fraude (annexe 3).

L'ensemble de ces mesures prendra effet sur les réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité à partir du 1^{er} septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L.1111-2;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 2 de la loi LOTI n° 8261153 du 30 décembre 1982, modifié par la loi 99-533 du 25 juin 1999 art 39 JORF 29 juin 1999 ;
- Les délibérations 2009_A245 du 11 décembre 2009 à 2015_A316 du 17 décembre 2015 du Conseil Communautaire de la CPA dédiées à l'approbation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du territoire du Pays d'Aix et de ses adaptations successives ;
- La délibération 2015 A199 du 8 octobre 2015 relative à la tarification spécifique d'un pack étudiant en collaboration avec la SNCF ;
- La délibération 2015 A316 du 17 décembre 2015 relative à la modification de la gamme tarifaire des réseaux de transports de la CPA ;
- La délibération MET-16/687/CM du 30 juin 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du Pays d'Aix ;
- La délibération HM 090-221/16/CM du 28 avril 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus – Approbation de la convention relative à la tarification Pack Etudiant ;
- La délibération MET 17/3894/CM du 13 juillet 2017 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les adaptations de la gamme tarifaire et du support billettique « Pass Provence » des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité telles que décrites ci-dessus et jointes en annexe.

Article 2 :

Est approuvée la revalorisation des montants des indemnités forfaitaires en cas d'infractions des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité telle que décrite ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-3633/18/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagements Points d'arrêts et Abribus du Pays d'Aix MET 18/6691/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La préparation du Budget Annexe des Transports métropolitains 2017 a été conduite parallèlement à l'organisation des services de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie. Le montant de l'autorisation de programme pour l'aménagement des points d'arrêts et abribus de Transports en commun du Pays d'Aix n'a pas pu être correctement dimensionné afin de couvrir les besoins définis au Schéma d'Accessibilité des Transports, adopté par la Communauté du Pays d'Aix.

En effet, le montant de l'opération d'investissement n° 2017261000, *Aménagements Points d'arrêts et Abribus du Pays d'Aix* de 2 600 0000€ H.T ne correspond qu'à un exercice budgétaire annuel.

Afin de permettre l'engagement des sommes prévues au BP 2018, il est nécessaire de revaloriser l'Autorisation de Programme à hauteur de 550 000 € HT.

L'opération d'investissement n° 2017261000, *Aménagements Points d'arrêts et Abribus du Pays d'Aix*, montant de l'opération inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme n° 173071TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée afin de porter son montant à 550 000 € H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017261000 de 2 600 0000€ H.T à 3 150 000 € H.T.

Pour les exercices 2019 et suivants, il est envisagé de créer une nouvelle autorisation de programme, de dimension métropolitaine, qui couvrira l'ensemble des besoins relatifs aux aménagements des points d'arrêts et abribus dans le cadre des différents Agendas D'Accessibilité Programmée votés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération 2015_A143 de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 150 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 150 000 € H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017261000 et « Aménagements des points d'arrêts et Abri Bus » pour un montant 3 150 000 H.T. rattachée au programme 07 Code AP 173071TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 2018 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 1 965 000 € HT

CP 2018 : 650 000 € HT

CP sur exercices suivants : 535 000 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-3634/18/CM

■ Approbation de l'avenant N° 10 à la convention de délégation de service public du réseau Aix-en-Bus

MET 18/6730/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Le présent avenant après avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole tire les conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 d'annuler la délibération n° 2013-A179 du 10 octobre 2013, acte détachable jugé illégal du fait de l'illicéité de l'article 3 de l'avenant 3 qu'il approuve.

Le présent avenant a également pour objet de faire évoluer la convention de délégation de service eu égard à la nécessaire adaptation de l'offre qu'engendre des modifications des conditions d'exploitation. Cet avenant fait également évoluer certains produits de la gamme tarifaire et met à jour les indemnités forfaitaires avec la réglementation applicable à l'usager qui contrevient aux dispositions du règlement de transport.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains

Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le

Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,

- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage

du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA .

- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil de Communauté du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des

transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et

conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1^{er} février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1^{er} septembre 2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actés les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, en ce compris la mise en œuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAIEV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégante à 275 182 815 €HT ;

2/ Régularisation contractuelle suite à la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017

Conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017.

Par délibération en date du 10 octobre 2013, l'organe délibérant de la Communauté du pays d'Aix a approuvé la signature d'un avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », en cours depuis le 1er janvier 2012 et dont l'échéance est prévue le 31 décembre 2019.

En effet, après le lancement le 9 juillet 2012, du réseau délégué dans sa nouvelle configuration, compte tenu de l'insatisfaction générale manifestée par les usagers et relayées par les représentants des habitants constitués en comités d'intérêt de quartier, de nombreuses réunions entre la Société Keolis Pays d'Aix et les représentants de l'Autorité Délégante, ont dû être organisées pour qu'entre le 3 septembre 2012 le 26 août 2013, soient opérés divers ajustements d'offre aboutissant à la stabilisation du réseau attendu.

Dans ces conditions, les divers ajustements projetés et mis en place durant la période sus visée, a entraîné la redéfinition des coûts du service délégué afin

notamment que soient conservés les grands équilibres du contrat. Le recalcul des unités d'œuvre (heures de conduite, kilomètres produits, véhicules et frais généraux) a été opéré entraînant in fine pour l'opérateur un surcoût global qui impactait également les projections de recettes chiffrées initialement par le délégataire.

L'avenant n° 3 traitant des conséquences financières des modifications de réseau opérées à partir du 26 août 2013 et prévoyait donc également les réaménagements contractuels ad hoc, résultant de la négociation entre les parties.

C'est dans ce contexte qu'un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la délibération d'approbation de l'avenant 3 précitée a été introduit en date du 28 février 2014

Par jugement du 6 décembre 2017, le Tribunal Administratif de Marseille a fait droit à cette requête en annulant la délibération d'approbation de l'avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », motif pris de l'illicéité de l'article 3 de l'avenant en cause.

Ayant reçu un avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole, le présent avenant tire les conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 d'annuler la délibération n° 2013-A179 du 10 octobre 2013, acte détachable de la Convention de Délégation de Service Public.

Les parties conviennent en conséquence, par le présent avenant de retirer la clause incriminée afin de purger contractuellement, le vice qui entache le contrat par la modification introduite par l'avenant 3. L'article 3 disparaissant des clauses de la délégation de service public, son article 38 est restauré dans sa rédaction initiale.

- **Décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017**

Le recours introduit soutenait différents moyens qui sont les suivants :

- La commission de délégation de service public n'avait pas été consultée ;
- L'avis de la commission de délégation de service public était entaché de vices de procédure et était par suite irrégulier ;
- Les modalités de convocation à la séance de délibération étaient irrégulières ;
- Les conseillers communautaires n'avaient pas été suffisamment informés ;
- La délibération était entachée d'erreur de droit dès lors que l'avenant modifiait l'objet du contrat ;
- Les modifications du contrat visées par l'avenant modifiaient un élément substantiel du contrat et bouleversaient l'économie du

contrat en modifiant notamment le risque d'exploitation du délégataire ;

- Les modifications du contrat visées par l'avenant remettaient en cause les conditions initiales de mise en concurrence.

Sans examiner les autres moyens soulevés par le requérant, le Tribunal Administratif a considéré que la délibération attaquée était illégale en ce que les stipulations de l'article 3 de l'avenant n°3 constituaient une modification substantielle du contrat de DSP initial, prohibée.

Le Tribunal Administratif de Marseille a fait droit à cette requête en annulant la délibération d'approbation de l'avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », par jugement du 6 décembre 2017.

- **Raisonnement suivi ayant entraîné l'annulation de la délibération d'approbation de l'avenant 3 :**

Après avoir rappelé que la rémunération en DSP est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service, il a été relevé qu'au-delà des recettes perçues directement auprès des usagers, la convention initiale prévoyait un mécanisme contractuel par lequel le délégataire est compensé au titre d'une Contribution Forfaitaire Financière (CFF) des charges importantes du service de transport urbain de voyageurs résultant des sujétions particulières inhérentes à ce service public.

Sachant que le montant de cette CFF est calculé annuellement sur la différence entre les charges et les recettes prévisionnelles sur lesquelles le délégataire s'engage, le contrat prévoit un article 38 dont l'une des stipulations encadre la prise de risque du délégataire comme suit :

« Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Délégataire l'année n seraient inférieures à la recette forfaitaire prévisionnelle telle que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant l'ensemble des recettes définies à l'article 31, le Délégataire supporte cet écart ».

Le juge retient qu'en introduisant au contrat des modalités de révision a posteriori, du montant de la CFF, l'article 3 de l'avenant 3, a « **réduit de manière importante le risque d'exploitation supporté par KEOLIS** » et doit donc s'analyser en une « **modification substantielle** » de l'économie initiale du contrat viciant d'illégalité la délibération l'approuvant.

- **Rappel des modifications apportées à l'article 38 du contrat de DSP par l'article 3 de l'avenant 3 :**

En effet, l'avenant n°3 a substitué aux stipulations reproduites ci-dessus un mécanisme d'ajustement au réel de l'engagement prévisionnel de recettes du délégataire en cas de baisse ou de hausse au-delà et en-deçà d'un tunnel de 5 %, qui est le suivant :

« Le montant de l'engagement annuel sur les recettes directement générées par le trafic sera automatiquement reconsidéré pour les exercices suivants en cas de constatation, au titre d'un exercice n, d'une recette réelle inférieure de plus de 5% ou supérieure de plus de 5 % au montant contractuel figurant à l'Annexe 20, onglet 2.

Le délégataire supporte l'intégralité de l'écart constaté au titre de l'exercice écoulé quel qu'en soit le montant.

Pour les exercices suivants, l'engagement de recettes de trafic du Délégataire est recalé au niveau réellement constaté à l'issue de l'exercice écoulé majoré du pourcentage de progression des recettes initialement prévu au Contrat et le montant de la Contribution Financière Forfaitaire.

En aucun cas, les effets du recalage ne peuvent avoir pour conséquence de faire supporter à l'Autorité Délégante la non-atteinte des objectifs de taux de fraude tels que définis à l'Annexe D. En conséquence, l'appréciation de l'éventuel écart entre la recette réelle constatée et le montant contractuel figurant à l'Annexe 20, onglet 2 est neutralisé du manque de recettes attribuable au non-respect du taux de fraude par le Délégataire ».

- **Annulation de l'article 3 de l'avenant 3 et réintroduction de la rédaction initiale de l'article 38 :**

Les parties n'ayant jamais mis en oeuvre le mécanisme d'ajustement des recettes au réel sus visé, s'accordent pour annuler l'article 3 de l'avenant 3, les autres stipulations de l'avenant 3 non incriminées par le jugement du 6 décembre 2017 poursuivant leurs effets.

L'article 38 du contrat de délégation de service public, intitulé « Intéressement des parties » stipule à compter du présent avenant et tel qu'initialement prévu par la convention le 29 juillet 2011 :

« Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Délégataire l'année n seraient supérieures à leur montant prévisionnel, tel que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant l'ensemble des recettes définies à l'article 31, l'Autorité Délégante percevra un intéressement correspondant à 50% de l'écart.

Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Délégataire l'année n seraient inférieures à la recette forfaitaire prévisionnelle telle que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant

l'ensemble des recettes définies à l'article 31, le Délégataire supporte cet écart ».

L'article 38 sus visé devient définitif et peut recevoir application après transmission au représentant de l'Etat, pour entrer en vigueur au plus tôt.

- **Approbation de l'avenant 3 à la convention de DSP expurgé de son article 3 :**

Le présent avenant maintient les articles 1, 2, 4, 5 et 6 de l'avenant 3.

3/ Ajustement de l'offre commerciale en vue de la desserte de l'Arena du Pays d'Aix sport

Les parties sont également convenues, pour opérer les services de transports adaptés à la programmation événementielle de l'Arena.

Sur la base d'un calendrier prévisionnel annuel de cette programmation, les parties ont pu convenir de jours type et dimensionner ces services générant des flux aux caractéristiques particulières (horaires –et amplitudes horaires – itinéraires).

Les conséquences financières ont été arrêtées eu égard les sujétions particulières induites, notamment en terme de logistique, d'encadrement opérationnel et compte tenu des horaires atypiques des événements générateurs de déplacements (heures de nuit, heures supplémentaires, dimanches).

Pour une année pleine courant du 1^{er} avril au 31 mars, les coûts supplémentaires ont été arrêtés à la somme estimative de 91 300€HT (valeur avril 2011), soit pour un calendrier prévisionnel 2018/2019 comptant 25 événements.

Lors de l'arrêté des comptes annuels, le dénombrement des événements desservis permettra d'ajuster à la hausse ou la baisse le montant estimatif des services tel que valorisés ci-dessus.

4/ Modification du montant des indemnités forfaitaires pour infractions au règlement de transport

Il s'agit de prendre en compte les dispositions du décret 2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics, pris en application de la Loi 2016-339 du 22 mars 2016 de prévention et de lutte contre les incivilités et les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs dans les transports collectifs.

Le décret sus visé encadre les amendes pour contraventions au règlement de transport mis à jour compte tenu des textes en vigueur.

Leur montant est au minimum de 25% du montant de l'amende forfaitaire majorée concernée et au maximum de 40% de ce même montant.

Le présent avenant fixe en conséquence, le montant de ces amendes dans les limites des seuils minimum et maximum réglementaires compte tenu des objectifs Métropolitains d'harmonisation que s'est fixé l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable.

Ainsi, les nouveaux montants qui seront appliqués par les agents de contrôle du délégataire habilités à verbaliser les usagers des transports publics délégués contrevenant aux dispositions du règlement de transport sont les suivants :

➤ **Contraventions de 3e classe (montant majoré publié =180€) :**

- Si l'usager voyage sans titre de transport
- Si le voyageur n'est pas en mesure de présenter son titre de transport (oubli, perte, vol...)
- Si l'usager n'est pas muni d'un titre valable composté ou validé à la montée dans le véhicule...
- Si l'abonnement ou le ticket n'est pas valable.

Montant harmonisé et simplifié pour absence de titre et titre non valable = 50 € soit 28% de l'amende forfaitaire majorée

- S'il n'est pas respecté l'interdiction de fumer ou de vapoter dans les véhicules (en application de l'article R3512-1 du code de la santé publique, le règlement de transport mentionnant cette interdiction)

Montant harmonisé et simplifié pour fumage ou vapotage = 50€ soit 28% de l'amende forfaitaire majorée de 3ème classe

➤ **Contraventions de 4e classe (Montant majoré publié = 375€) :**

- Si le voyageur fait un usage injustifié d'un dispositif d'alarme ou d'arrêt.
- Si le voyageur trouble la tranquillité des autres voyageurs (chants, cris, injures...).
- Si le voyageur entrave la bonne marche du service de transport délégué.
- Si le voyageur détériore ou souille du matériel (pieds sur les sièges ...).

Montant harmonisé et simplifié pour contraventions de type comportemental = 140€ soit environ 40% de l'amende forfaitaire majorée

Ces indemnités forfaitaires sont dues immédiatement aux agents de contrôle du délégataire qui sont habilités à faire payer les indemnités forfaitaires directement dans le bus en espèces ou carte bancaire.

Le contrevenant peut également régler son indemnité forfaitaire auprès de l'agence commerciale ou par voie postale établi à l'ordre de Keolis Pays d'Aix par chèque accompagné du procès-verbal de l'infraction, le cachet de la poste faisant foi, il devra dès lors respecter le délai légal pour le faire et dans cette hypothèse des frais de dossiers dont le montant est réglementairement plafonné à 50 € seront appliqués. Compte tenu de ce qui précède les délais qui seront appliqués sont les suivants et dans un souci d'harmonisation les frais de dossier s'établissent comme suit :

- 20 € si le contrevenant paie sous 14 jours
- 50 € si le contrevenant paie à partir du 15^{ème} jour

En outre le délégataire met en œuvre les dispositions du code de procédure pénale en cas de non-paiement dans le délai de deux mois en transmettant le dossier au Ministère Public, le contrevenant est alors redevable de l'amende forfaitaire majorée applicable à la catégorie de l'infraction.

Toute contestation d'un procès-verbal se fait par courrier recommandé auprès de Keolis Pays d'Aix dans un délai de deux mois ; joindre une copie du procès-verbal au courrier adressé par voie postale recommandée.

Le délégataire organise le suivi des infractions afin de caractériser le délit d'habitude dès lors que la personne concernée a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de cinq contraventions. Article 8 (art. L. 2242-6 du code des transports).

5/ Mise à jour de la gamme tarifaire

L'avenant n°5 prévoyait une hausse moyenne pondérée des recettes (HMP) de 2.5% par an à partir de 2016 qui est incluse dans l'engagement de recettes commerciales contractuelles ; cette hausse et ses conséquences sur l'engagement de recettes sont revues chaque année en fonction des augmentations réellement appliquées.

Pour 2018, il a été décidé d'augmenter au 01/09/2018 :

- les titres Pass groupe / partenaires de 0,10€ portant la valeur de ceux-ci à 0.90 €
- les tickets 1 voyage Diablines de 0,20€ portant la valeur de ceux-ci à 0.80 €
- les tickets 10 voyages Diablines de 1,50€ portant la valeur de ceux-ci à 6.50 €

Cette augmentation se traduit par une hausse moyenne pondérée de 1.58 % et une augmentation de 0.79 % des recettes commerciales en année pleine soit 0,26% pour l'année 2018 (Prorata temporis) à compter du 1er septembre 2018).

L'impact financier de ces changements de tarifs réduisent l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de 60 612€HT et 37 005€HT pour 2019.

6/ Modification du prix de vente des supports de titre

Dans l'objectif de simplification et d'harmonisation, il convient d'aligner les frais prélevés dans le cadre de l'émission des supports des titres de transport pour les abonnés au réseau de transport.

La gratuité des frais de dossier est mise en place à compter du 1^{er} septembre 2018, les supports d'abonnement scolaire et jeunes + qui seront établis à compter du 1^{er} juin pour l'année scolaire 2018/2019 se trouvent donc impactés.

De 2018 à 2019, l'engagement du délégataire est donc réduit de 48 141 euros (recettes annexes).

De même, à compter du 1^{er} septembre 2018, il convient d'aligner l'indemnité appliquée à l'utilisateur pour l'établissement d'un duplicata de carte de transport, qui passe de 20 à 10 euros.

Cette seconde mesure d'harmonisation est en revanche sans conséquence pour le délégataire, puisqu'elle neutralise l'effet de l'article 4 de l'avenant 2.

7/ Impacts financiers de l'avenant 10

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé (annexe 1) et représente une augmentation des charges de 91 300 € (valeur avril 2011) et une perte de recettes de 128 187€ compensée au délégataire.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 274 209 €/HT, soit une progression de +0,04% par rapport au dernier avenant (+13,47%) retracée dans le tableau (annexe 2)

Le tableau (annexe 3) retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-6 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du 1^{er} mars 2018 rendu par la commission de délégation des services publics ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°10 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-3635/18/CM

**■ Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016
MET 18/6643/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les

Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président du Conseil de Territoire.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale. Dès lors, le Plan Local d'Urbanisme doit couvrir en principe l'intégralité du territoire intercommunal.

Par exception à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore en vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux dans le cadre de ses

Conseils de Territoire. Chaque Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Métropole couvre donc le périmètre d'un Conseil de Territoire.

L'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme attribue des compétences exclusives aux Conseils de Territoire en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme.

De plus, l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales attribue une compétence exclusive au Conseil de la Métropole pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Les mêmes dispositions prévoient également que le Conseil de la Métropole délègue aux Conseils de Territoire, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, ses compétences en matière de PLU, à l'exception de sa compétence exclusive d'approbation, sauf délibération expresse adoptée à la majorité des deux tiers du Conseil de la Métropole.

Ainsi le Conseil de la Métropole a, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, les compétences suivantes dans les conditions susmentionnées : prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui les concerne, en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire préalablement à l'engagement de la procédure et à l'arrêt du projet de PLUi.

Enfin, concernant les délégations aux Présidents de Conseils de Territoire, vice-présidents de plein droit du Conseil de la Métropole, il est rappelé qu'en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Il convient de rappeler également que la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence a d'ores et déjà été engagée, par délibération n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a également défini les modalités de la collaboration avec les communes membres concernées par délibération du Conseil communautaire

n° AEC 001-1009/15/CC en date du 22 mai 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence le 1^{er} janvier 2016.

Par délibération HN 077-207/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a décidé la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence, dans le respect des objectifs et des modalités de la concertation avec le public et des modalités de collaboration avec les communes membres fixées par les délibérations du 22 mai 2015, et conformément à la répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs arrêtée par la délibération Cadre du 28 avril 2016 n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

La présente délibération Cadre se substitue à la délibération Cadre du 28 avril 2016 dans toutes ses dispositions.

La procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille-Provence se poursuivra donc dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres fixées par la délibération AEC 001-1009/15/CC et des objectifs poursuivis et des modalités de concertation avec le public arrêtées par la délibération AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 et conformément à la présente délibération Cadre.

Il est précisé qu'il appartiendra aux autres Conseils de Territoire de définir les modalités de collaboration avec les communes membres concernées préalablement à la prescription de l'élaboration de leurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux respectifs.

En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émet un avis avant l'approbation du PLU intercommunal.

Ainsi en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : la prescription de l'élaboration du PLUi, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public, la transmission au Conseil de Territoire concerné des orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du projet métropolitain, la participation au débat sur le

PADD au sein du Conseil de Territoire concerné, l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et le bilan de la concertation, l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

- des compétences des Conseils de Territoire : le suivi de la procédure d'élaboration du PLUi, l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres concernées, la réunion des conférences intercommunales préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, l'organisation du débat sur le projet d'aménagement et de développement durables (délibération) qui a lieu au sein du Conseil de Territoire et au sein des conseils municipaux concernés, l'avis préalable à l'arrêt du projet de PLUi, la transmission pour avis aux communes concernées du projet de PLUi arrêté, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes concernées, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLUi ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer aux vice-présidents : les notifications des délibérations d'engagement, les saisines pour avis des communes concernées, les saisines pour avis du Conseil de Territoire concerné, les transmissions pour avis et les notifications à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure d'élaboration du projet de PLUi, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales et la saisine pour avis du conseil de développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;

- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 134-11 et suivants, les articles L. 153-1 et suivants, et l'article R. 153-1 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 21 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 001-1009/15/CC du 22 mai 2015 fixant les modalités de la collaboration avec les communes ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN 077-207/16/CM du 28 avril 2016 décidant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'élaboration des PLUi ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 19 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 21 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mars 2018 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de ses Conseils de Territoires,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Qu'il convient d'arrêter la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs,
- Que Le Conseil de la Métropole a, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, les compétences suivantes dans les conditions fixées à l'article L. 5218-7, II du Code général des collectivités territoriales : prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation,
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée,

- Que la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence doit se poursuivre conformément à la présente délibération Cadre, dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées par le Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole préalablement à l'engagement de la procédure,

Délibère

Article 1 :

La délibération n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs est abrogée.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, a les compétences suivantes : prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation.

Article 3 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour prescrire l'élaboration du PLUi, définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

Il transmet au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du projet métropolitain. Il participe au débat sur les orientations générales du PADD au sein du Conseil de Territoire concerné.

Il arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tire le bilan de la concertation avec le public.

Il approuve le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Article 4 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration du PLUi.

Il arrête les modalités de collaboration avec les communes membres concernées.

Il émet un avis préalablement à la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration du PLUi et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public et avant l'arrêt du projet de PLUi.

Il réunit la conférence intercommunale préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique.

Il organise le débat sur le PADD (délibération) qui a lieu en son sein et au sein des conseils municipaux concernés.

Il transmet pour avis aux communes du Territoire le projet de PLUi arrêté.

Il présente, à l'issue de l'enquête publique, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes.

Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant le PLUi.

Article 5 :

L'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence se poursuit conformément à la présente délibération Cadre (selon le schéma n°2) et dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres, des objectifs poursuivis et des modalités de concertation avec le public arrêtées par délibérations du 22 mai 2015 n°AEC 001-1009/15/CC et n°AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Article 6 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus conseils de territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément aux schémas ci-joints en annexe.

URB 002-3636/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas - Approbation de la modification n° 1 MET 18/6736/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux

d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 6 septembre 2017, par arrêté municipal n° 559/2017 il a été engagé la modification n° 1 du PLU de la Commune de Sénas (menée en parallèle de la modification n°2 du PLU).

Cette procédure de modification a été sollicitée afin :

- d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2Aub dite « Galazon 2 »,
- d'adapter ou de supprimer des emplacements réservés,
- de modifier le règlement du PLU en vue de faciliter son application,
- de prendre en compte les évolutions ayant eu lieu sur la commune depuis l'approbation du PLU le 20 septembre 2016.

Les pièces du PLU qui font l'objet de la modification sont :

- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)
- le règlement,
- le plan de zonage général,
- le plan de zonage du centre.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E17000167/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 octobre 2017 ; l'enquête s'est déroulée du 20 novembre au 22 décembre inclus, soit pendant 33 jours consécutifs (conjointement à l'enquête publique sur le projet de modification n°2 du PLU).

Elle comprenait :

- un dossier consultable en mairie et sur le site internet de la commune comprenant :

- des pièces administratives : principaux articles régissant l'enquête publique, l'arrêté municipal n°559/2017 engageant la procédure de modification n°1 du PLU, la copie de la délibération du conseil municipal du 5 octobre 2017 justifiant l'ouverture à urbanisation de la zone 2Aub, l'arrêté municipal n° 628/2017 pour l'ouverture de l'enquête publique, l'avis d'enquête publique dans les journaux « La Provence » du 3 novembre 2017 et le « Régional » du 1^{er} au 7 novembre 2017,

- les avis émis par les Personnes Publiques Associées (Architecte des Bâtiments de France, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône, le Parc Naturel Régional des Alpilles, la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles, la commune de Cheval Blanc),

- les documents d'urbanisme : un rapport de présentation de 26 pages comportant 5 chapitres, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement, le plan de zonage général, le plan de zonage du centre.

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis suivants ont été émis. Le commissaire-enquêteur les a classés en six catégories :

- 1/ les observations relatives aux terres agricoles, et à la consommation d'espaces en discontinuité. (Mireille Tardieu, Madame et Monsieur Grimaud, Madame Yvelise Sauzedde, Association Sénassaise de Défense de l'Environnement, Parc Naturel Régional des Alpilles, Chambre d'Agriculture),
- 2/ les précisions du SDIS,
- 3/ la création d'emplacements réservés pour permettre la création d'une voirie entre le lavoir et la crèche (Premier Adjoint au Maire et particuliers),
- 4/ la nécessité de créer des cheminements doux sécurisés et agréables entre ce nouveau quartier et le cœur de ville (CCI du Pays d'Arles),
- 5/ les questions liées à l'assainissement et en particulier les observations formulées par l'ARS : *« les secteurs à urbaniser seront raccordés aux réseaux publics d'eau potable et d'assainissement et que cette urbanisation ne se ferait qu'en fonction de la capacité de la station d'épuration communale des eaux usées »* (projet d'extension en cours d'étude). Elle souligne que *« lors de la réalisation des extensions des réseaux publics d'eau potable et d'assainissement vers les nouveaux secteurs à urbaniser les constructions existantes devront y être raccordées dans les meilleurs délais »*,
- 6/ l'exigence du Département à propos du carrefour giratoire envisagé sur la route départementale RD7n : *« cet aménagement devra faire l'objet d'une concertation et d'une validation du Département des Bouches du Rhône »*.

Les réponses apportées aux observations ci-dessus sont les suivantes :

- 1/ Une réponse individuelle a été apportée à chaque personne dans le cadre des demandes inscrites dans le registre. Ainsi, il est rappelé qu'aucune consommation de terres agricoles n'est l'objet de cette modification.
- 2/ Prise en compte de l'intégralité des précisions du SDIS,
- 3/ Création d'un emplacement réservé entre la Vieille Route d'Orgon et la zone à urbaniser le « Galazon 2 »,
- 4/ la réponse de la Commune est favorable en ce qu'elle affirme que les cheminements

doux sont déjà à l'étude ou en cours de travaux sur les voies principales et qu'à ce titre la liaison entre le nouveau quartier et le cœur de ville est envisageable. Cependant, cette remarque et sa réponse n'ont aucun impact sur la présente modification.

- 5/ La remarque de l'ARS est bien prise en compte et l'extension de la zone « le Galazon 2 » ne sera effective qu'après l'extension de la station d'épuration.
- 6/ Une réunion de concertation avec le Département est programmée prochainement concernant l'aménagement du carrefour giratoire.

L'impact des modifications concerne donc les documents suivants : les OAP, le règlement du PLU et les plans de zonage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences

du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune de Sénas en date du 6 septembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune du 5 octobre 2017 justifiant l'ouverture à urbanisation de la zone 2AUB (le Galazon 2) ;
- La délibération de la commune de Sénas du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure de modification n° 1 engagée par arrêté du maire,
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune de Sénas ;
- L'avis de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, le Centre Régional de la Propriété Forestière PACA, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Parc Naturel Régional des Alpilles, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, la Chambre d'Agriculture, la Commune de Cheval-Blanc, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, l'Agence Régionale de la Santé, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, sur le projet de modification n°1 du PLU ;
- L'avis favorable avec recommandation du commissaire enquêteur du 15 janvier 2018, sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil Municipal de Sénas de 13 février 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Sénas ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur qui recommande que l'aménagement de la voirie nouvelle à créer par emplacement réservé entre la Vieille Route d'Orgon et la rue du Moulin doit faire une place significative aux modes doux et que cet aménagement soit étroitement concerté avec les riverains,
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées ;

Délibère

Article Unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas, telle qu'annexée à la présente.

Précise que la délibération approuvant la modification n° 1 du PLU de la commune de Sénas :

- a) sera transmise à monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à monsieur le Maire de la commune de Sénas,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme,
- d) sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à cette modification, conformément à l'article L 153-22 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-3637/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas - Approbation de la modification n° 2 MET 18/6737/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 6 septembre 2017, par arrêté municipal n° 560/2017 il a été engagé la modification n° 2 du PLU de la Commune de Sénas (menée en parallèle de la modification n°1 du PLU).

Cette procédure de modification a été sollicitée afin :

- d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUEa dite « Saurins » et la zone 2AUEb dite « Saurins Sud – RD7n »
- d'indicer le secteur 1AUE existant (les Fourques) en 1AUEc
- d'apporter des modifications au règlement de la zone 1AUE.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)
- le règlement,
- le plan de zonage général,
- le plan de zonage du centre.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E17000167/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 octobre 2017 ; l'enquête s'est déroulée du 20 novembre au 22 décembre inclus, soit pendant 33 jours consécutifs (conjointement à l'enquête publique sur le projet de modification n°1 du PLU).

Elle comprenait :

- un dossier consultable en mairie et sur le site internet de la commune comprenant :
 - des pièces administratives : principaux articles régissant l'enquête publique, l'arrêté municipal n°560/2017 engageant la procédure de modification n°2 du PLU, la copie de la délibération du conseil municipal du 05 octobre 2017 justifiant l'ouverture à urbanisation des zones 2AUEa et 2AUEb, l'arrêté municipal n° 629/2017 pour l'ouverture de l'enquête publique, l'avis d'enquête publique dans les journaux « La Provence » du 03 novembre 2017 et le « Régional » du 01^{er} au 07 novembre 2017,
 - les avis émis par les Personnes Publiques Associées (Architecte des Bâtiments de France, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône, le Parc Naturel Régional des Alpilles, la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, Chambre de

Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles, la commune de Cheval Blanc),

- les documents d'urbanisme : un rapport de présentation de 15 pages comportant 4 chapitres, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement, le plan de zonage général, le plan de zonage du centre.

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis suivants ont été émis. Le commissaire-enquêteur les a classés en quatre catégories :

- 1/ les observations relatives aux terres agricoles, et à la consommation d'espaces en discontinuité. (Association Sénassaise pour la Défense de l'Environnement, Parc Naturel Régional des Alpilles, Chambre d'Agriculture),
- 2/ les précisions du SDIS,
- 3/ l'exigence du Département des Bouches du Rhône à propos « des aménagements nécessaires pour les accès à la RD7n devront être concertés et validés par le Département des Bouches du Rhône »,
- 4/ les observations formulées par le Parc Naturel Régional des Alpilles elles-mêmes classées en cinq catégories :
 - Les activités pouvant se développer dans ces zones à urbaniser,
 - La question de la consommation importante d'un espace en discontinuité,
 - La performance du bâti,
 - La question des risques et de la gestion des inondations,
 - La question des haies, du maillage, des essences méditerranéennes, des paysages et de la biodiversité.

Les réponses apportées aux observations ci-dessus sont les suivantes :

- 1/ la modification n°2 du PLU ne conduit pas à une consommation nouvelle de terres agricoles puisque celle-ci était anticipée dans le PLU. De plus, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et le règlement comportent déjà des mesures destinées à préserver les ruisseaux et les haies,
- 2/ les précisions du SDIS sont prises en compte,
- 3/ la commune organisera une réunion de concertation avec le Département,
- 4/ les observations formulées par le Parc Naturel Régional des Alpilles :
 - Les activités prévues sont un complément des activités déjà présentes au sein de la commune. Cela concerne essentiellement des activités logistiques, bureaux, agroalimentaires et artisanales. Les objectifs sont à la fois de créer des nouveaux emplois et nouvelles activités sur la commune mais

également de déplacer les activités existantes présentes en zones résidentielles,

- La zone des Saurins Ouest sera reliée aux deux futures zones d'activités. Le règlement proposé dans le cadre de l'aménagement de ces nouvelles zones d'activités sera rédigé en cohérence avec le règlement du permis d'aménager de la zone des Saurins Ouest. Aucune nouvelle zone agricole n'a été consommée.
- Il sera préconisé dans les OAP de la zone 1AUE la réalisation de bâtiments qui respectent des critères environnementaux, l'utilisation de matériaux et de procédés de construction permettant une meilleure isolation et la promotion de critère de haute qualité environnementale. Les énergies renouvelables seront privilégiées sur les deux zones.
- Afin d'assurer une transparence hydraulique, seules seront autorisées les clôtures grillagées,
- Afin de renforcer l'aspect qualitatif lié à l'aménagement de ces deux zones d'activités, une bande végétale assurant la continuité des deux zones sera matérialisée. Les essences méditerranéennes seront privilégiées, de même que les haies replantées à des fins compensatoires devront à minima remplir les mêmes fonctionnalités écologiques que celles abattues. La traduction technique des recommandations du Parc Naturel Régional des Alpilles se fera également par l'intermédiaire d'un cahier des charges.

L'impact des modifications concerne donc les documents suivants : les OAP, le règlement du PLU et les plans de zonage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté de la commune de Sénas du 6 septembre 2017 engageant la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune du 5 octobre 2017 justifiant l'ouverture à urbanisation des zone 2AUEa dite « Saurins » et la zone 2AUEb dite « Saurins Sud – RD7n » ;
- La délibération de la commune de Sénas du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure de modification n° 2 engagée par arrêté du maire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune de Sénas ;
- L'avis de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, le Centre Régional de la Propriété Forestière PACA, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le

Parc Naturel Régional des Alpilles, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, la Chambre d'Agriculture, la Commune de Cheval-Blanc, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, l'Agence Régionale de la Santé, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, sur le projet de modification n°2 du PLU ;

- L'avis favorable du commissaire enquêteur du 15 janvier 2018, sur le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ;
- La délibération du Conseil Municipal de Sénas de 13 février 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Sénas ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées ;

Délibère

Article Unique :

Est approuvée la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas, telle qu'annexée à la présente.

Précise que la délibération approuvant la modification n° 2 du PLU de la commune de Sénas :

- a) sera transmise à monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à monsieur le Maire de la commune de Sénas,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme,
- d) sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à cette modification, conformément à l'article L 153-22 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-3638/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Engagement de la procédure de modification n° 2
MET 18/6768/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé en le 22 novembre 2016 a fait l'objet : - d'une modification n° 1 approuvée le 13 décembre 2017

Par délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, pour l'engagement de la procédure de modification n° 2 du PLU concerné, d'ordre général afin de permettre l'accompagnement de divers projets, notamment en précisant certaines dispositions réglementaires et en adaptant les documents graphiques.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°2 du PLU d'Aubagne ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire du 13 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification n° 2 du PLU pour permettre : l'accompagnement de divers projets, notamment en précisant certaines

dispositions réglementaires et en adaptant les documents graphiques ;

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-3639/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Engagement de la procédure de modification n° 3

MET 18/6769/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé en date du 22 novembre 2016 a fait l'objet :
- d'une modification n°1 approuvée le 13 décembre 2017.

Par délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 21 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin d'ouvrir à l'urbanisation la zone AUE dite de « Camp de Sarlier. »

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°3 du PLU d'Aubagne ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire le 13 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification n°3 du PLU pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUE dite de Camp de Sarlier.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification du PLU, il convient que le Conseil de Métropole sollicite du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n° 3 du PLU de la commune d'Aubagne.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-3640/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Engagement de la procédure de modification n° 4
MET 18/6770/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne approuvé le 22 novembre 2016 a fait l'objet :
- d'une modification n° 1 approuvée le 13 décembre 2017.

Par délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné pour les motifs suivants :

La possibilité d'accueillir de nouveaux agriculteurs ou d'autres habitants sur la commune est très limitée au regard des constructions existantes et du règlement du PLU. Ces règles ne favorisent pas la valorisation du patrimoine bâti existant. Il est par conséquent nécessaire de procéder à des changements de destination des bâtiments existants en zone agricole. Il conviendra de compléter les règles actuelles, par une modification du Plan Local d'urbanisme, ayant pour objectif de définir les bâtiments en zone agricole pouvant faire l'objet d'un changement de destination et en précisant les conditions dans lesquelles les changements seraient autorisés.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune d'Aubagne du 13 mars 2018 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 21 mars 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification n°4 du PLU d'Aubagne ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne en vigueur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aubagne a sollicité le Conseil de Territoire en date du 13 mars 2018 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour qu'il sollicite du Président l'engagement d'une procédure de modification n° 4 du PLU pour permettre de compléter les règles actuelles du règlement, ayant pour objectif de définir les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone agricole en précisant les conditions dans lesquelles les changements seraient autorisés ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de modification du PLU, il convient que le Conseil de Métropole sollicite du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n° 4 du PLU de la commune d'Aubagne.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme d'Aubagne.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-3641/18/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc - Bilan de la mise à disposition du public - Approbation de la modification simplifiée n°3
MET 18/6758/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par arrêté du 17 octobre 2017, Madame le Maire a prescrit la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc.

Cette procédure de modification simplifiée a été engagée afin de créer dans la zone UA un sous-secteur UAa autorisant une majoration limitée à 20 % des droits à construire au titre de l'alinéa 2 de l'article L151-28 du Code de l'Urbanisme.

Le secteur concerné par la modification simplifiée est situé en centre-ville dense sur « le Port Renaissance » à l'emplacement des anciens chantiers navals.

L'objectif de la présente modification simplifiée est de finaliser l'urbanisation de ce secteur en renouvellement urbain dans la continuité des premières opérations livrées dans les années 1980. La réalisation de programmes de logements favorisant la mixité sociale répondra ainsi aux enjeux des lois ALUR et Grenelle. Elle ne concerne qu'une petite partie de la zone UA (4,4 hectares).

Cette modification s'inscrit en cohérence avec les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale Ouest Etang de Berre, en matière de densité et de recomposition urbaine.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- Le zonage, par la création d'un sous-secteur UAa
- Le règlement de la zone UA afin de prendre en compte la création du sous-secteur UAa

Ces évolutions relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 16 novembre 2017, le Conseil Municipal de la Commune de Port-de-Bouc a défini les modalités de la mise à disposition au public.

Par délibération du 12 décembre 2017, le Conseil Municipal de la Commune de Port-de-Bouc a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée n° 3 de son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a décidé la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 17 octobre 2017.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée du 27 novembre 2017 au 29 décembre 2017 selon les modalités suivantes :

- l'ouverture d'un registre d'avis consultable et disponible au service d'urbanisme aux heures habituelles d'ouverture de la mairie de Port-de-Bouc à l'exception des jours fériés suivants : lundi 25 décembre et mardi 26 décembre 2017, permettant au public de s'exprimer sur le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;

- une mise en ligne des pièces du dossier du projet de modification simplifiée n°3 sur le site internet de la commune de Port-de-Bouc.

- un avis au public est paru dans les annonces légales de la Provence le 14 novembre 2017 et la Marseillaise les 15 et 17 novembre 2017.

A l'issue de la mise à disposition, une seule observation a été portée aux registres.

Il s'agit d'une personne représentant la société TECHNIPIPE mandatée par les sociétés ESSO, LBFC, TOTAL, KEMONE et GSM, qui spécifie que la modification projetée n'est pas concernée par les pipelines.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier du 24 octobre 2017. Celles-ci n'ont pas formulé de remarques particulières. Le Préfet a indiqué « qu'il était dommageable pour le maintien de la nature en ville que cette modification simplifiée permette aux projets d'être exonérés de la règle des 20 % de jardins plantés ou d'espaces paysagers par unité foncière ». Toutefois, il est prévu des espaces verts plantés qui seront aménagés sur le domaine public afin d'offrir un cadre de vie de qualité aux futurs habitants et usagers du quartier.

Par conséquent, aucune modification n'a été apportée au projet de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public et aux avis des Personnes Publiques Associées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté du Maire de la commune de Port-de-Bouc du 17 octobre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune de Port-de-Bouc du 16 novembre 2017 définissant les modalités de la mise à disposition au public ;
- La délibération de la commune de Port-de-Bouc du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par arrêté du Maire en date du 17 octobre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 17 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée est annexé à la présente délibération ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Port-de-Bouc, telle qu'annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-3642/18/CM

■ Instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Cuges-Les-Pins MET 18/6766/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire-

L'article L.211-22^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Par délibération du 12 novembre 2015, la commune de Cuges-les-Pins a approuvé la révision générale de son POS, valant élaboration de PLU.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de Cuges-les-Pins, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil municipal de Cuges-Les-Pins du 12 novembre 2015 approuvant le Plan local d'urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cuges les Pins approuvé le 12 novembre 2015 ;
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du droit de préemption Urbain sur la Commune de Cuges les Pins ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption Urbain sur la commune de Cuges-les-Pins.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de Cuges-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-3643/18/CM

**■ Instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie
MET 18/6767/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

L'article L.211-22^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Par délibération du 12 novembre 2012, la commune de Saint-Zacharie a approuvé la révision générale de son POS, valant élaboration de PLU.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de Saint-Zacharie, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération du conseil municipal de Saint-Zacharie du 12 novembre 2012 approuvant le Plan local d'urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Zacharie approuvé le 12 novembre 2012 ;
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du droit de préemption Urbain sur la Commune de Saint-Zacharie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption Urbain sur la commune de Saint-Zacharie.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-3644/18/CM

■ Approbation de la création de l'affectation de l'opération d'investissement - Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux de développement sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 18/6729/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne dispose d'un panel d'outils de planification qui ont vocation à définir les orientations d'aménagement et à spatialiser le cas échéant les secteurs à enjeux de développement : le SCOT approuvé le 18 décembre 2013, les PLU des Communes pour certains approuvés récemment.

De plus, dans le contexte métropolitain actuel, le Pays d'Aubagne et de l'Etoile a engagé son Projet de Territoire. Ce dernier doit permettre de fixer les ambitions du Pays d'Aubagne traduites dans les politiques publiques thématiques (économie, habitat, agriculture, tourisme etc...)

Bien évidemment, ce projet de Territoire s'inscrit pleinement dans les schémas métropolitains existants (mobilité, économie), ceux à venir comme le Plan d'action foncière métropolitain ou le Projet Alimentaire Territorial, mais également dans les démarches de planification en cours : le Schéma de Cohérence Territoriale métropolitain, le Programme Local de l'Habitat métropolitain etc...;

Il convient dès lors de mettre en place les moyens pré-opérationnel nécessaires pour permettre la réalisation des actions identifiées (inscrites dans les PLU par exemple) en matière de développement économique et d'organisation du territoire, et à venir qui découleront du Projet de Territoire notamment.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans le champ d'actions de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme :

« Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. »

Véritable outil d'aide à la décision, les études pré-opérationnelles visent à conduire un ensemble d'études permettant de définir les conditions techniques, programmatiques, juridiques et financières dans lesquelles l'action ou l'opération d'aménagement, qui sera préalablement le cas échéant déclaré d'intérêt métropolitain, pourrait être conduite.

Il convient donc de créer une opération d'investissement permettant d'engager des études pré-opérationnelles sur les sites à enjeux du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'opération d'investissement n°2018400600, « Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux du Conseil de

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile », inscrite au budget principal métropolitain fractionné enregistrée dans l'autorisation de programme 184064 BP du programme 06 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le budget 2018 de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 19 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 300 000 T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018400600 « Etudes pré-opérationnelles secteurs à enjeux du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour un montant de 300 000 euros T.T.C rattachée au

programme 06 « urbanisme et foncier », code AP 184064BP.

Ci-dessous l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée :

CP 2018 : 100 000 € T.T.C

CP 2019 : 100 000 € T.T.C

CP 2020 : 100 000 € T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal métropolitain fractionné 2018 en dépenses d'investissement au chapitre 20, sous-politique C110, nature 202.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-3645/18/CM

■ Résiliation du contrat de concession d'aménagement ZAC de la Gare entre la SPL "Terra 13" et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/6860/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société Publique Locale « Terra 13 », société anonyme immatriculée sous le numéro 528 448 103, a été créée le 4 novembre 2010.

Son objet social est de « réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L300-1 du code de l'urbanisme, réaliser des opérations de construction, exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou toutes autres activités d'intérêt général ».

Par délibération du 24 juin 2013, le Syndicat Mixte de l'Arbois (SMA) a décidé de désigner la SPL « Terra 13 » en qualité de concessionnaire et de lui confier, en application des dispositions des articles L 300-4 et L 300-5 du Code de l'Urbanisme, la réalisation de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté dite « ZAC de la Gare ».

Conformément à la réforme territoriale, par arrêté du 17 octobre 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois dont la liquidation a été prononcée par arrêté du 29 mai 2017.

Ce même arrêté a transféré l'ensemble de l'actif et du passif du Syndicat mixte à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui est donc désormais d'une part, second actionnaire de la SPL « Terra 13 » et d'autre part concédant de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare dont la SPL « Terra 13 » est le concessionnaire.

La Métropole possède ainsi 20 actions (sur un total de 5 450 actions) de la SPL Terra 13 et occupe un siège d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration. Il convient donc que la Métropole désigne son représentant légal pour siéger au sein du Conseil d'Administration et des Assemblées générales.

Compte tenu du fait que la SPL « Terra 13 » connaît depuis un certain temps une baisse importante d'activité, son principal actionnaire que constitue le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, souhaite procéder à la dissolution de la SPL « Terra 13 ». Pour ce faire la Métropole par délibération du 22 mars 2018 actera la cession de ses parts au sein de la SPL « Terra 13 » au profit du Département, lui permettant ainsi de devenir l'unique actionnaire et pourvoir procéder à une dissolution confusion de cette société

A l'issue de la dissolution, les opérations dont a actuellement la charge la SPL « Terra 13 » seront reprises par le Département.

Compte tenu de l'enjeu métropolitain que représente la ZAC de la Gare, il est proposé que la Métropole résilie d'un commun accord, son contrat de concession d'aménagement avec la SPL « Terra 13 » préalablement à la dissolution de cette société.

Ainsi comme prévu dans le contrat de concession d'aménagement de la ZAC de la Gare, en cas d'expiration anticipée de la concession d'aménagement, la Métropole deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix calculé sur la base de la valeur vénale telle qu'elle apparaît dans le dernier compte-rendu annuel approuvé

Par ailleurs, comme stipulé dans le contrat de concession d'aménagement de la ZAC de la Gare, la Métropole sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission

Par suite, la Métropole sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date.

A l'expiration de la concession, la SPL « Terra 13 » a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement et d'arrêter le solde d'exploitation et le solde des financements. .

La Collectivité devra à l'Aménageur une indemnité égale à 4% de la rémunération restant à courir jusqu'à

l'échéance de la convention, soit un montant de 2 666,66 €.

Pour acter cet accord de résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare entre la Métropole et la SPL « Terra 13 » et définir les modalités de mise en œuvre, les deux parties ont convenu de conclure un protocole de résiliation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 300-4 et L 300-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération MET 16/1788/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la l'intégration du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de liquidation du Syndicat mixte du 29 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare entre la Métropole et la SPL « Terra 13 ». La notification de cette résiliation devra intervenir préalablement à la cession des actions de la SPL « Terra 13 » de la Métropole au bénéfice du CD13 conformément à la délibération du Conseil métropolitain du 22 mars 2018.

Article 2 :

Est approuvé le protocole de résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Article 4 :

Les dépenses d'indemnités liées à la résiliation de la concession de la ZAC de la Gare seront affectées au Budget Principal Métropole - Chapitre 65 - Nature 65888 - Autres charges diverses de gestion courante.

Article 5 :

Les recettes liées à la résiliation de la concession de la ZAC de la Gare seront affectées au Budget Principal Métropole - Chapitre 27- Nature 2745 - Avance remboursable.

URB 012-3646/18/CM

■ Projet Urbain Partenarial (PUP) - Poursuite des opérations engagées par les Communes MET 18/6861/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences En matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est seule habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Les PUP participent au financement d'équipements publics d'infrastructures ou de superstructures qui peuvent relever de la compétence de personnes publiques différentes (communes ou EPCI). En conséquence, les textes prévoient la possibilité de partager entre commune et EPCI le produit du PUP,

par un mécanisme de reversement, en prenant en compte la charge des équipements publics qui relèvent de leurs compétences respectives.

Dès lors, pour les PUP qui doivent être conclus à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole devient seule compétente pour instaurer les périmètres de PUP et approuver les contrats correspondants. Le respect de l'affectation du produit du PUP à la personne publique compétente pour les équipements publics à réaliser nécessitera la conclusion de conventions de reversement avec la commune concernée pour la part du produit PUP correspondant aux travaux relevant de sa compétence.

Concernant les PUP approuvés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, un recensement a été réalisé à l'échelle du territoire métropolitain et a mis en évidence le fait que la majeure partie des travaux à réaliser au titre des PUP relève de la compétence des communes et que par voie de conséquence, la majeure partie des recettes leurs sont destinées pour être affectées à la réalisation des équipements publics concernés.

En effet, 20 périmètres de PUP ont été recensés, représentant trente contrats en cours, correspondant à 62 millions d'€ HT de travaux restant à réaliser et 27 millions d'€ HT de recettes restant à percevoir et à répartir entre métropole et communes.

Dans les cas des PUP approuvés avant le 1^{er} janvier 2018 dont l'exécution a démarré pour respecter les délais contractuels de réalisation des travaux, le décalage de la perception des recettes du PUP risque de ne plus permettre le pré financement des travaux communaux compte tenu des délais administratifs induits par le mécanisme de reversement.

Dans la mesure où les équipements publics à réaliser dans le périmètre d'un PUP peuvent relever de la maîtrise d'ouvrage de l'EPCI ou de la commune concernée, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) seront conclues entre la Métropole et les communes afin d'organiser une maîtrise d'ouvrage unique ce qui facilitera la mise en œuvre opérationnelle des programmes de travaux.

Considérant d'une part que les communes étaient compétentes pour instaurer des périmètres de PUP jusqu'au 31 décembre 2017 et d'autre part que la maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les communes avec la conclusion de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, il est proposé de ne pas transférer les contrats de PUP résultant de l'instauration d'un périmètre de PUP approuvée avant le 1^{er} janvier 2018 par les communes.

Sur le plan pratique, cette solution évitera de modifier toute la chaîne de contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2018 et permettra aux communes de percevoir directement les participations des PUP.

Le cas échéant, il conviendra cependant d'établir les conventions de reversement des communes à la métropole pour assurer à la métropole le financement des travaux dont elle aura la charge, le cas échéant.

Néanmoins, il existe deux exceptions à ce dispositif. Dans les périmètres de zone d'activité relevant des compétences exclusives de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, les équipements publics à réaliser et rendus nécessaires par une opération d'aménagement à l'intérieur de ces périmètres, sont majoritairement ou exclusivement selon les cas, de compétence de la Métropole. Le produit du PUP portera alors essentiellement sur le financement d'équipements publics de compétence métropolitaine et dans ce cas, le transfert s'impose. Il en est de même dans les périmètres des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain par délibération de la Métropole du 19 octobre 2017.

Ainsi, compte tenu de l'urgence opérationnelle de certains PUP, il est proposé que dans le cas de PUP approuvés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, et hormis les PUP instaurés dans les périmètres de zones d'activité métropolitaines et ceux des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain, la Métropole ne se substitue pas aux communes dans les contrats déjà signés.

Par ailleurs, dans les périmètres de PUP approuvés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018 et dans lesquels il reste des conventions à conclure, il est proposé, d'une part, de conclure des conventions tripartites Métropole, commune et aménageurs ou constructeurs et, d'autre part, de stipuler dans ces conventions que le produit du PUP sera directement versé au maître d'ouvrage qui sera chargé de la réalisation des équipements publics éventuellement au titre d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 relative à la Définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 20 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 19 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 21 mars 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 15 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes étaient compétentes pour instaurer des périmètres de PUP jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Que la maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les communes ;
- Que l'article L5217-2 du CGCT confie au métropole la compétence en matière de zones d'activité économique ;
- la délibération URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 relative à la Définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1^{er} janvier 2018 à l'exception des PUP dont le périmètre se situe à l'intérieur d'une zone d'activité métropolitaine ou d'une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain

Article 2 :

Des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage seront conclues dans le périmètre des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes ;

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-3647/18/CM

■ Mise en œuvre de l'avenant n° 9 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille MET 18/6244/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a confié la création la construction du MIN et l'exploitation du Marché implanté sur le site des Arnavaux à la SOMIMAR par convention 73/53 du 18 décembre 1972 pour une durée de 30 ans.

L'avenant n°6 du 5 octobre 1987, a reporté la fin de la convention au 4 avril 2037 pour permettre la réalisation et l'amortissement d'une nouvelle unité industrielle sur le site.

Le marché d'intérêt national (MIN) a été transféré de la Ville de Marseille à MPM depuis le 1er janvier 2001.

Par avenant n°9 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain 19 octobre 2017, la Métropole Aix Marseille Provence a été substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans les droits et obligations de la convention relative à la gestion et à l'extension du MIN, et de ses avenants.

La Métropole et la SOMIMAR se sont engagées dans un processus de positionnement du MIN permettant la diversification et la densification de ses filières.

Dans ce contexte, l'avenant n°9 permet à la SOMIMAR de réaliser les actions nécessaires au développement du site, conformément à la convention dont elle est titulaire, et à la Métropole de l'indemniser des dépenses correspondantes.

Les actions visées par l'avenant n°9 article 2 sont la résiliation de convention d'occupation de terrain repris pour un nouvel usage et les travaux nécessaires dans les bâtiments existants et repris sur les dits terrains.

Aujourd'hui, la SOMIMAR présente à la Métropole :

- La convention d'indemnisation signée avec la société LAURA dont elle demande le remboursement au titre de l'avenant 9 pour le montant de 920.000 euros, réglé le 3 janvier 2018.
- La convention d'indemnisation signée avec la société LUTOMA dont elle demande le remboursement au titre de l'avenant 9 pour le montant de 350.000 euros, réglé le 27 décembre 2017.
- Le dossier des travaux visant à installer les mareyeurs de SAUMATY sur le site des ARNAVAUX, dans des bâtiments repris aux sociétés LAURA, LUTOMA et SAURIA.

Pour les deux dossiers d'indemnisation SOMIMAR demande au titre de l'avenant 9 les remboursements d'un montant respectif de 350.000 euros pour la société LUTOMA, et de 920.000 euros pour la société SAURIA.

Pour le dossier des travaux SOMIMAR demande au titre de l'avenant 9 une avance de 254.655 euros correspondant à 30% de l'évaluation.

En application de la convention 15/1939 « Etudes et travaux de restructuration du MIN », signée le 29 décembre 2015, l'Etat remboursera la Métropole de l'ensemble de ces dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;

- L'avenant 9 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La convention « Etudes et travaux de restructuration du MIN » entre l'Etat et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de Marseille.
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les dossiers, ci-annexés, établis par la SOMIMAR, relatif à :

- L'indemnisation de la société LAURA.
- L'indemnisation de la société LUTOMA.
- L'indemnisation des travaux visant à installer les mareyeurs de SAUMATY sur le site des ARNAVAUX, dans des bâtiments.

Article 2 :

Sont approuvés les versements à la SOMIMAR de :

- 920.000 euros pour remboursement de l'indemnisation de la société LAURA .
- 350.000 euros pour remboursement de l'indemnisation de la société LUTOMA.
- 254.655 euros à valoir sur le montant des travaux visant à installer les mareyeurs de SAUMATY sur le site des ARNAVAUX, dans des bâtiments

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2011 1 10600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-3666/18/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive - Approbation de la Révision générale du POS, valant élaboration du PLU

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 22 septembre 2014, le Conseil Municipal de Cadolive a prescrit la révision générale de son POS, valant élaboration de son PLU.

En application de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence de la commune en matière de plan local de l'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée le 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Qu'à la suite de ce transfert de compétence, conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme la Métropole a décidé de poursuivre la procédure de révision du plan d'occupation des sols valant élaboration du plan local de l'urbanisme engagée par la commune, avec son accord acté en conseil municipal du 11 décembre 2017.

Par délibération du 24 juin 2015, le Conseil Municipal de Cadolive a débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Par délibération du 8 février 2017, le Conseil Municipal de Cadolive a tiré le bilan de la concertation de manière favorable et a arrêté le projet de PLU ; Celui-ci a été soumis à avis des personnes publiques associées et consultées.

Ainsi, la Commune a notamment reçu les avis suivants : Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône (17 mai 2017) : avis favorable avec réserves relatives

à la prise en compte du risque inondation ; à la prise en compte du risque incendie et feu de forêt ; au secteur de Saint Joseph qui fait l'objet d'une O.A.P. ; enfin aux motifs justifiant l'instauration d'emplacements réservés qui doivent être conformes à l'article L. 151-41 du Code de l'urbanisme ; Chambre du Commerce et de l'Industrie (23 juin 2017) : avis favorable assorti de recommandations ; CDPENAF (28 juin 2017) : avis favorable sous réserves : Reclassement des secteurs d'aléa moyen en zone urbanisée en zone F2 ; Secteur Saint Joseph, objet d'une O.A.P., ne pouvant accueillir d'ERP sensible en raison de son exposition au risque incendie et feu de forêt.

Par arrêté du 6 novembre 2017, Monsieur le Maire a ordonné l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique sur le projet d'élaboration du Plan local d'Urbanisme de CADOLIVE. L'enquête publique s'est déroulée du 4 décembre 2017 au 5 janvier 2018 inclus.

M. Joseph RECEVEUR a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif par une décision n° E17000092/13 du 5 juillet 2017.

Le Commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 5 février 2018. L'avis est favorable.

Le Plan Local d'Urbanisme a été modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Notamment les réserves formulées par Mr le Préfet, et la C.D.P.E.N.A.F.

Le dossier de PLU prêt à être approuvé comprend les pièces annexées à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision et élaboration des documents d’urbanisme (Plan d’Occupation des Sols et Plan Local d’Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune de Cadolive en date du 22 septembre 2014 prescrivant la procédure d’élaboration du Plan local d’urbanisme ;
- La délibération de la commune de Cadolive en date du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par délibération en date du 22 septembre 2014 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 22 septembre 2014 ;
- L’arrêté du Maire en date du 06 novembre 2017 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le conseil municipal ;
- Les avis Favorables des personnes publiques associées ;
- L’avis favorable de la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels et Forestiers (CDPENAF) ;

- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, et son avis favorable du 05 février 2018 ;
- Les modifications et réponses apportées au projet de Plan Local d’Urbanisme suite aux observations formulées pendant l’enquête publique, et aux avis des Personnes publiques associées, annexées au dossier de PLU, ne remettant pas en cause l’économie générale du projet arrêté ;
- La délibération du Conseil Municipal de Cadolive en date du 23 février 2018 donnant un avis favorable sur le Projet d’élaboration du Plan Local d’Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile en date du 19 mars 2018 donnant un avis favorable sur Projet d’élaboration du Plan Local d’Urbanisme de Cadolive.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L’avis favorable du commissaire enquêteur ;
- Les modifications apportées au projet de PLU suite aux observations formulées pendant l’enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Plan Local d’Urbanisme de la commune de Cadolive, tel qu’il est annexé à la présente délibération.

Il est précisé que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l’Urbanisme, le Plan Local d’Urbanisme fera l’objet des mesures de publicité suivantes :

- Affichage de la présente délibération au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence durant un mois, ainsi qu’au siège du Conseil de Territoire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile et en mairie ;
- Mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il est également précisé que :

- La présente délibération accompagnée du dossier de Plan local d’Urbanisme annexé sera transmise au Préfet des Bouches-du-

Rhône, en sa qualité de représentant de l'Etat ;

- Le plan local d'urbanisme approuvé est consultable en Mairie, ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- Le Plan Local d'Urbanisme est exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 001-3648/18/CM

■ Proposition d'organisation de la compétence
Energie au 1er janvier 2018
MET 18/6191/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Rappel du contexte réglementaire

Les *réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable* font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel Conseil de territoire Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Le cadre qui était en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 :

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée par 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, sauf pour Marseille

pour qui la compétence est exercée par la Métropole.

2. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée soit par les communes, soit par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, soit par la Métropole (sur le Conseil de territoire Marseille Provence).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. Elle est exercée par les communes.

La Communauté urbaine Marseille Provence avait déjà pris cette compétence sur son territoire mais ne l'exerçait pas effectivement exercée car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre. Il en est donc de même pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence en 2017.

Par contre, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ayant porté la création d'un réseau public de chaleur en 2014, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce déjà cette compétence.

4. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Les évolutions imposées par la loi au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences des communes à la Métropole devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain en application des articles du CGCT L5217-2-I et L5217-7-IV.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence reste exercée par la Métropole sur le périmètre de la concession de Marseille.

Cette compétence reste exercée par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV), sur le territoire métropolitain hors Marseille.

La loi impose que la Métropole se substitue automatiquement à ses communes au sein de ces syndicats (article L5217-7 VI du CGCT et arrêté préfectoral du 29/12/2017) pour cette compétence.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des syndicats ou communes qui l'exerçaient auparavant (article L5217-7-III du CGCT et arrêté préfectoral du 29 décembre 2017).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des communes qui l'exerçaient auparavant. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

La Métropole prend ainsi la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martigues (Conseil de Territoire du Pays de Martigues).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation interne au 1^{er} janvier 2018

Dans le domaine des réseaux d'énergie, les intercommunalités ayant précédé la Métropole (devenues Conseils de territoire) n'exerçaient pas de compétences et les communes n'y consacraient que peu de moyens. Ainsi, les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. De même, sur le développement de la production d'énergie renouvelable, il n'a pas été identifié de ressources dédiées significatives. **Il est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de concentrer cette expertise à l'échelon métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.**

1. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà exercée au niveau métropolitain et non déléguable aux Conseils de territoire, l'organisation en place

peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.

2. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé, plutôt que de déléguer la compétence aux Conseils de territoire, de centraliser la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec, dans les Conseils de territoire concernés, une possible déconcentration des missions de proximité (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.).
3. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Il est précisé que cette proposition d'organisation interne ne modifie pas le transfert de la compétence relative à la concession de la distribution publique d'électricité aux syndicats départementaux d'énergie et ne préjuge pas d'éventuelles évolutions futures des relations entre la Métropole et ces syndicats.

Il est précisé par ailleurs que cette proposition ne remet aucunement en cause les modalités de perception par les communes de la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) ni les dispositions prises au titre des contrats de concessions de la distribution publique d'électricité comme la contribution du concessionnaire aux travaux d'enfouissement des réseaux électriques (article 8 du contrat).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant représentation-substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour la compétence « concession de la distribution publique de l'électricité » ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant retrait de communes du syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour les compétences « concession de la distribution publique de gaz » et « création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ».
- L'information des Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole et qu'elle doit organiser ses

moyens de manière efficace et efficiente pour les prendre en charge

- Que les Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour prendre en charge cette compétence

Délibère

Article unique :

Est approuvé le schéma d'organisation proposé, permettant de concentrer au niveau métropolitain l'exercice des compétences relatives aux réseaux d'énergie et à la production d'énergie renouvelable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-3649/18/CM

**■ Ajustements des montants de deux opérations budgétaires liées au pluvial dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence
MET 18/6754/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux Pluviaux GR	3 000 000	+ 500 000	3 500 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	2 000 000	-500 000	1 500 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 024-708/15/CC du 19 février 2015 portant sur Approbation de l'affectation d'une opération générique

nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire ;

- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget Territoire Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux Pluviaux GR	3 000 000	+ 500 000	3 500 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	2 000 000	-500 000	1 500 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Territoire Marseille-Provence 2018 CT1 – Fonction 734 - Chapitres 4581151189 et 4581151001 - Sous Politique F180.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-3650/18/CM

**■ Ajustements des montants de deux opérations budgétaires concernant l'adduction de l'eau potable dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence
MET 18/6755/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F160	2015100900 (ancienne 2015/00009)	CT	EAU - Etudes adduction (Ingénierie)	70 000	+ 250 000	320 000
F160	2015100800 (ancienne 2015/00008)	CT	EAU adduction 2015/2019	1 200 000	-250 000	950 000
TOTAL F160				1 270 000	0	1 270 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 038-721/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'adduction de l'eau potable;

- La délibération DEA 012-1465/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur les ajustements des montants de plusieurs opérations budgétaires dans le cadre du budget primitif 2017 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget annexe de l'eau du CT1

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F160	2015100900 (ancienne 2015/00009)	CT	EAU - Etudes adduction (Ingénierie)	70 000	250 000	320 000
F160	2015100800 (ancienne 2015/00008)	CT	EAU adduction 2015/2019	1 200 000	-250 000	950 000
TOTAL F160				1 270 000	0	1 270 000

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau 2018 du CT1 – Chapitre 20 et 23 - Sous Politique F160.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-3651/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat au contrat de délégation de service public de l'eau du territoire Marseille Provence et de son Règlement de Service de l'Eau MET 18/6214/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le nouveau Contrat de Délégation de Service Public de l'Eau sur son territoire et ses annexes, établi pour une durée de 15 ans.

Ce contrat a débuté le 1^{er} janvier 2014 et la prise d'effet de la délégation a eu lieu le 1^{er} juillet 2014.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public de l'Eau par délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014, puis l'avenant n°2, par délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015.

De nouvelles évolutions contractuelles sont apparues nécessaires afin de prendre en compte les principaux points suivants :

- L'évolution du schéma organisationnel de la Structure Juridique Dédiee (SJD) et les incidences contractuelles associées, notamment en termes de prestations mutualisées. Dès l'origine, le contrat prévoit la mutualisation entre la Structure Juridique Dédiee et le groupe SEM. L'article 5 et les annexes 10 et 11 prévoient notamment la mutualisation de prestation de SEM vers SEMM pour les missions d'appui stratégique et de conseil (Direction générale, Direction Ressources Humaines, Finances, Achats Management), les activités de médecine du travail, d'expertise réseaux, de gestion des crises et du laboratoire, ainsi que Bronzo TP pour la réalisation des travaux d'entretien de réseaux et Somei pour l'infogérance du système d'information).
Le schéma organisationnel mis en place depuis le 1/10/2016 prévoit l'intégration de la chloration, clientèle, atelier, CDT au sein de la structure juridique dédiée. Par conséquent, de nouvelles prestations sont prévues au contrat vis-à-vis des autres structures du Groupe SEM. Un compte de résultat annuel

permet le suivi des prestations mutualisées avec la SEM.

En outre, le schéma organisationnel au 1/10/2016 prévoit la mise à disposition par la SEM, par convention individuelle, de 60 ETP affectés aux fonctions support (ressources humaines, finances, communication, juridique...). Chaque année, un état des coûts associés au personnel mis à disposition sera transmis à la Métropole.

Cette organisation est neutre économiquement.

Elle est par ailleurs pertinente en termes d'expertise ;

- le nouveau schéma de gouvernance à mettre en place. Lors des 3 premières années de la délégation, il est clairement apparu la nécessité de faire évoluer le schéma de gouvernance tel que prévu au contrat et dans ses annexes afin de le rendre plus opérationnel et efficient ;
- la révision de conditions tarifaires et d'abonnement. Certains abonnements nécessitent des modifications (cas de l'abonnement « fourniture d'eau mobile ») et deux nouveaux abonnements seront introduits (abonnement « jardins familiaux ou solidaires», abonnement « espace public- eau brute») pour mieux répondre aux besoins rencontrés ;
- la révision du Règlement de Service. Il est prévu d'inclure les évolutions tarifaires précitées ;
- la modification de certains Indicateurs de performance. Certaines évolutions d'indicateurs de performance contractuels (définitions, valeurs cibles) ont été identifiées par la Métropole comme nécessaires pour mieux évaluer la qualité et performance du Service ;
- les nouvelles mesures en matière de Cybersécurité : les évolutions réglementaires entrées en vigueur le 1er juillet 2016 en matière de cybersécurité pour les Opérateurs d'Importance Vitale (OIV) s'appliquent au Service de l'Eau du territoire de Marseille Provence. Par ailleurs, les responsabilités du Déléataire dans la chaîne « OIV » sont précisées ainsi que les principes et modalités de prise en charge de toutes ces nouvelles mesures ;
- les nouvelles mesures en matière de protection des données privées (RGPD) à compter de 2018 qui s'appliquent au Service de l'Eau du territoire de Marseille Provence ;
- l'introduction d'un audit quinquennal. Le principe d'un audit quinquennal est introduit, à la charge de l'Autorité délégante qui pourra ainsi s'assurer, sur une période de 5 ans, du respect de l'équilibre économique de la

délégation, de l'évolution de la performance et des principaux engagements contractuels. Il pourra conduire, le cas échéant, à des ajustements contractuels ;

- la modification de la composition des travaux neufs. Le contrat a prévu la réalisation de travaux neufs à la charge du délégataire pour un montant de 35.2 millions € HT (dont 24.4 millions € HT pour le projet de la télérelève). La réalisation des études préalables aux travaux de 1^{er} établissement a permis d'identifier plusieurs projets dont la faisabilité ou l'opportunité est aujourd'hui remise en cause. Il s'agit des projets suivants (montants HT) :

- Mise en place d'une turbine sur les forages du Puits Saint Joseph pour 96 k€,
- Mise en place d'une turbine sur la dérivation Valentine Montredon pour 156 k€,
- Points d'eau pour la faune sauvage pour 60 k€,
- Aménagement de la salle de conférence du Centre de Production de Sainte Marthe pour 460 K€.
- Création d'un superviseur de la qualité de l'eau de la Durance pour 51 k€,
Il y a donc lieu d'acter la non-réalisation de ces opérations et leur substitution par des opérations à réaliser d'ici décembre 2019 pour un montant total de 823 k€ :
- Mise en valeur de l'aqueduc Flemming en aménageant un jardin suspendu pour 148k€,
- Dissociation des alarmes anti-intrusion sur les réservoirs pour 125 k€,
- Equipement des accès à l'eau des réservoirs de serrure avec canon Locken pour 89k€,
- Mise en sécurité des sites de production de La Ciotat et des Giraudets pour 189 k€,
- Mise en sécurité des postes à chlore pour 106 k€,
- Solde de 124 k€ restant à affecter.

- Par ailleurs, les modalités de substitution de travaux de premier établissement sont précisées ainsi que celles relatives au suivi de l'équilibre financier ;

•

- Les incidences de la télérelève des compteurs d'eau sur le Service. L'autorité délégante a souhaité introduire des clauses contractuelles permettant de garantir le suivi de la performance du système de télérelève (indicateurs de performance) et d'optimiser la relation à l'usager ;

•

- L'intégration d'un objectif annuel de 600 kms de campagnes de recherches de fuites systématiques est introduit pour compléter et consolider les obligations du délégataire en termes de recherches de fuites systématiques (1500 km/an pour les deux premières années de la délégation), avec dans le même temps, la révision de la fréquence de maintenance des équipements de réseau secondaire et l'adaptation des horaires d'ouverture de l'Agence Canebière en cohérence avec la fréquentation.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°3 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 004-422/14/CC du 9 octobre 2014 portant sur l'approbation de l'avenant n° 1 au contrat de Délégation de Service Public de l'eau ;
- La délibération PEDD 007-1471/15/CC du 20 novembre 2015 portant sur l'approbation de l'avenant n° 2 au contrat de Délégation de Service Public de l'eau ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.
- L'avis de la Commission Consultative de Services Publics Locaux ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte et acter l'évolution du schéma organisationnel de la Structure Juridique Dédiee (SJD) et les incidences contractuelles associées, notamment en termes de prestations mutualisées ;
- Qu'il est nécessaire de modifier le schéma de Gouvernance à mettre en place afin de le rendre plus opérationnel et efficient ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la révision de certaines conditions tarifaires et d'abonnement pour mieux répondre aux besoins rencontrés ;
- Qu'il est nécessaire de préciser les modalités d'affectation du reliquat du dispositif « Access Eau » d'aide aux plus démunis géré par les CCAS ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la révision du Règlement de Service afin d'inclure les évolutions tarifaires et d'abonnement précitées ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la modification de certains Indicateurs de performance ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les nouvelles mesures en matière de Cybersécurité, de préciser les responsabilités du Déléataire dans la chaîne « OIV » et les modalités de prise en charge financière pour la Cybersécurité ainsi que les principes et modalités de prise en charge de toutes nouvelles mesures ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les nouvelles mesures en matière de protection des données privées (RGPD) à compter de 2018 qui s'appliquent au Service de l'Eau du territoire de Marseille Provence ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la réalisation d'un audit quinquennal pour s'assurer du respect de l'équilibre économique de la délégation et des principaux engagements contractuels et, le cas échéant, solliciter des ajustements contractuels ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte la modification de la composition des travaux neufs, d'acter la non-réalisation de cinq opérations et leur substitution par des opérations à réaliser avant le 31/12/2019 pour un montant total de 823 K € et par ailleurs, de préciser les modalités de substitution de travaux de premier établissement ainsi que celles relatives au suivi de l'équilibre financier ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les incidences de la télérelève des compteurs d'eau sur le Service en introduisant des clauses contractuelles permettant de garantir le suivi de la performance du système de télérelève

(indicateurs de performance) et d'optimiser la relation à l'usager ;

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte l'intégration d'un objectif annuel de 600 kms de campagnes de recherches de fuites systématiques, avec, dans le même temps, la révision de la fréquence de maintenance des équipements de réseau secondaire et l'adaptation des horaires d'ouverture de l'Agence Canebière en cohérence avec la fréquentation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de Délégation du Service Public de l'Eau n°13/222.

Article 2 :

Est approuvé le Règlement de Service de l'Eau annexé à l'avenant 3.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-3652/18/CM

■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2017 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques MET 18/6512/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils

ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m³ soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, trois demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012
- relatif à la facturation ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- ☐ Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les dégrèvements supérieurs à 500m³ doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur facture d'eau à Plan de Cuques :

- 1) Monsieur DJERADJIAN Serge pour lequel le dégrèvement est de 1 325,33 euros HT soit 1 425,87 euros TTC (710,86 euros HT soit 749,95 euros TTC sur le budget annexe eau et 614,47 euros HT soit 675,92 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 459,30 euros HT soit 1 569,04 euros TTC.
- 2) Monsieur PISANO Alain pour lequel le dégrèvement est de 4 476,00 euros HT soit 4 819,00 euros TTC (2 324,30 euros HT soit 2 452,13 euros TTC sur le budget annexe eau et 2 151,70 euros HT soit 2 366,87 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 5 342,14 euros HT soit 5 744,19 euros TTC.
- 3) Monsieur TANDA Gavino pour lequel le dégrèvement est de 1 139,93 euros HT soit 1 229,52 euros TTC (542,59 euros HT soit 572,44 euros TTC sur le budget annexe eau et 597,34 euros HT soit 657,08 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 689,66 euros HT soit 1 816,74 TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Nature 678 – Sous Politique F170 Code 3 DEAP et au budget annexe de l'Assainissement 2018 du Conseil de Territoire Marseille: Nature 678 –Sous Politique F110 Code 3 DEAP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-3653/18/CM

■ **Approbation du lancement d'un appel à projet pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille**
MET 18/6562/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'analyse du contenu des ordures ménagères collectées sur le territoire Marseille Provence fait apparaître que 18% d'entre elles sont constituées de cartons. Au centre-ville de Marseille, une très grande majorité de ce gisement provient d'activités professionnelles.

Or, afin de réduire la part des déchets pris en charge par le service public, les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par délibération DEA 018-2836/17/CM au Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 préconisent notamment de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.

Dans ce cadre, la Métropole souhaite susciter sur le centre-ville de Marseille l'émergence d'une offre de service permettant la collecte et la valorisation matière de ces cartons et qui fasse appel, dans la mesure du possible, à des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire. Ce service pourrait se financer d'une part par une participation des professionnels qui y adhéreront et d'autre part par la vente du carton.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil de Métropole d'approuver le principe du lancement d'un appel à projets pour la récupération et la valorisation matière des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017

approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'extraire des ordures ménagères pris en charge par le service public les cartons produits par les professionnels,
- Qu'il convient d'approuver le lancement d'un appel à projet pour la récupération et valorisation des cartons des professionnels du centre-ville de Marseille

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe et la forme d'un appel à projets pour la récupération et la valorisation des cartons auprès des professionnels du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-3667/18/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH) MET 18/6923/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et conformément aux articles L.5217-2, L.5218-2 et L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux communes au sein de certains syndicats mixtes dans le cadre des compétences qu'elle exerce depuis cette date, notamment pour la compétence (GEMAPI).

Ainsi, par arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017, les Préfets des Bouches-du-Rhône et du Var ont acté de la substitution au 1er janvier 2018, au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH) et pour la compétence « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations » (GEMAPI), d'une part, de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux communes d'Aubagne, Auriol, Marseille, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et Saint-Zacharie, et d'autre part, de la substitution, pour cette même compétence, de la Communauté d'agglomération Provence Verte à la commune de Plan d'Aups.

En application du mécanisme dit de « représentation-substitution » décrit à l'article L.5217-7 V du CGCT, lorsque la métropole est substituée à des communes au sein d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte pour l'exercice d'une compétence, le nombre de sièges des représentants de la métropole est proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la métropole est substituée, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges.

Dans ce cadre, il incombe à la Métropole de désigner dans un premier temps un nombre de représentants n'excédant pas 50 % des sièges, puis d'engager, dans cette configuration transitoire, une révision des statuts.

Il est attendu de cette révision des statuts qu'elle apporte une représentation plus équilibrée, notamment au regard de l'importance de la compétence GEMAPI au sein du syndicat mixte et du poids démographique de la métropole.

Ainsi il est proposé par la présente délibération de désigner sept représentants titulaires au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation-substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Communauté d'agglomération Provence

Verte au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune pour la compétence gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Dans l'attente de la modification des statuts permettant une représentation plus équilibrée, sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de l'Huveaune (SIBVH) :

- Roland GIBERTI
- Jean-Pierre GIORGI
- Jérôme ORGEAS
- Serge PEROTTINO
- Alain ROUSSET
- Sylvia BARTHELEMY
- Gérard CHENOZ

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-3654/18/CM

■ **Présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation-SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à La Ciotat Edition 2017**
MET 18/5470/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'édition 2017 du salon « Les Nauticales », a été remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire de la convention de délégation de service

public relative à « l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence », n°15/1706.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire, de l'édition 2017 du salon « Les Nauticales », remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire du contrat de DSP n°15/1706 relatif à « l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-3655/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2016, Carenès Services délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à Marseille
MET 18/5467/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1^{er} janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 1/343/CC du Conseil de Communauté 26 mars 2007 approuvant la convention de délégation de service public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la Société Carènes Services, titulaire de la convention de délégation de service public, relative à « l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge » à Marseille, n° 07/064.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Carènes Services, titulaire du contrat de DSP n° 07/064 relatif à « l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge » à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-3656/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2016, Nouvelle Aire délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge, à Marseille
MET 18/5468/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la Sarl Nouvelle Aire, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) », n°13/130.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité 2016 remis par la Sarl Nouvelle Aire, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/130 relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-3657/18/CM

**■ Présentation du rapport d'activité 2016, de DG Services délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry le Rouet
MET 18/5469/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution

qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet »
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1er janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG SERVICES compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société DG SERVICES, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet », n°13/131.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité pour l'année 2016 remis par la société DG SERVICES, délégataire de service public titulaire du contrat de DSP n°13/131 relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-3658/18/CM

**■ Demande de transfert de gestion de la part de l'Etat, d'une partie du domaine public maritime situé au "Port des Heures Claires" sur la commune d'Istres
MET 18/6668/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence jusqu'au 1^{er} janvier 2018.

Aussi, à compter de cette date, la Métropole est notamment en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

Au 1^{er} janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

La commune d'Istres a engagé une opération de réaménagement, extension et valorisation du port des Heures Claires et de ses abords. Cette opération

a été transférée à la Métropole par délibération du Conseil de Métropole du 15 février 2018.

Le projet prévoit une extension du périmètre portuaire; aussi, il est nécessaire d'obtenir de l'Etat le transfert de gestion du domaine public maritime situé sur la commune d'Istres des espaces nécessaires à la réalisation du projet portuaire afin d'en assurer la gestion et l'entretien.

La surface concernée représente 28 855 m², qui viendront s'ajouter aux 29 863 m² transférés antérieurement, soit une surface globale d'emprise du projet sur le DPM de 58 718 m².

Le port des Heures Claires étant désormais métropolitain, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite les services de l'Etat pour le transfert de gestion du domaine public maritime pour la dépendance domaniale concernée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de février 2018 actant du transfert de l'opération de « Réaménagement, extension et valorisation du port des Heures Claires et de ses abords » à la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 21 mars 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Considérant que la réalisation du projet de réaménagement, extension et revalorisation du port des Heures Claire et de ses abords nécessite d'obtenir de la part de l'Etat, propriétaire du domaine public maritime naturel, le transfert de gestion d'une dépendance dudit domaine et que le plan d'eau concerné n'est pas affecté aujourd'hui à un usage portuaire;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à solliciter auprès des Services de l'Etat le transfert de gestion du domaine public maritime pour la dépendance domaniale concernée utile à l'extension du port des Heures Claires à Istres.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 006-3659/18/CM

■ Adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) MET 18/6284/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 831571 FAE du 6 février 1984, le Conseil Municipal de la Commune de Marseille a approuvé l'adhésion de la Ville de Marseille à l'Union des Ports de Plaisance du Levant, adhérente elle-même à la Fédération Française des Ports de Plaisance.

Les Communes de La Ciotat et Sausset-les-Pins cotisaient également à l'Union des Ports de Plaisance du Levant.

Cette dernière s'est vue substituée par l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Face au développement des activités de plaisance donnant naissance à des problèmes de plus en plus complexes, liés à la gestion et à l'exploitation des ports de plaisance, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional tel que l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur en Méditerranée ou National tel que la Fédération des Ports de Plaisance.

Par délibération n° POR 11183/CC du 31 mars 2004, la Communauté Urbaine Marseille Provence

Métropole, compte tenu d'une part du nombre d'anneaux regroupés dans les 24 ports de plaisance dont elle assurait la gestion, et d'autre part de sa volonté de s'affirmer comme premier pôle européen de plaisance, a pris la décision d'adhérer à cette association.

Par délibération n° MER 002-896/16/CM du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à maintenir l'adhésion récurrente à cette association.

Cette association est l'organisme professionnel des ports de plaisance, sous forme associative. Elle a été créée par et pour les gestionnaires de ports de plaisance. Ce sont eux qui la composent et c'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA. Ils la font vivre et évoluer au travers de leurs besoins, leurs demandes et leurs souhaits de développement. Elle est la représentation, dans notre région, des gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales. Regroupant plus de 90% des ports de plaisance de la région, l'UPACA :

- fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leurs apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire;
- anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques ;
- est une interface entre les gestionnaires de ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires ;
- assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA ;
- entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement le Conseil Régional PACA, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique ;
- négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment ;
- collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique;
- participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement;
- a des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance comme les professionnels du nautisme (par exemple la FIN, Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche,

en règle générale tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

Le conseil d'administration de l'UPACA est composé de 16 postes d'administrateur parmi lesquels le Président, le Vice-Président, le Trésorier et le Secrétaire Général qui composent le bureau. Aix-Marseille-Provence Métropole a un poste d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de l'UPACA depuis de nombreuses années. Ce poste est occupé par un élu désigné par la Métropole Aix-Marseille-Provence. En ce qui concerne la présence aux réunions statutaires, conseils d'administration, assemblées générales, etc... le directeur de la direction des ports, délégué par l'élu, représente la Métropole.

Aix-Marseille-Provence Métropole a également un siège d'administrateur, représentant l'UPACA, au Conseil d'Administration de la Fédération Française des Ports de Plaisance (FFPP). En effet, l'UPACA a 4 sièges d'administrateur (sur 16) dans la gouvernance de la FFPP. Ainsi, Aix-Marseille-Provence Métropole siège aussi au Conseil d'Administration de la FFPP.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires sis à Istres et le port Albert Samson sis à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consenties à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône sis à Port-Saint-Louis-du-Rhône et le port de Beau Rivage sis à Saint-Chamas. Le nombre d'anneaux gérés en régie directe passe de 4 000 anneaux à 4310; ce chiffre servant de base à la cotisation annuelle. La Métropole Aix-Marseille-Provence gère donc 28 ports de plaisance depuis cette date.

L'Union des Ports de Plaisance, membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance au travers des adhérents soit 360 ports à gestion publique ou privée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est utile pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'étendre l'adhésion annuelle au port des Heures Claires sis à d'Istres, au port Albert Samson sis à Berre l'Etang, au Port Abri du Rhône sis à Port-Saint-Louis-du-Rhône et au port Beau Rivage sis à Saint-Chamas et de continuer à participer aux travaux de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur fédérée au sein de la Fédération Française des Ports de Plaisance.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le règlement de la cotisation annuelle de l'année 2018 pour ses 28 ports qui s'élève à : 25 084,20 €.

Article 2 :

Le versement de la cotisation aura lieu sur appel de fonds de l'association et sur le compte de cette dernière.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe 2018 des Ports de Plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence « Nature 6281, Sous politique B220 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"**

VOI 001-3660/18/CM

■ **Approbation des modalités de mise en oeuvre de la concertation menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet à Marseille (2ème et 16ème arrondissements)**
MET 18/6698/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Dans ce cadre il a notamment été décidé de mener un projet de regroupement sur le terminal existant du Cap Janet les flux de passagers à destination du Maghreb aujourd'hui diffus au sein du port, pour partie traités au Sud (Bassin de la Joliette) et pour partie au Nord du port, sur le Cap Janet. L'objectif est d'offrir une meilleure lisibilité de l'organisation du port, un meilleur niveau de service pour les passagers et une disposition plus opérationnelle pour les compagnies exploitant ces terminaux.

Ce projet est porté par le Grand Port Maritime de Marseille mais le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international. Il s'agit donc d'un projet global avec une co-maîtrise d'ouvrage du Grand Port Maritime de Marseille et de la Métropole.

Par délibération n° VOI-002-1997/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de cofinancement et de partenariat avec le Grand Port Maritime de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Etat.

En application de l'article L121-18 du Code de l'Environnement, une Déclaration d'Intention co-signée par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole a été envoyée à la Préfecture et fait l'objet d'une publication pendant un délai de deux mois afin de permettre l'ouverture d'un droit d'initiative aux tiers.

En vertu de l'article L121-17 du Code de l'Environnement, le Grand Port Maritime de

Marseille et la Métropole ont proposé d'organiser une concertation préalable dont les modalités ont été présentées dans la Déclaration d'Intention.

Le présent rapport a pour objet d'approuver ces modalités.

A l'issue de la concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Ensuite, conformément à l'article R121-21 du Code de l'Environnement, le bilan de la concertation sera rendu public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L.121-15-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI-002-1997/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 20 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une concertation préalable menée conjointement avec le Grand Port Maritime de Marseille est nécessaire pour la réalisation du projet de restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de la concertation préalable présentées dans la Déclaration d'Intention ci-annexée et portée conjointement par le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole et portant sur la restructuration du terminal international à passagers à Cap Janet, à Marseille (2^{ème} et 16^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-3661/18/CM

■ Autorisation donnée au Président de la Métropole pour déposer une demande d'autorisation de défrichement pour l'opération Pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste MET 18/6696/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat - Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine, est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

La Métropole a acquis en juillet 2017 un terrain qui faisait l'objet d'un emplacement réservé pour la création d'un parc de stationnement. La réalisation de ce parc de stationnement semi-enterré constitue la première phase de l'aménagement du PEM et fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre notifié en décembre 2017.

Le terrain acquis par la Métropole étant arboré, il convient de déposer une demande de défrichement auprès des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, dont le récépissé du dépôt fait partie des pièces à fournir lors de la demande de permis de construire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 20 Mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, et notamment à la création d'un parc de stationnement semi-enterré sur un terrain arboré acquis par la Métropole ;
- Que la demande d'autorisation de défrichement est une condition indispensable à la réalisation du projet.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déposer une demande d'autorisation de défrichement auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour la réalisation du Pôle d'échange Multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"**

CSGE 001-3662/18/CM

■ Organisation de l'évènement "La Lecture par Nature" 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 18/6718/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Faisant suite au vote de la délibération de politique culturelle du 14 décembre 2017 et à la priorité donnée à la lecture publique par le Conseil de la Métropole, il apparaît essentiel de poursuivre le travail initié en 2017 et notamment l'organisation de l'évènement « La Lecture par Nature ».

1. Bilan de l'édition 2017

« La Lecture par Nature » est le premier évènement culturel organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est déroulé pour la première fois en 2017, du 24 octobre au 17 novembre. La thématique déterminée en 2017 était « la nature ». 60 communes sur les 92 communes membres de la Métropole y ont participé, soit 65 % des communes du territoire métropolitain. 66 bibliothèques ou médiathèques ont accueilli un évènement, soit 76,7% des établissements de lecture publique du territoire. 13 créations artistiques ont été proposées déclinées en 71 représentations. Cinq représentations ont été proposées par le parrain de la manifestation, Bernard Pivot. Plus de 95 ateliers ont eu lieu en amont ou durant l'évènement. Une journée professionnelle a réuni 125 participants, lors de la manifestation Grains de Sel (Aubagne).

Les jauges ont varié de 12 à 300 personnes et ce sont, au total, 4 672 personnes qui ont été concernées par l'évènement. Des questionnaires d'évaluation ont été présentés aux publics, aux professionnels et aux opérateurs. Cette évaluation a été très positive de la part des bibliothèques, des opérateurs et surtout des publics, toutes générations confondues.

2. Perspectives 2018

L'évènement 2018 garde les mêmes principes et les mêmes objectifs :

- Il relève de la plus-value métropolitaine ;
- Il se construit avec et dans les médiathèques/bibliothèques du territoire ;
- Il favorise et promeut la lecture quel que soit le support (livre, outils numériques, etc.) et quelle que soit la

forme artistique et/ou culturelle dans un souci d'accès à la culture et à la connaissance au plus grand nombre (avec une dominante en direction des enfants et des jeunes adultes) ;

- Il se déroule entre le 25 octobre et le 17 novembre pour avoir le temps matériel de son organisation et parce que cette période est propice à de nouveaux évènements ;
- Il se déploie par bassins de lecture ;
- Il développe l'éducation artistique et culturelle en direction des publics scolaires ;
- Il favorise l'égalité de traitement des communes sur le territoire métropolitain avec comme objectif principal la recherche de nouveaux équilibres territoriaux ;

L'ambition est de proposer à nouveau aux 92 communes de la Métropole de partager un évènement culturel innovant pour créer les conditions de la mise en réseau de la lecture publique à l'échelle du territoire. Les médiathèques et les bibliothèques sont des lieux de vie et de culture par excellence. Elles sont les équipements culturels les plus fréquentés par les français. A ce titre, elles restent au centre de cette proposition métropolitaine.

La thématique 2018 est « Demain ».

La manifestation sera inscrite dans le cadre du Contrat Territorial Lecture en discussion avec les services de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles).

3. Modalités opérationnelles

En partenariat avec plusieurs opérateurs du livre et de la lecture mais aussi du spectacle vivant, des arts de la rue ou numériques, une co-construction de Lecture par nature 2018 avec les médiathèques et les bibliothèques du territoire sera au cœur du dispositif avec des premières réunions au printemps entre opérateurs et professionnels de la lecture publique.

Plusieurs personnalités du monde du livre et de la bande dessinée seront associées à la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 002-14/12/17CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement de l'événement « La Lecture par Nature » organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-3663/18/CM

■ Adhésion à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant MET 18/6656/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) a pour objet d'affirmer davantage la présence de la francophonie sur le plan international dans le monde des bibliothèques et des centres de documentation.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de regrouper des professionnels reliés au monde des bibliothèques et de la documentation dans les états francophones ;
- de développer la coopération entre ses membres dans le domaine de la bibliothéconomie, de la documentation et des sciences de l'information ;
- de coopérer avec différents organismes ou associations ayant des objectifs et des activités semblables ou proches des siens au sein des pays francophones.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la coopération de la médiathèque intercommunale avec d'autres bibliothèques francophones au niveau international.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 294/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) en tant que membre qualifié.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour permettre à la médiathèque intercommunale de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 150 euros.

Conformément à l'article 11 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 294/10 du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'Association Internationale Francophone

- des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) en tant que membre qualifié;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des États Spéciaux de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 150 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.
- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) et le règlement de la cotisation de 150 euros pour l'année 2018.

Article 2 :

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) :

- Monsieur Jérôme POUCHOL en qualité de représentant titulaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.